N° 20. — Août 1926 Prix : 2 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

DANS CE NUMÉRO :

Avec la stabilisation, la crise approche
par Robert LOUZON

AMATEURS & PROFESSIONNELS
par Pierre MONATTE

LE CONGRÈS DES CHEMINOTS
par Paul BERLOT

Où va la Révolution russe ?
par Boris SOUVARINE

ADMINISTRATION et RÉDACTION : 96, quai Jemmapes. — PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

PIERRE MONATTE, ALFRED ROSMER, V. DELAGARDE, M. CHAMBELLAND, R. LOUZON, A. GARNERY, MARTHE BIGOT, JEHANNE STANKO, V. GODONNÈCHE, ALBIN VILLEVAL, GEORGES AIRELLE, J. AUFRÈRE, D. ANTONINI, G. LACOSTE, F. CHARBIT, L. MARZET, C. HATTENBERGER, R. HAIRIUS, FINIDORI.

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

P. MONATTE

96, quai Jemmapes — PARIS-X^e

Chèque Postal :

Révolution Prolétarienne **734-99** Paris

Permanence : l'après-midi, de 5 à 7 heures

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois . . .	13 fr.	Six mois . . .	18 fr.
Un an . . .	25 fr.	Un an	35 fr.

PRIX DU NUMÉRO :

France : 2 fr. 50 — Extérieur : 3 fr.

SOMMAIRE du n° 20 (*Août 1926*)

Avec la stabilisation, la crise approche. . . R. LOUZON.
Parmi nos lettres.
Où va la Révolution russe ? . . . . . B. SOUVARINE.
Le danger bonapartiste en U. R. S. S. . . . R. L.
Amateurs et professionnels . . . . . P. MONATTE.
A un apôtre de la scission . . . . . M. CH.
Les initiatives originales : l'Université prolétarienne de Nice. J. BRAMAN, F. STACKELBERG, F. LAURA.

A TRAVERS LES LIVRES

Les *Carnets de Georges Louis* (A. ROSMER).

DANS L'INTERNATIONALE

Lettre d'Angleterre : La victoire de J. H. Thomas (UN COMMUNISTE ANGLAIS).—*Choses d'Allemagne:* La crise communiste vue à travers le groupe Katz (GEORGES AIRELLE).—*Lettre de Grèce :* La situation économique et financière (ALKIDAMAS). — *Lettre des Etats-Unis* (X).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Le Congrès de la Fédération des Cheminots (P. BERLOT). — Fait d'armes communiste. — Ce qu'ils disaient à St-Etienne (M. CHAMBELLAND). — Protestations contre un abus de confiance. — La Ligue Syndicaliste.

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits du mois. — La Grève anglaise, vue par un réformiste. La lettre de la Banque de France. — Les élections à la Caisse autonome des Mineurs. — Les socialistes et la Société des Nations. — Le nationalisme du " Communiste " Colly.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE est vendue au numéro

PARIS

IIe arrondissement :
Marchand de journaux, 127, rue Montmartre.

IIIe arrondissement :
Kiosque (Pauvre Jacques), place de la République, angle rue du Temple.

V^e arrondissement :
Lebrun, journaux, 8, rue Gracieuse.
Kiosque place Saint-Michel, sortie Métro.
Kiosque boulevard Saint-Michel, angle rue Soufflot.
Kiosque boulev. Port-Royal, angle rue Saint-Jacques.

VIe arrondissement :
Librairie Delesalle, 16, rue Monsieur-le-Prince.
Kiosque boul. St-Michel, angle boulev. St-Germain.

X^e arrondissement :
Librairie du Travail, 96, quai de Jemmapes.
Marchand de journaux, 25, rue Grange-aux-Belles.
Kiosque en face la Bourse du Travail.
Kiosque place de la République, angle faub. du Temple.
Kiosque théâtre de la Porte-Saint-Martin.
Kiosque boulevard St-Martin, face Folies-Dramatiques.

XIe arrondissement :
Kiosque (Potin), angle faubourg Saint-Antoine et avenue Ledru-Rollin.

XIIe arrondissement : Avenue Daumesnil, 257.
Kiosque place de la Bastille, angle boulevard de la Bastille, sortie Métro.
Kiosque boulev. de Reuilly, angle rue de Charenton.

XIIIe arrondissement :
Libr. de la Poste, angle rue Coypel et av. des Gobelins.

XIVe arrondissement :
Librairie-papeterie, 163, rue d'Alésia.
Garrigou, 87, rue d'Alésia.

XVe arrondissement :
Librairie Dorigny, 22, rue Cambronne.

XVIIe arrondissement :
Librairie, 18, rue Davy.
Librairie, 187, rue Legendre.

XVIIIe arrondissement :
Souchard, journaux, 95, rue du Poteau.
Librairie, 135 *bis*, rue Ordener.
Kiosque mairie du XVIIIe, rue Ordener.

XIXe arrondissement :
Librairie Prat, 130, avenue Jean-Jaurès.

BANLIEUE

SAINT-DENIS. — Kiosque Desjardins, angle boulevard Jules-Guesde et rue de la République.

DÉPARTEMENTS

EPINAL. — V. Loquier, 9, rue Aubert.
LIMOGES. — M. Dubéry, journaux, 1, pl. Denis-Dussoubs.
LYON. — Maison du Peuple, 169, rue Molière.
MARSEILLE. — Bibliothèque sociale, Bourse du Travail, rue de l'Académie.
NANCY. — Libr. de l'Union des Syndicats, 2, rue Drouin.
NICE. — Kiosque place Garibaldi.
— Kiosque Pont-Magnan.
— Kiosque av. de la Victoire (Dames de France).
— Libraire, 37, rue Gioffredo.
NIMES. — M. Soubeyran, 54, rue Porte-de-France.

ÉTRANGER

BELGIQUE. — Les Éditions socialistes, 57, rue des Alexiens, Bruxelles.

Prière à nos amis de Paris de nous indiquer les kiosques ou libraires acceptant de mettre en vente la R. P. et de l'afficher.

A nos amis de province de nous trouver un dépositaire dans leur centre.

Il ne faut pas attendre que le lecteur vienne à nous; il faut aller à lui.

QU'ANNONCENT LES 11 MILLIARDS D'IMPOTS DE POINCARÉ ?

Avec la stabilisation, la crise approche

Après des événements d'allure plus ou moins dramatique, qu'il est inutile de rappeler, Poincaré est revenu au pouvoir, et son premier acte a été de déposer un projet de loi portant augmentation des impôts. Sur le contenu du projet, rien de nouveau à dire. Ce qui caractérise ce projet, c'est la colossale prédominance qui est donnée à l'augmentation des impôts *indirects*, et la non moins colossale diminution, pour ne pas dire suppression, des impôts directs *progressifs* (diminution de leur taux, et suppression de tout frein à la fraude les concernant, par la suppression du carnet de coupons et la diminution de la taxe sur les titres au porteur). Ce sont là des mesures qui sont à l'ordre du jour depuis longtemps et sur lesquelles nous avons déjà été amené à nous expliquer (1). Ce sont là des mesures qui intéressent surtout la bourgeoisie; selon que l'impôt est direct ou indirect, selon qu'il est progressif ou non progressif, c'est le développement de la petite bourgeoisie ou au contraire celui de la grande qui est facilité. Par son augmentation des impôts indirects et sa diminution des impôts progressifs, le projet Poincaré marque le triomphe de la grande bourgeoisie. Et cela montre — soit dit en passant — la vanité des succès électoraux : la Chambre du 11 mai, Chambre petite-bourgeoise, dressée en bataille contre la grande bourgeoisie, établit en définitive une fiscalité grande bourgeoise type (2). A son contact avec le pouvoir réel, le pouvoir économique, l'illusoire puissance de l'Etat se brise. Quand « le pays légal ne coïncide pas avec le pays économique », comme disait l'*Indépendance Belge* au temps du ministère Poullet-Vandervelde, le « pays économique », c'est-à-dire ceux qui ont la puissance économique, finissent toujours par se soumettre le « pays légal », ceux qui, théoriquement, ont le pouvoir d'établir la loi.

Mais le projet Poincaré présente un autre intérêt : il constitue sans doute la dernière étape de l'opération préliminaire à la stabilisation du franc, et la stabilisation du franc est chose qui comporte des conséquences considérables pour le prolétariat. Nous voudrions tenter d'indiquer pourquoi et comment.

(1) Voir *Révolution Prolétarienne* de janvier et de juillet derniers.

(2) Pour apprécier la prodigieuse incapacité de la petite bourgeoisie il faut se souvenir que la cartelliste Commission des Finances repoussa dédaigneusement, sans même vouloir l'examiner, le projet de Loucheur sur les impôts 1926, qui comme l'actuel projet de Poincaré avait pour but de parer au déficit, mais qui était basé principalement sur l'augmentation des impôts *directs*, alors qu'elle accepte aujourd'hui le projet Poincaré basé sur l'augmentation des impôts *indirects*.

La baisse du franc fut une nécessité.

Rappelons d'abord, encore une fois, la raison, la raison profonde de la dépréciation du franc. L'Etat français est sorti de la guerre avec une dette intérieure énorme, si énorme qu'il lui était impossible de s'en acquitter. Les intérêts de cette Dette, en *francs-or*, représentaient, en effet, une valeur presque égale à la totalité du revenu de l'ensemble des Français; pour les payer, il aurait donc fallu que l'Etat frappe chacun d'un impôt égal à la totalité de son revenu, ce qui eût arrêté net la production, car on cesse naturellement de produire si tout le bénéfice doit vous être enlevé par l'Etat. L'Etat était donc obligé de faire faillite à ses engagements ; il pouvait le faire, soit par une faillite avouée, en disant à ses créanciers : « je ne vous paierai plus qu'une partie, le cinquième, le dixième, le centième... de ce que je me suis engagé à vous payer », soit par une « faillite insidieuse », en continuant à donner à ses créanciers le nombre exact de francs qu'il leur avait promis, mais en faisant que ces francs fussent des francs dépréciés, c'est-à-dire des francs ne représentant qu'une fraction de la valeur des francs primitifs, des francs avec lesquels on ne puisse plus acheter qu'une fraction de ce qu'on pouvait s'acheter précédemment avec le même nombre de francs. De cette manière, le total des francs que l'Etat avait à verser à ses créanciers, bien qu'inchangé nominalement, ne rerésentait plus qu'une fraction du revenu général du pays, celui-ci étant resté inchangé en valeur réelle mais s'exprimant par un plus grand nombre de francs, tous les prix ayant augmenté; l'Etat pouvait donc, dès lors, percevoir par l'impôt sans entraver la production, si la dépréciation avait été poussée assez loin, ce qui était nécessaire au service de la dette. C'est ce moyen, de la faillite insidieuse, que l'Etat français choisit.

La baisse du franc, du moment que l'Etat reculait devant la faillite avouée, était donc une nécessité absolue. L'Etat ne pouvait tenir ses engagements, ou plus précisément paraître les tenir, qu'à la condition que le franc diminue de valeur.

Et cette baisse du franc, qui était une nécessité pour que l'Etat puisse avoir l'air de tenir ses engagements, allait précisément pouvoir se produire naturellement, spontanément, par le fait même que l'Etat n'était pas en réalité capable de les tenir. Alors en effet que le franc n'était encore pas ou à peine déprécié, l'Etat, avons-nous dit, était incapable de prélever, par l'impôt, les sommes nécessaires au paiement des intérêts de sa Dette, celle-ci, égalant la totalité du revenu national, et pour pouvoir tout de même effectuer ces paiements l'Etat n'avait qu'une ressource : emprunter. C'est ce qu'il fit; depuis l'armistice jusqu'à il y a environ un an, soit pendant sept années consécutives, l'Etat français ne cessa d'emprunter. Au lieu d'avoir des budgets équilibrés, c'est-à-dire des budgets où les recettes égalent les dépenses, l'Etat français eût systématiquement des budgets en déficit de plusieurs milliards, voire de dizaines de milliards, déficit qu'il comblait en empruntant. Mais ceci avait comme conséquence que, voyant la dette de l'Etat continuellement grossir, les doutes sur la solvabilité de l'Etat, sur sa capacité définitive à tenir ses engagements, augmentaient, et que par suite, la confiance dans le billet de banque — dont la valeur dépend essentiellement de la solvabilité de l'Etat, la grosse partie de l'actif de la Banque de France étant constituée par sa créance sur l'Etat — diminuait de plus en plus, c'est-à-dire qu'on ne voulait donner que de moins en moins de marchandises ou de monnaies étrangères pour un même montant de billets de banque.

Le fait que l'Etat n'était pas à même de tenir ses engagements amenait donc cette dépréciation du franc qui était précisément le moyen de permettre à l'Etat de pouvoir, un jour, les remplir, en apparence, sans plus avoir besoin d'emprunter. La dépréciation monétaire provenait d'une rupture d'équilibre, rupture d'équilibre due aux colossales dépenses de la guerre, mais loin d'être en elle-même une cause de déséquilibre, elle était le moyen de rétablir l'équilibre. Elle était le moyen d'arriver à ce que la valeur de la monnaie ayant suffisamment baissé, les intérêts de la dette de l'Etat ne représentent plus en valeur réelle qu'une fraction suffisamment minime du revenu national pour être perçus tout entiers par l'impôt. Le budget pouvait, dès lors, s'équilibrer, et les emprunts cessant, la solvabilité de l'Etat cessait de diminuer, comme la monnaie cessait de baisser.

La baisse du franc n'est plus une nécessité.

Nous sommes actuellement au moment où le franc a suffisamment baissé pour que l'équilibre puisse être rétabli.

Il y a juste un an, j'essayais de montrer (1) qu'avec la livre à 125, soit le franc au cinquième de sa valeur-or, la dette intérieure de l'Etat français n'était plus sensiblement supérieure en valeur réelle, à sa dette d'avant guerre. Naturellement certains des facteurs qui interviennent dans le calcul, ne peuvent être chiffrés qu'approximativement et l'on peut discuter si ce n'est pas avec la livre à 100 francs ou la livre à 150 plutôt qu'avec la livre à 125 que la valeur réelle de la dette actuelle égale celle d'avant guerre, mais les différences d'appréciation ne peuvent guère aller au delà de ces limites; quand la livre est à 200, soit le franc au huitième de sa valeur or, il est indiscutable que la valeur réelle de la dette actuelle est inférieure à celle d'avant guerre. Sans reprendre l'analyse dans le détail, rappelons seulement que la Dette intérieure de l'Etat français est aujourd'hui d'environ 300 milliards de francs, soit donc 300 : 8 = 37 milliards et demi de francs-or; d'autre part, comme les prix en or sont actuellement d'environ 50 % plus élevés qu'avant guerre, ces 37 milliards et demi de francs-or ne représentent que la même quantité de marchandises, la même valeur réelle que 25 milliards d'avant guerre. Or, la dette en 1913 était de 32 milliards !

Il est vrai qu'en plus de la Dette intérieure, il y a la Dette extérieure qui n'existait pas en 1913, mais les conventions récemment conclues avec l'Amérique et l'Angleterre confirment pleinement ce que nous disions l'année dernière, à savoir que l'annuité que la France aura à payer à ces deux pays pour l'intérêt et l'amortissement de sa dette sera considérablement inférieure à celle que la France doit recevoir de l'Allemagne en vertu du Plan Dawes.

Ayant donc sa dette extérieure couverte par les versements de l'Allemagne, et sa dette intérieure devenue une charge réelle inférieure à sa dette d'avant guerre, il n'est pas douteux que la France dont la capacité productive n'a pas diminué — au contraire — depuis la guerre peut faire face, désormais à ses dettes. Autant il était absurde, lorsque la livre valait 30 ou 50 ou 80 francs, de penser que la baisse du franc allait cesser, autant, maintenant que la livre est à 200 francs, il n'existe pas de raison pour que le franc doive continuer à descendre. La stabilisation est désormais possible.

Premier temps de la stabilisation : l'équilibre du budget.

Mais de ce que la stabilisation est possible, il ne résulte point qu'elle se fasse nécessairement d'elle-même.

Car, d'abord, de ce que la dépréciation monétaire a réduit la Dette publique à un montant auquel l'impôt peut faire face, il ne résulte pas qu'en fait l'impôt y fasse face. Il ne suffit pas que les impôts nécessaires pour le service de la Dette soient parfaitement suppor-

(1) Voir la *Révolution Prolétarienne* d'août 1925.

tables, il faut encore qu'en fait ils soient institués. Il faut, autrement dit, que l'équilibre du budget soit non seulement possible, mais qu'il soit réalisé. M. Poincaré vient de nous faire savoir officiellement que le budget de 1926, pas plus que celui de 1925, malgré toutes les affirmations faites lors de son établissement, n'était en équilibre. Il s'en faut de plusieurs milliards que les recettes n'égalent les dépenses. Cette situation continuant, l'Etat serait obligé, pour pouvoir solder ses dépenses, de continuer à emprunter, donc d'augmenter sa Dette, de porter celle-ci à un niveau encore plus élevé, auquel on risquerait de ne pouvoir faire face que par une nouvelle augmentation de la dépréciation monétaire ; les raisons de la dépréciation monétaire continuant, la dépréciation continuerait aussi.

Mais le projet Poincaré semble, cette fois, à peu près réaliser l'équilibre. Si tel est le cas la condition préliminaire à la stabilisation sera réalisée.

Second temps : vaincre l'inertie de la baisse.

Mais cela peut ne pas suffire. Une monnaie stable peut rester stable longtemps après qu'ont apparu des causes d'instabilité, et inversement, une monnaie instable peut rester instable longtemps après qu'ont disparu les causes de son instabilité. Il y a là un phénomène d'inertie dû à ce que l'insolvabilité ou la resolvabilité de l'Etat n'apparaissent à l'ensemble des individus qu'avec un certain retard, et par un assez long processus de phénomènes intermédiaires. Ce phénomène risque d'ailleurs d'être aggravé artificiellement du fait de certains éléments qui trouvent dans l'instabilité de la monnaie un moyen à la fois simple et très puissant de faire pression sur l'Etat (nous avons indiqué les deux derniers mois deux exemples de cette pression, et depuis lors le tir de barrage contre le ministère Herriot par la livre à 240 en a fourni une illustration encore plus frappante).

Pour supprimer l'instabilité de la monnaie, il est nécessaire d'appliquer certaines mesures qui constituent ce qu'on appelle proprement : la stabilisation. En quoi consistent-elles ?

Il est facile d'en dresser un schéma.

La dépréciation monétaire se produit sous deux formes : d'une part on n'accepte de donner en échange de la monnaie dépréciée qu'une quantité de plus en plus petite de monnaies étrangères, c'est la baisse de la monnaie sur le marché des changes, — d'autre part on n'accepte de donner en échange de la monnaie dépréciée qu'une quantité de plus en plus faible de marchandises, c'est la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie dans le pays lui-même. Un plan complet doit comprendre une action sur ces deux terrains.

Dans le domaine des changes, le procédé est techniquement simple : pour stabiliser le change, il suffit que l'Etat décide qu'il fournira lui-même à un taux fixe (1) les monnaies étrangères à ceux qui en auront besoin, par exemple la livre sterling pour 200 francs, le dollar pour 40 francs, etc. Le cours se trouve ainsi fixé. Il n'y a plus de variation des changes. C'est le procédé qui a été employé par l'Angleterre lorsqu'elle a stabilisé sa livre par rapport au dollar, par l'Allemagne lorsqu'elle a créé le reichsmark, et qui l'est encore par la Bulgarie qui, depuis qu'elle a chargé sa Banque Nationale du monopole du commerce des devises, c'est-à-dire depuis le début de 1924, a pu maintenir presque rigoureusement invariable, malgré sa situation politique troublée, son taux d'échange.

La stabilisation du change ainsi obtenue suffit en général. Les prix intérieurs variant en effet d'ordinaire moins facilement que le cours du change, lorsque celui-ci est stabilisé, les prix intérieurs se stabilisent généralement d'eux-mêmes. Cependant si cela ne se produit point, l'Etat peut également supprimer la dépréciation de la monnaie sur le marché intérieur, en en annulant les effets. Quels sont les effets de la dépréciation monétaire sur les rapports entre particuliers ? Ils se réduisent à celui-ci : toute personne qui s'est engagée à verser une certaine somme à une autre à une certaine date, va verser moins, en valeur réelle, que ce qu'elle devrait verser, si la monnaie a subi une dépréciation entre le moment où elle a contracté son engagement et celui où elle a à opérer son versement ; tout débiteur est ainsi avantagé aux dépens de son créancier (en prenant les deux mots de débiteur et de créancier dans leur sens le plus large). Pour rendre la dépréciation de la monnaie inopérante, et en assurer ainsi rapidement la cessation, car cesse rapidement ce qui est dépourvu de tout effet, il suffit de décréter l'échelle mobile universelle, c'est-à-dire stipuler qu'on ne pourra s'acquitter d'une dette, quelle qu'elle soit et par qui qu'elle ait été contractée, qu'en versant non la somme qu'on s'est engagé à verser, mais cette somme *augmentée* ou *diminuée* dans une proportion égale à celle dont a varié l'indice général des prix entre le moment où on s'est engagé à verser et celui où on verse. Je me suis engagé à vous payer à la fin du mois la somme de 1.000 francs, mais à la fin du mois l'indice des prix a augmenté de 10 %, je devrais donc vous verser 1.100 francs et non point 1.000 francs. Cela d'une manière absolument générale, aussi bien pour les dettes de l'Etat que pour celles des particuliers, pour les salaires comme pour les dépôts en banque, pour le paiement d'une traite commerciale comme pour le rem-

(1) Seulement, bien entendu, les monnaies qui ont une valeur fixe. Les autres sont fournies à un cours variable d'après leur cours par rapport aux monnaies fixes.

boursement d'un prêt hypothécaire. L'application de ce procédé a été envisagée ces jours derniers en Belgique sous le nom de création d'une monnaie de compte-or.

Ces deux catégories de mesures peuvent naturellement être prises, totalement ou partiellement; l'être sous la forme brutale et complète que nous avons décrite ou sous une forme adoucie et par des procédés occultes ou indirects, mais c'est en définitive à elles qu'on peut ramener tout ce qui peut être tenté d'efficace pour stabiliser.

Conséquence : restriction du crédit, crise.

Voyons maintenant la conséquence.

L'Etat, avons-nous dit, fournira à ceux qui ont des paiements à faire à l'étranger, des dollars, des livres, etc., en échange d'une quantité fixe de francs. Pour pouvoir se procurer ces dollars et ces livres, il lui faudra exiger de ceux qui ont des versements à recevoir de l'étranger, la remise des dollars et des livres qu'ils auront reçus, et en échange l'Etat leur remettra le même nombre de francs que celui qu'il exige pour remettre des monnaies étrangères. Mais l'Etat ne peut de cette manière recevoir autant de dollars et de livres qu'il en donne, et par suite pouvoir continuer à en fournir, qu'à la condition que les Français dans l'ensemble reçoivent de l'étranger au moins autant que ce qu'ils ont à y payer. Il faut donc réduire les versements à faire à l'étranger au niveau de ceux qu'on a à en recevoir. Pour cela il est un procédé classique, que la Banque de France, ainsi d'ailleurs que toutes les banques d'émission, employaient avant la guerre, lorsque la diminution de son encaisse-or indiquait que le pays versait plus à l'étranger qu'il n'en recevait, c'est l'élévation du taux de l'escompte, ou pour parler plus simplement, l'élévation du taux de l'intérêt.

Prenons en effet un commerçant ou un industriel isolément. Tant qu'il trouve facilement à emprunter, à bon compte, tant que « l'argent est facile », comme l'on dit, cet industriel ayant de quoi payer facilement ses achats, achète beaucoup, il achète de quoi augmenter son outillage, agrandir ses usines; il achète aussi de grandes quantités de matières premières qu'il stocke avant ou en cours de fabrication, etc.; en revanche, il ne se hâte pas de vendre, attendant une bonne occasion pour le faire, puisqu'il n'a pas besoin d'argent. Mais si le crédit vient à lui manquer, c'est le contraire qui se produit, il réduit ses achats au minimum et s'empresse de vendre, il n'augmente plus son outillage, il liquide ses stocks. (On se rappelle que c'est ainsi que fut obtenue la grande baisse de prix de fin 1920, par une coupure brusque du crédit par les banques.)

Ce qui se produit ainsi pour un commerçant isolément, se produit de la même manière pour tous les commerçants et industriels d'un pays pris en bloc. Si le taux moyen de l'intérêt dans le pays s'élève, si le crédit s'y raréfie, le pays restreint ses achats à l'étranger et y développe ses ventes; de là une diminution des paiements qu'il a à faire au dehors et une augmentation de ceux qu'il a à recevoir.

En second lieu l'élévation du taux de l'intérêt fait que les capitaux disponibles dans le pays ne sont pas tentés d'aller chercher à l'étranger des emplois plus rémunérateurs, tandis qu'au contraire, les capitaux des pays où le taux d'intérêt est plus bas viennent dans ce pays à taux d'intérêt élevé pour s'y placer. Nouvelle cause de diminution des sommes qui sortent du pays, et d'augmentation de celles qui y entrent.

L'élévation du taux de l'intérêt à un niveau suffisamment haut est donc la condition nécessaire et souvent suffisante pour qu'on puisse être assuré que les paiements à faire à l'étranger seront inférieurs aux versements qu'on aura à en recevoir, que donc l'Etat disposera de suffisamment de livres et de dollars pour en fournir à ceux qui en ont besoin.

Cependant l'élévation du taux de l'intérêt ne suffit pas toujours, et il arrive qu'il faille ne donner des monnaies étrangères à ceux qui en demandent que dans une proportion systématiquement inférieure à leurs besoins, réduire ainsi par une mesure directe les achats à l'étranger. C'est ce que dut faire l'Allemagne, lorsqu'elle stabilisa le mark : elle opéra le « contingentement des devises », c'est-à-dire que les importateurs virent leurs demandes en monnaies étrangères réduites à un minimum déterminé, variable selon l'encaisse de la Banque en devises étrangères, au moment considéré. Par ce moyen, conjugué avec l'élévation du taux de l'intérêt, on arrive forcément au résultat désiré : obtenir une balance des comptes favorable.

Or, lorsqu'on vient de parcourir, comme c'est le cas en France, une longue période de dépréciation monétaire, il est nécessaire d'user avec vigueur des armes que nous venons de décrire. La dépréciation a en effet créé un état exactement inverse de celui qu'on veut amener : pour éviter de voir se déprécier l'argent qu'on a en mains on le convertit le plus possible en marchandises ou en monnaies étrangères : c'est « la fuite devant le franc ». on achète beaucoup et on vend peu. Pour remonter le courant il est nécessaire d'user de l'antidote : cherté et restriction du crédit, à haute dose. Une élévation considérable du taux de l'intérêt de l'argent, une diminution du crédit sous toutes ses formes, telle est donc l'opération essentielle qui permet de stabiliser les changes.

Quant à la stabilisation des prix sur le marché intérieur, qu'elle s'opère de la ma-

nière que nous avons indiquée, par le moyen d'une échelle mobile généralisée, ou qu'elle soit le résultat spontané de la stabilisation des changes, elle a pour résultat, elle aussi, de renchérir le crédit.

Il faut, en effet, remarquer qu'en période de dépréciation monétaire, le taux réel de l'intérêt ne correspond point du tout à son taux apparent, une fraction souvent considérable et même parfois la totalité de l'intérêt compensant simplement la dépréciation subie par le capital entre le moment où on a prêté celui-ci, et le moment où il est remboursé. Prenons, par exemple, le taux d'intérêt de 10 %, taux qui en apparence est fort élevé, taux couramment pratiqué actuellement en France; si j'emprunte 1.000 francs à 10 % pour un an, il suffit que le franc ait baissé pendant l'année de 10 % de sa valeur (c'est-à-dire que la livre monte de 200 à 220 francs) pour qu'en remboursant à la fin de l'année le capital plus l'intérêt, soit 1.100 francs, je ne verse en réalité, en valeur réelle, pas plus que les 1.000 francs qui m'ont été prêtés; j'ai donc emprunté en fait non point à 10 %, mais à 0 %, j'ai emprunté sans intérêt. L'arrêt de la dépréciation monétaire supprime cela. Tous ceux qui ont en cours des emprunts contractés avant la stabilisation auront à en payer les intérêts au taux élevé où ils ont été contractés, et ce taux deviendra un taux réel, puisqu'il ne sera plus compensé par une diminution de la valeur réelle de l'intérêt ou du capital.

Ainsi, de toutes manières, par tous les bouts, la stabilisation implique cherté de l'argent, restriction du crédit. Et cherté de l'argent, restriction du crédit, cela signifie *crise économique*, cela signifie que privées de fonds, les entreprises vont restreindre, voire même cesser complètement, leur production : renvoi d'ouvriers, fermeture d'usines, chômage. Des adversaires masqués de la stabilisation prétendent qu'il est possible de stabiliser sans employer les moyens que nous venons de décrire, sans restriction du crédit, mais ils ont soin de ne pas indiquer quels sont les moyens miraculeux qu'ils ont en vue. Ils ont baptisé la stabilisation avec restriction du crédit du nom de stabilisation « à l'anglo-saxonne », mais ils se sont gardés d'indiquer en quoi consistait la stabilisation non à l'anglo-saxonne. En réalité, il n'y a pas en régime capitaliste, d'autre stabilisation que celle par restriction du crédit. Il faut regarder la réalité en face : ou on stabilisera en provoquant une crise économique, ou on ne stabilisera pas.

Crise aiguë d'abord... puis crise chronique.

Mais cette crise ne sera-t-elle que passagère ? — Oui, en une certaine mesure. En effet, après que le franc aura été stable pendant un certain temps, une fois que le courant aura été remonté, que la « fuite devant le franc » s'arrêtera, on pourra sans crainte de voir les capitaux émigrer ou les achats atteindre des dimensions hors de proportion avec les ventes, baisser le taux de l'intérêt. De même les anciens prêts contractés au taux de la période de dépréciation monétaire se terminant, les nouveaux prêts seront consentis à un taux plus normal pour une monnaie stable. A ce moment la crise de stabilisation proprement dite cessera, mais ce serait une erreur complète de croire que de ce fait la France retrouvera l'étonnante activité économique qu'elle a connue presque sans interruption depuis la guerre. Elle sortira de la crise aiguë de la stabilisation, mais ce ne sera que pour entrer dans la crise beaucoup plus grave parce que permanente qu'est la crise générale de l'Europe.

Depuis 1920 l'Europe est dans un état de crise économique générale, due à des causes profondes et durables, et dont rien ne permet d'entrevoir la fin. A cette crise générale la France jusqu'à ce jour a échappé. Dans l'Europe dévastée elle a été une « oasis », selon l'expression d'un camarade allemand; elle a été, selon le mot d'un camarade rentré récemment en France après dix ans d'exil employés à parcourir l'Europe, « le seul pays où l'on bouffe ». Mais cela n'a été possible, la France n'a pu être une oasis, on n'a pu y « bouffer » que par suite de l'excitation artificielle que procurait à son activité économique la dépréciation du franc. Nous avons analysé bien souvent les avantages, maintenant bien connus que procure à l'industrie d'un pays la dépréciation de sa monnaie, avantages qui résultent d'une part de l'allégement continu des charges des entreprises par la diminution du montant réel de leurs dettes, et d'autre part, du retard dans la baisse de la valeur de la monnaie sur le marché intérieur par rapport à sa baisse sur le marché des changes. Les avantages sont tels que dans le marché restreint qui s'offre aujourd'hui à l'Europe, la France a pu jusqu'à présent s'assurer à peu près toute la part qu'elle a voulu, ses principaux concurrents, Angleterre et Allemagne, étant affligés d'une monnaie stable. Mais le franc redevenu stable, la France se retrouvera à égalité avec ses concurrents; privée du « dumping » elle devra se contenter de sa part; comme pour l'Angleterre et pour l'Allemagne, cette part sera une portion congrue. Un état de crise chronique, de sous-production constante, succédera à l'état de surproduction continue par lequel nous venons de passer. Peut-être qu'en vertu d'un certain équilibre de son économie intérieure, qu'en vertu surtout de la sage politique de restriction des naissances que pratique depuis déjà plusieurs dizaines d'années la classe ouvrière française, l'état de crise, le chômage endémique sera moins grave ici qu'il ne l'est en

Angleterre ou en Allemagne, mais la différence ne sera pas très grande. C'est pure illusion que de penser voir renaître, avec le franc stable, (sauf pour les rentiers), un âge d'or analogue à celui que nous venons de vivre en cette période de « vie chère ».

Crise économique seulement ou crise sociale ?

La question est alors de savoir comment le prolétariat français prendra la chose. Acceptera-t-il d'être réduit au chômage un ou deux jours sur six ? Acceptera-t-il, par crainte de l'armée de réserve des chômeurs, de voir allonger sa journée de travail et abaisser ses conditions de vie ? Si oui, s'il se résigne, c'est une période bien noire qui menace de s'ouvrir. Mais il ne se résignera pas : le prolétariat de ce pays n'est pas social-démocrate, il est syndicaliste révolutionnaire. Le Français qui est parfois, contrairement à sa réputation, fort lent dans l'offensive, est extrêmement tenace dans la défensive. Si la classe ouvrière française ne se laisse pas aveugler par la social-démocratie, de quelque nom que celle-ci s'affuble, elle ne se laissera pas dépouiller des avantages acquis sans livrer une bataille acharnée.

Or le bon sens indique, et l'expérience confirme, que les batailles livrées en période de crise économique ont une portée sociale infiniment plus grande que celle des batailles livrées en période de prospérité. Car, quand les « affaires vont », le patronat peut céder, et en fait cède assez facilement, aux revendications ouvrières, si bien que les conflits ne peuvent atteindre l'acuité à laquelle ils arrivent lorsque le patron ne peut « s'en sortir » qu'en exploitant au maximum ses ouvriers. C'est lors de la grande crise qui accompagna les débuts de la grande industrie en Angleterre que la bataille ouvrière prit la forme révolutionnaire du Chartisme, tandis que c'est dans la longue période de prospérité qui suivit qu'elle sombra dans le trade-unionisme le plus réformiste, et maintenant que l'Angleterre entre à nouveau dans une grande période de crise la bataille de la classe ouvrière britannique reprend à nouveau un caractère révolutionnaire. Plus près de nous, la dernière grande grève française qui prit l'ampleur d'une bataille de classes, ne fut-elle point celle du Havre, grève défensive, survenue en un moment de crise passagère de l'industrie française ?

La période d'anormale et artificielle prospérité par laquelle la France vient de passer est près de finir. Est près de commencer une période de grandes batailles sociales. La stabilisation approche, — la crise approche. Quelle crise ? La crise économique certainement, — mais peut-être bien aussi, la crise sociale, la crise révolutionnaire.

R. Louzon.

Parmi nos Lettres

L'Alsace et son mouvement autonomiste.

Expliquez-nous donc ce qui se passe en Alsace, avons-nous écrit à un camarade de là-bas, car, vrai ! nous n'y comprenons rien. Il nous a répondu par la lettre suivante, qu'on ne lira pas sans intérêt, en attendant de lire son article dans un prochain numéro.

Je vois en effet que vous ne comprenez pas grand'chose à ce qui se passe en Alsace, puisque vous me demandez, à moi, intrus, *d'expliquer la situation aux lecteurs de la* R. P.

D'abord le sujet est complexe : ce pays est un des points sensibles de l'Europe, pour des raisons économiques, politiques, linguistiques, religieuses. Tous les germes de conflit y sont réunis. Deux civilisations, deux langues, trois religions s'y affrontent et les difficultés qui en découlent viennent se superposer aux conflits sociaux courants. Les questions les plus simples s'embrouillent ici à plaisir par la force des choses.

Ensuite, vous ignorez peut-être que les Alsaciens en général sont de mauvaises têtes qui ne supportent ni les louanges, ni les critiques, ni le bien, ni le mal, ni la parole, ni le silence, ni les Français, ni les Allemands. Par conséquent, je suis récusé d'avance, et quoi que je puisse dire ou écrire sur leur compte, j'ai tort à leurs yeux, puisque je suis un immigré.

Il est indispensable de poser à l'origine de toute question touchant l'Alsace-Lorraine, ce principe du caractère détestable de l'Alsacien qui brouille encore un peu plus des cartes déjà très embrouillées.

Quelle est l'origine de ce mauvais caractère ? Cela doit remonter très loin dans l'histoire, dont le pays alsacien a été le souffre-douleur. Et comme c'est atavique, cela ne disparaîtra pas de sitôt. On cessera sans doute de parler du malaise alsacien le jour où le mélange des races sera très avancé, quand il y aura des Etats-Unis européens, et que la pratique de la langue internationale sera devenue chose courante. Or, on ne peut guère espérer raisonnablement que ces progrès se réaliseront en régime capitaliste. Et quant au régime communiste ou socialiste, il est encore... dans le ventre de sa mère — avec perspective de quelques avortements encore ! C'est dire si nous sommes loin de la solution du problème alsacien-lorrain.

Enfin, je tâcherai, en un modeste article, bien pesé, dépourvu de tout parti pris, de donner à mes camarades lecteurs de la R. P. *une idée de la situation actuelle en Alsace-Lorraine. Je vous enverrai cela un de ces jours...*

⁂

A propos de l'A. R. A. C. et de "Clarté".

D'un camarade de province :

Tout à fait d'accord pour la Ligue syndicaliste. J'avais un jour fait des réserves sur l'utilité d'une ligue. J'avais tort. Ces gens-là (les communistes du Parti), sont pris de maboulisme intégral ; ils assassineront les syndicats révolutionnaires, comme ils ont détruit l'A. R. A. C. en y mettant le grappin dessus, et Dieu sait pourtant si l'A. R. A. C. avait des possibilités infinies dans la paysannerie décimée et ravagée ; elle était le moyen d'atteindre le paysan et de l'orienter vers l'esprit révolutionnaire comme le syndicat est le moyen pour l'ouvrier...

Ces gens-là sont possédés par la maladie de faire le bonheur des gens par force et ils ne peuvent pas attendre que les gens le fassent eux-mêmes ; et ils croient tout perdu s'ils ne sont pas sur le devant de la scène à cabotiner.

J'aurais voulu vous dire un mot aussi de Clarté *et de Fourrier. Je ne comprends pas. Voici quinze mois, avec Bernier et les surréalistes, il engueulait Michaël-Vara-*

gnac en lui reprochant son orthodoxie et son goût de l'encellulement. Et maintenant il s'en prend à Martinet, en sens inverse en somme. Ils ont bousculé Varagnac comme trop orthodoxe, pour devenir plus orthodoxes que lui. Comprends pas!

***

L'affaire de St-Igny-de-Vers.

Nous avons donné, le mois dernier, le point de vue de la camarade Avenas. Aujourd'hui, avec la réponse qui nous a été adressée par le camarade Fontaine, un autre son de cloche se fait entendre. Nous ne serions pas fâchés, avant de conclure, de connaître l'opinion de quelques militants des syndicats d'instituteurs appréciant cette affaire sans passion et à la lumière de leur expérience :

Etant secrétaire du Syndicat de l'Enseignement au moment de l'affaire de Saint-Igny, je vous prie de bien vouloir insérer cette petite rectification aux commentaires de la camarade Elise Avenas. Il y a des légendes qu'il faut détruire.

Nous n'avons jamais nié le droit de Morel de remplacer Jacquet à Saint-Igny. Mais Morel ne demandait pas seulement le poste de Jacquet Il n'avait accepté le poste, et cela d'accord avec le politicien tyranneau, Leschelier, que si le secrétariat tenu depuis treize ans par Brayet lui était accordé. Il y a une nuance et cette nuance a dicté toute notre attitude à l'égard de Morel.

Si Morel avait accepté en octobre l'accord que nous lui proposions après entente avec le Syndicat national, chargé de défendre ses intérêts, accord qui lui demandait de refuser le secrétariat de mairie, tant que Brayet serait à Saint-Igny, l'affaire était close. Il n'en restait que la collusion entre l'administration et le politicien, mais Morel était hors de cause, car il prouvait par là qu'il était en dehors de cette collusion.

En acceptant le secrétariat, et en exigeant le départ immédiat de Brayet qui occupait très légitimement le logement du directeur, — le Préfet, d'accord avec le Maire lui en avaient donné l'autorisation, — Morel a signé sa propre condamnation.

D'autre part, nous ferons remarquer à E. Avenas qu'elle dit que l'ancienneté de services devait être toujours la base essentielle des mutations. Nous n'avons jamais dit autre chose. Mais qui dit « essentielle » suppose qu'il y a des cas où ce principe ne joue pas. Et personnellement, j'ai affirmé qu'en toute justice Brayet devait être nommé à Saint-Igny.

Une société où la règle serait de nommer à chaque fonction le plus âgé des candidats ne serait pas une société répondant à l'idéal syndicaliste. La capacité doit être un facteur aussi essentiel que l'ancienneté. Il ne faut pas perdre cela de vue. C'est dans l'application du principe que nous refusons notre confiance à l'administration, car elle est toujours aux ordres des politiciens même communistes, nous aurions un cas curieux à citer dans le Rhône

Dans une société idéale ou chacun aurait sa vie matérielle assurée, j'affirme que l'ancienneté jouerait un rôle restreint dans l'attribution du rôle de chacun.

Quoi qu'il en soit cette question a tout à fait été étrangère à l'affaire de Saint-Igny. Pour tout camarade de bonne foi qui a lu notre brochure sur l'affaire et s'est documenté, c'est un fait acquis.

Nous avons démontré par des documents formels que, l'administration et un politicien se sont entendus pour chasser de leurs postes deux instituteurs indésirables et qu'un complice, M Morel, s'est présenté pour faciliter cette mauvaise action et, ce qui est pis, n'a pas hésité à en profiter lui-même.

L'affaire est là, elle n'est pas ailleurs.

L'histoire du "Moineau".

Il est arrivé à Georges Airelle une histoire qu'il serait dommage de ne pas relater. Le meilleur moyen de mettre fin à certaines pratiques, c'est encore de les rendre publiques.

Il faut que je te raconte l'aventure qui m'est arrivée à propos du « Moineau », un conte allemand que j'ai traduit pour les Editions de la Jeunesse.

Gabrielle Bouet m'avait demandé de lui traduire des contes quand j'en trouverais de convenables. A l'époque où le change permettait encore de le faire, j'achetais parfois des livres allemands. Un jour, je fis venir « Mærchen » (contes) de Hermynia zur Muhlen, publié par Viva, entreprise d'éditions internationales qui a pour emblème l'étoile rouge des Soviets.

Trois de ces quatre contes me parurent répondre au vœu de G. Bouet. Je lui traduisis le plus intéressant d'abord, (à mon avis), « Le Moineau ». Mais je la prévins que le livre portait « Tous droits réservés » et qu'elle ferait bien de faire autoriser la publication par l'auteur. Elle me répondit qu'ayant déjà publié des contes traduits ou pris dans divers auteurs, jamais il ne lui était arrivé d'histoires à ce propos. Herminia zur Muhlen étant une camarade, certainement, n'en soulèverait pas non plus.

« Le Moineau » paraît donc. Quelque temps plus tard la traduction du « Petit chien gris » étant au point, je l'envoie à G. Bouet. Je devais encore traduire « le Rosier » en juillet.

Mais je reçois alors de G. Bouet, en communication, une lettre d'André Girard. Celui-ci avait lu avec surprise la traduction du « Moineau ». Il informe Bouet que lui-Girard, a demandé il y a trois mois à H. z. Muhlen l'autorisation de traduire les « Mærchen ». H. z. Muhlen la lui a donnée. Mais l'éditeur (Viva, par conséquent), lui a adressé en même temps une demande de versement d'argent, 120 mark, soit plus de 900 francs, au cours du change

Girard a été étonné, mais il a versé. Aujourd'hui, publier une traduction des contes c'est lui porter préjudice d'autant plus qu'il s'est privé pour pouvoir payer.

G. Bouet a renoncé alors à publier les deux autres contes. Attendons la traduction de Girard.

Je t'ai conté cette histoire, qui m'a fait faire bien des réflexions pour te signaler celle-ci : G Bouet a pu publier librement jusqu'ici des extraits des divers auteurs ou éditeurs, sans rien payer, et c'est une édition communiste, qui, la première, se montre féroce de ses droits de propriété — en ce qui concerne une œuvre de propagande, et vis-à-vis d'une entreprise également de propagande, désintéressée, ne visant aucun profit.

J'ai pensé que la Nep pénétrait plus loin encore qu'on ne s'imagine et que l'ironie avait encore de belles occasions de s'exercer dans le domaine du communisme orthodoxe.

***

L'évolution de la mode féminine.

Un camarade nous écrit :

Ne pourrais-tu demander à Mesnil un article sur la mode ?

La mode féminine, telle qu'elle ne cesse d'évoluer, dans la même direction, depuis la guerre, me semble en effet un phénomène social caractéristique et important. En le reliant avec le progrès des idées féministes, le développement du travail des femmes à l'usine et au bureau, etc. Et aussi le rapprochement de plus en plus grand, la presqu'identification entre ce que porte maintenant la femme de la campagne et celle de la ville, ce que porte la bourgeoise et l'ouvrière, etc.

Mesnil, le seul critique d'art que j'ai jamais vu qui tente parfois des explications « matérialistes historiques » me semble devoir pouvoir faire quelque chose d'intéressant là-dessus.

Où va la Révolution russe ?

La crise qui ronge le Parti communiste russe depuis l'absence de Lénine est entrée, il y a plusieurs mois, dans une phase nouvelle — dont le mouvement communiste international ignore tout. C'est pourquoi des faits récents, rendus publics par les dirigeants du Parti, ont surpris les ouvriers révolutionnaires préoccupés des destinées de la Révolution russe, conscients de l'identité des intérêts de celle-ci et de leur propre avenir.

Une fois de plus, il a fallu que la presse bourgeoise les avertisse d'un nouveau « tournant », annoncé par la *Pravda* du 10 juillet sous forme d'un immense article intitulé : « *Le danger de droite dans notre Parti.* » Quelques jours après, les agences communiquaient certaines décisions de la dernière session du Comité Central bolchévik. L'article annonçait des mesures répressives contre l'opposition ouvrière et ses principaux représentants, Chliapnikov et Medvediev ; les décisions frappaient l'opposition de Léninegrad et quelques-uns de ses meneurs, Zinoviev, Lachévitch, Bielenky.

Les commentaires des journaux, sans distinction de nuances, n'étant pas pour éclairer la question, il revient à la *Révolution Prolétarienne* d'aider les révolutionnaires sincères à se former une opinion motivée, scrupuleuse, objective, inspirée de l'intérêt supérieur de la révolution.

Le « danger de droite ».

La *Pravda* s'est donc avisée, soudainement, de dénoncer une fois de plus un « *danger de droite* », mais en termes plus violents encore que lors des « discussions » antérieures. Elle commence par mettre en cause « *l'opposition de Bakou* », groupe d'ouvriers communistes exclus du Parti en raison de leurs liens avec « *l'opposition ouvrière* » et conseillés par les inspirateurs de celle-ci, Medvediev et Chliapnikov. Medvediev, dit-elle, « *inspirait idéologiquement tout son travail, entièrement dirigé contre notre Parti et son Comité central* (1) ».

Le point de vue de cette opposition est précisé dans un « *très important document politique* ». C'est une lettre de Medvediev adressée à ses camarades de Bakou. « *La lettre est datée de* 1924. »

On se demande, naturellement, pourquoi une lettre privée de 1924 est un objet d'alarme, et seulement en 1926. Nous le saurons peut-être plus tard. « *Cependant, à l'heure actuelle, la lettre n'a pas vieilli et a même acquis une fraîcheur politique de choc.* » (Nous ne prenons pas la responsabilité du style.)

« *La lettre-« brochure » du camarade Medvediev inonde, de façon absolument inattendue, d'une lumière aveuglante la question de la dégénérescence de quelques groupements d'opposition, de leur « croissance » directe en menchévisme.* »

(1) Entre guillemets et en italiques, nous citons textuellement la *Pravda*.

Cette lettre traite des principaux aspects de la politique du Parti. « *Medvediev tombe sur toute la politique du Parti dans son ensemble, creuse jusqu'à ses fondements les plus profonds, qu'il répudie nettement et complètement* ». Il souligne qu'il exprime des conceptions communes à lui et à Chliapnikov. De ces conceptions, dit la *Pravda*, « *il émane à des centaines de kilomètres à la ronde un menchévisme cent pour cent* ». Et, bien que Chliapnikov soit considéré par tous comme le plus « à gauche » des communistes, la lettre « *ne contient pas un atome de gauchisme, formule au contraire, dans une forme cynique dépouillée, des revendications les plus extrême-droitières, triplement menchévistes* ».

On se demande, dans ces conditions, pourquoi les deux « dégénérés » ont été conservés dans le Parti et comment l'un d'eux, Chliapnikov, a pu être envoyé en 1924 à l'ambassade soviétique de Paris comme suppléant de Krassine. Le « menchévisme cent pour cent » serait-il officiellement protégé par les dirigeants du Parti ? C'est à n'y rien comprendre.

Mais cela ne fait que commencer.

La politique économique.

Dûment averti dès le début, le commun des lecteurs s'attend à prendre connaissance du document révélateur. Nouvelle surprise : le document n'est pas publié. Il faudra se contenter d'extraits, sans liens, parfois même tronqués. A défaut de citations intégrales, on aura un commentaire énergiquement péjoratif. C'est ce qu'on appelle une « large démocratie ouvrière »...

La politique économique du Parti, aurait écrit Medvediev.

« ...assigne à toutes les branches de l'industrie lourde d'Etat, au fond, le rôle d'annexe, de complément aux petites et même aux infimes entreprises rurales.

« Quand... (1) le Comité Central proclame que pour l'industrie d'Etat ce (?) marché paysan est la limite qu'elle ne peut franchir, que c'est dans ce sens qu'il résoudra toutes les questions industrielles, nous voyons, naturellement, dans une telle politique, une menace à la grande industrie et à l'existence même de la classe ouvrière (2). »

« Tel est le caractère essentiel de la politique économique du Parti pour la plus prochaine période de notre règne. Il s'y cache, à notre avis, un grand danger pour les intérêts de la classe ouvrière et les destins de l'industrie lourde d'Etat. »

Cela n'est pas très clair et l'on ne sait s'il faut l'attribuer à Medvediev lui-même ou à la méthode

(1) Tronquage.

(2) Les guillemets à la fin des alinéas ne sont pas d'usage quand le texte est ininterrompu. Mais avec la *Pravda*, on ne sait plus. Il semble que la discontinuité soit fréquente, d'après les allusions non éclairées par le texte.

de citation du journal, qui nous prive du contexte. La suite est plus explicite :

« Nous estimons que la petite et infime production, sous la nep, en dépendance du marché étranger, est vouée à sa perte. »

« Toutes les tentatives de la sauver, de l'aider à se maintenir et même à se développer, sont utopiques et réactionnaires. »

« L'issue d'une telle situation de ces (?) masses paysannes ruinées ne peut être qu'une industrie d'Etat croissante, développée, sur l'arène de laquelle ces masses puissent trouver l'emploi de leurs bras, de leurs forces. »

« A part les masses en question, la partie de la campagne qui reste est la grosse bourgeoisie rurale, qui ne nous est pas moins ennemie que la bourgeoisie de vieille formation. »

On comprend un peu mieux, mais pas encore très bien. Peut-être est-ce la faute de l'auteur, mais, en ce cas, comment la lui reprocher puisqu'il s'agit d'une lettre privée et non d'un document destiné au public ? Peut-être le texte intégral serait-il édifiant ? On ne peut se prononcer, les tronquages étant évidents, et maladroitement faits, au point de laisser des « ces » qui se rapportent à des phrases qu'on n'a pas sous les yeux.

En tout cas, si l'on ne voit, jusqu'à présent, rien de génial dans ce qui est cité, on peut se demander ce qu'il y a de si effrayant ? Il faut, sans doute, la patience d'aller plus loin.

« Penser que nous puissions... (1) constituer la masse indispensable de capital pour développer l'industrie éteinte au moyen d'impôts serait se bercer d'une vaine illusion. »

« Croire que ce capital puisse être accumulé sou à sou, mais plus lentement, signifie compléter l'illusion précédente d'une illusion d'épigones petit-bourgeois. » (2)

Alors que faut-il faire ? demande la *Pravda*. Réponse du document :

« Nous demandons que le Gouvernement fasse des recherches plus énergiques de ces ressources au moyen d'emprunts d'Etat extérieurs et intérieurs et en admettant des concessions avec des pertes plus grandes, des sacrifices matériels plus grands que ceux acceptés par notre Etat pour l'obtention de tels crédits. Nous estimons que dans la situation actuelle de l'économie de notre pays... (3) de grands sacrifices matériels au capital international disposé à ranimer nos rayons industriels ruinés, sont le moindre mal, plutôt que la situation dans laquelle nous pouvons nous trouver, lors de prochaines années, en matière d'économie industrielle et rurale, et qui peut s'avérer pour nous désastreuse. »

Les concessions.

Cette fois, c'est net. Medvediev est d'avis de faire plus de concessions au capital étranger, comme « moindre mal ». La *Pravda*, aussitôt, de lui imputer une « *politique de concessions sans aucune limite* », de l'accuser de vouloir que la classe ouvrière « *se mette à genoux devant les messieurs Urquhart* ».

Un peu de sang-froid... Où est-il question de concessions « *sans aucune limite* » ? Nous avons traduit minutieusement le texte, le texte cité par la *Pravda* elle-même, et n'y avons rien lu qui ressemble à « *sans aucune limite* ». « *Sans aucune limite* », c'est de la *Pravda*, et non de Medvediev. Celui-ci parle simplement en 1924, n'oublions pas la date, de faire plus de concessions, plus de sacrifices que par le passé. Or, qu'a fait le gouvernement soviétique en 1925 ? Exactement ce que demandait Medvediev : les concessions à la *Lena Goldfields* et à Harriman, commentées ici plusieurs fois par Louzon, et qui représentaient précisément des sacrifices comme l'Etat soviétique n'en avait jamais consentis jusqu'alors. La *Pravda* du 12 mai 1925 a publié les déclarations suivantes de Piatakov, négociateur de ces concessions : « *Il nous a fallu consentir des concessions très sérieuses et essentielles et je ne peux pas ne pas reconnaître que des conditions du projet de contrat sont pour nous assez pénibles... Il nous a fallu faire des concessions telles que nous n'en avions jamais faites jusqu'à présent.* »

Medvediev a donc préconisé en 1924 ce que le Comité Central a fait en 1925. Nous ne discutons pas, pour l'heure, le fond; nous n'étions pas d'accord avec Louzon sur ce point, et ne le sommes pas sur le même point avec Medvediev qui exagérait dans l'autre sens; nous pensons avec Trotsky, avec Préobrajensky, qu'à part les concessions (1) il y a d'autres moyens d'accumuler des capitaux pour l'industrie, principalement en vendant des objets manufacturés aux paysans. Mais sans discuter le fond, nous constatons que l'accusation ici portée contre Medvediev n'est pas établie. Il ne s'agit, dans sa lettre, que de mesure, que de degré. On sait que Lénine a changé quatre fois d'avis le même jour, pour ne pas se résoudre à accepter la concession Urquhart. S'il avait changé d'avis seulement trois fois, il aurait signé... Eût-il mérité, pour cela, l'accusation de vouloir que la classe ouvrière « *se mette à genoux devant les messieurs Urquhart ?* »

Le lecteur consciencieux appréciera.

L'Internationale communiste.

La lettre s'exprime en ces termes, sur la politique internationale du Parti :

« Le terrain sur lequel l'I. C. s'alimente, les masses ouvrières européennes, est évidemment sans espoir. Non seulement il ne nous rapproche pas des masses du prolétariat international, mais au contraire, il nous en isole. » (2)

« Dans tous... (3) les pays d'Europe centrale ayant une importance décisive pour la révolution internationale, cette (?) tactique a conduit à arracher les forces des parcelles communistes de la masse d'ensemble des forces organisées du prolétariat... (4) ce qui a désorganisé tant le mouvement ouvrier en général que sa partie communiste, isolant celle-ci de la masse générale du prolétariat organisé et la privant de la possibilité d'une action permanente sur ces masses, à l'intérieur de leurs rangs. Nous sommes les plus acharnés adversaires de cette politique. »

Ce point de vue n'est pas nouveau. Il y a, dans le Parti russe, des personnages beaucoup plus haut placés que Medvediev, et nombreux, qui le partagent. Pour notre part, nous ne l'approuvons pas.

---

(1) Tronquage.

(2) Pourquoi « épigones » ? Comprenne qui pourra.

(3) Tronquage.

(1) Nous en sommes partisan, car elles font partie de la Nep que nous avons toujours approuvée; il s'agit de les consentir intelligemment, sans jamais compromettre la maîtrise de l'Etat soviétique dans ses domaines essentiels, en s'inspirant des considérations qui guidèrent Lénine et Trotsky en 1921.

(2) Encore une fois, nous traduisons scrupuleusement. Si nos camarades se décidaient à écrire correctement dans leur langue nationale, et non dans un galimatias international, on comprendrait mieux.

(3) Tronquage.

(4) Tronquage.

Mais il n'y a qu'à discuter sérieusement. Cela vaudrait mieux que de tronquer les textes.

D'après la *Pravda*, Medvediev considère l'existences des partis communistes comme « *une tentative d'implanter mécaniquement nos méthodes de travail dans tous les pays occidentaux* ».

« ...(1) ces tentatives conduisent littéralement à la désorganisation du mouvement ouvrier de ce (?) pays, à la création de sections « communistes » matériellement impuissantes et à leur entretien au compte de ces ressources des masses ouvrières russes... (2) qu'elles ne peuvent utiliser (?) dans les conditions actuelles. »

« *En fait, il se crée des ramassis de valets petits-bourgeois qui, pour de l'or russe, se font passer pour le prolétariat et se présentent dans l'I. C. comme les ouvriers les plus révolutionnaires.* »

Il est à constater que la *Pravda*, tout en attaquant violemment Medvediev, ne dit pas un mot au sujet de « *ramassis de valets* ». Cette expression est très fréquemment employée en Russie, *dans toutes les tendances du Parti*, y compris celle de la majorité actuelle, pour caractériser depuis deux ans les opérateurs de la « bolchévisation ».

Medvediev écrivait encore ce qui suit, à propos du mouvement socialiste :

« Notre appréciation des partis socialistes diffère profondément de celle de nos dirigeants. »

Mais ici la *Pravda* ne se donne même plus la peine de citer un paragraphe intégral. Elle découpe des membres de phrases pour les intercaler dans son commentaire. Dans quel but ?

La lettre protesterait contre « *la chasse systématique et la discréditation des unions prolétariennes de classe du prolétariat occidental* » (?), contre « *une semblable discréditation de tout gouvernement socialiste en général* », par exemple « *le gouvernement ouvrier en Angleterre* ».

« Ce dernier est présenté complètement comme un gouvernement de la bourgeoisie. Nous ne pouvons accepter un iota d'une pareille politique et d'une telle tactique.

« Elles sont désastreuses pour la cause de la révolution socialiste réelle. »

Si Medvediev a vraiment écrit cela, et nous ne pouvons juger d'après un texte haché, nous ne sommes évidemment pas d'accord avec lui sur ce point. Mais pourquoi la *Pravda* a-t-elle peur de citer loyalement ?

« Nous estimons, en raison du véritable état des choses, que des organisations comme l'I. S. R. sont, qu'elles le veuillent ou non, des instruments d'isolement des masses ouvrières russes et des masses ouvrières occidentales des masses décisives de tout le prolétariat. »

« Nous sommes pour que les masses ouvrières communistes restent partie intégrante des masses ouvrières organisées dans les Syndicats, les coopératives, les partis socialistes, etc., pour que toutes tentatives de... (3) organiser, hors de ces masses spécialement des organisations du même ordre soient répudiées de façon décisive comme des aventures désorganisant le mouvement ouvrier. »

Il est difficile de savoir si Medvediev préconisait de dissoudre les partis communistes. Repoussant un tel point de vue, nous n'en sommes que plus à l'aise pour déclarer qu'aucune discussion sérieuse n'est possible si l'on ne laisse pas s'exprimer les personnes en cause.

En tout cas, la conception qui est, ou a été momentanément, *peut-être* celle de Medvediev, est *sûrement* celle de Tomsky. C'est un secret de polichinelle. Pourquoi Tomsky n'est-il pas accusé de menchevisme ?

Le sens de l'attaque.

La *Pravda* déclare que ce « *document a une signification politique profonde* ». Puis, que « *le poids spécifique du groupe Chliapnikov-Medvediev est extrêmement insignifiant.* » Alors ? Pourquoi cet article de vingt colonnes en feuilleton ? Il paraît que tout cela est très instructif comme « *développement de la déviation antibolchévique en général* ».

L'opposition ouvrière en est arrivée à un « *menchévisme presque chimiquement pur* ». Suivent les formules connues, employées en 1923 contre Trotsky et Radek, en 1925 contre Zinoviev et Kamenev : danger de droite, antiléninisme, liquidateurs, etc. Le répertoire n'a pas varié. Il est seulement enrichi de quelques injures qui n'ajoutent rien au prestige des commentateurs.

Finalement, on se trouve devant cet... argument inattendu : « *Au lieu de Lénine, Macdonald et Noske.* » Et l'article se termine ainsi :

« Et c'est pourquoi *tout* le Parti peut poser à *tous* la question : Pourquoi, au fond, sont-ils :

« Pour le renforcement de l'I. C. ou pour sa liquidation ?

« Pour considérer les P. C. comme des « ramassis de valets petits-bourgeois » ou comme la force révolutionnaire du mouvement ?

« Pour le renforcement de l'I. S. R. ou pour entrer dans Amsterdam ?

« Pour le bloc avec les « chiens sanglants » du genre de Noske ou pour la lutte contre eux ?

« Pour la construction socialiste, ou pour l'esclavage urquhartien ?

« Pour le bloc ouvrier-paysan ou pour la subordination au capital international ?

« Pour Lénine ou pour Macdonald ?

« Tout le Parti repoussera d'une manière décisive les tentatives de trahison menchévique de l'I. C. et de la révolution. Tout le Parti, évidemment (!!) repoussera les recéleurs, alliés et protecteurs des tendances menchéviques à l'intérieur du P. C. panrusse léniniste. »

N'est-ce pas édifiant ? On voit d'ici les communistes russes répondant à l'intelligente question : « *Pour Lénine ou pour Macdonald ?* » Pour Macdonald, cela va sans dire...

Mais quel est le sort de ces Medvediev et Chliapnikov, objet d'un si impitoyable réquisitoire ? Sans doute celui de ces menchéviks, de ces alliés de Noske auxquels ils sont assimilés ? Pas le moins du monde. Ces camarades sont toujours traités en camarades *et l'on n'a même pas osé les exclure du Parti.*

Après cela, celui qui ne comprend pas a décidément la tête dure.

Beaucoup de bruit pour rien, alors ? Non plus. Qu'on relise attentivement les dernières lignes de l'article furibond. Il y est question de certains « *recéleurs, alliés et protecteurs* » des tendances menchéviques. Pour qui a l'habitude des polémiques de là-bas, le sens était clair. Ce n'est pas contre Medvediev que l'article était dirigé, mais contre ses alliés en opposition, plus importants et dangereux pour les dirigeants actuels, contre Zinoviev et Kamenev et leurs partisans.

La nouvelle opposition.

La nouvelle opposition, celle de 1925, dont Zinoviev est le représentant le plus en vue, battue, ne

(1) Tronquage.
(2) Tronquage.
(3) Tronquage.

s'est pas avouée vaincue. Refoulée par une sévère répression dans la vie illégale, elle s'est résignée à une activité souterraine.

On sait que le XIVe Congrès russe n'avait été précédé d'aucune discussion; au Congrès même, l'opposition ne pouvait espérer déplacer une seule voix, les délégués étant triés sur le volet; après le Congrès, environ trois mille fonctionnaires de Léninegrad, suspects d'opposition, furent révoqués, tous les partisans de la nouvelle opposition déplacés, dispersés; aucune velléité d'expression ne fut tolérée, aucune explication, aucune défense permises; depuis, nulle critique ou discussion n'ont été autorisées. Cependant que Zinoviev et Kamenev étaient l'objet d'un dénigrement soigné. Un beau jour, le Bureau politique s'avisa de la nécessité de répandre une lettre de Lénine (d'octobre 1917) de circulation jusqu'alors interdite, caractérisant sévèrement les deux opposants la veille encore tout-puissants, les traitant de jaunes, de briseurs de grèves, de traîtres à exclure du Parti, etc. (1). Zinoviev et Kamenev ripostèrent en réclamant la publication de la pièce connue sous le nom de « testament » (zavechtchanié) de Lénine, c'est-à-dire des suprêmes conseils donnés au Parti par Lénine avant sa mort. Ce bref document, non encore publié, est de ceux où se révèle le mieux le génie de Lénine : les principaux protagonistes de la direction actuelle y sont caractérisés avec une extraordinaire sûreté d'appréciation et la crise présente y est prévue avec une clairvoyance à peine croyable. A qui la faute si Lénine y disait des choses pénibles pour Staline, Zinoviev, Kamenev et Boukharine, et si Trotsky et Piatakov, les deux hommes les plus en vue de la gauche du Parti, de l'opposition prolétarienne, étaient les mieux partagés ? Hier encore, c'était un crime de faire allusion à ce document; ceux que Medvediev appelle « ramassis de valets » osaient même ici en nier l'existence; maintenant, c'est Zinoviev et Kamenev qui en réclament la publicité. C'est qu'une des dernières volontés de Lénine, exprimée à deux reprises dans ce texte, était d'écarter Staline du secrétariat du Parti (2).

Un tel conflit en dit long sur l'atmosphère des sphères dirigeantes et sur les relations entre militants, groupes et tendances. La majorité, non contente de disposer de l'appareil du Parti, de l'Etat, des Syndicats, etc., éprouva le besoin de s'organiser en fraction pour mener la lutte contre toute opposition. Les oppositions de toutes nuances, à leur tour, s'organisèrent clandestinement. Et dans le Parti « monolithique », ce fut, c'est encore aujourd'hui un pullulement de cercles secrets, de groupes conspiratifs, de réunions souterraines. Des documents se colportent sous le manteau. Le régime intérieur du Parti, après avoir produit la stérilité intellectuelle et favorisé les dégénérescences de toutes sortes menace de provoquer la scission organique prévue par Lénine.

Un jour, dans un bois des environs de Moscou, se tint une *massovka* (3), une réunion de partisans de Zinoviev, organisée par Bielenky (4) et où prit la parole Lachévitch, vice-Commissaire du Peuple à la guerre (1). Il s'y trouva, naturellement, un mouchard. Le prétexte d'une nouvelle répression était trouvé.

L'espionnage, les dénonciations, les investigations policières avaient fourni à la Commission Centrale de Contrôle du Parti assez de matériaux pour impliquer un bon nombre de notables opposants dans une « affaire ». Il s'agissait d'intimider le gros de l'opposition en frappant quelques-uns de ses membres marquants. Des serviteurs du pouvoir, dûment excités, se mirent à préconiser des sanctions exemplaires. On entendait réclamer l'exclusion de Zinoviev et de Kamenev du Parti. Certains allaient même plus loin...

Du 14 au 23 juillet, le Comité Central et la Commission Centrale de Contrôle furent réunis en séance plénière pour condamner une fois de plus la nouvelle opposition et prendre des mesures de rigueur contre les moins prudents.

Où conduit le « monolithisme ».

La session plénière avait à son ordre du jour cinq questions : 1° le Comité syndical anglo-russe; 2° les résultats du renouvellement des Soviets; 3° l'affaire Lachévitch; 4° la question du logement; 5° la récolte et la campagne d'approvisionnement.

La première question était, depuis l'échec de la grève générale anglaise (présenté par l'*Humanité* comme une victoire) l'objet d'un désaccord au Bureau politique. Zinoviev estimait impossible pour les bolchéviks de rester dans le Comité avec des « traîtres » et ses adversaires en jugeaient autrement. On le battit facilement de nouveau, avec des majorités automatiques. Là n'est pas l'intérêt, d'ailleurs; il est dans l'analyse et l'appréciation de la situation anglaise, conduisant à telle ou telle conclusion tactique; le Comité anglo-russe est un moyen, non un but, et des divergences ont toujours existé dans nos partis quant aux moyens; en outre, ledit Comité, *tel qu'il est*, ne compte plus et c'est trop l'honorer que d'en discuter comme s'il existait...; pour de modestes marxistes, le Comité importe moins que son contenu, sa valeur représentative, sa capacité d'action; ce sont là, évidemment, des déviations de droite. Nous n'en persistons pas moins à penser que l'intérêt du mouvement exigeait de faire connaître les thèses de Zinoviev et de les discuter sérieusement. Cela eût peut-être épargné à l'I. C. bien des sottises dans le genre de celles qu'elle a dites ou faites déjà au sujet de l'Angleterre et qu'elle répétera ou renouvellera tant que la critique et la discussion seront interdites (2). Mais on préfère reprocher à un membre du Bureau politique d'avoir une opinion; c'est moins fatigant que d'étudier le problème.

On ne daigne pas faire connaître aux communs des mortels communistes les discours de Kroupskaïa et de Trotsky, pourtant non dénués d'intérêt. Par contre, on nous offre intégralement la prose de la résolution contre la nouvelle opposition et les « explications d'usage ».

---

(1) Ce document a déjà été publié ici par Max Eastman dans son livre : *Depuis la mort de Lénine.*

(2) Les pseudo-bolchévisateurs ont insulté Max Eastman qui a écrit *la vérité*, là-dessus comme sur le reste, dans son livre. Mais la vérité finit par s'imposer.

(3) On appelait ainsi, sous le tsarisme, les assemblées secrètes de révolutionnaires dans les bois.

(4) Ancien secrétaire du rayon de Krasnaïa-Pressnia, il fut un des plus féroces adversaires de l'opposition de 1923.

(1) Lui aussi, un des plus violents adversaires du prétendu « trostkisme ».

(2) D'après ce qu'un camarade de Moscou nous écrit des thèses de Zinoviev, dont l'auteur a beaucoup emprunté au livre de Trotsky : *Où va l'Angleterre ?* nous les croyons très erronnées. Mais celles de l'Exécutif ne valent guère mieux.

D'autres publieront cette « littérature ». Elle est digne d'eux, ils sont dignes d'elle... Ici, le papier est cher et le lecteur a un minimum d'exigences. Au reste, qu'on se rappelle le pathos officiel des accès de crise antérieurs : rien n'a changé, que les noms propres. Mêmes couplets sur l'unité, la discipline, le léninisme et le reste. Les pires procédés, employés par Zinoviev contre nous, maintenant utilisés contre lui...

Comme nouveauté, ceci seulement :

« Dans les derniers temps, le Parti se trouve devant toute une série de mesures fractionnelles de la nouvelle opposition, s'exprimant dans : l'organisation de réunions conspiratives illégales; la reproduction et la diffusion, à Moscou et ailleurs, de documents secrets du Parti spécialement choisis pour discréditer la ligne du Parti (certains documents secrets du Bureau politique ont été envoyés à Briansk, Saratov, Vladivostok, Piatigorsk, Omsk, Gomel, Odessa, etc.); l'envoi d'agents dans d'autres organisations du Parti afin de créer des groupes fractionnels clandestins (voyage de G. Bielenky à Odessa pour organiser une fraction illégale, avec correspondance chiffrée, etc.).

« Il est indispensable de constater que tous les fils de ces menées fractionnelles de l'opposition conduisent à l'appareil de l'Exécutif de l'I. C. à la tête duquel se trouve Zinoviev, membre du Bureau politique.

« On doit particulièrement remarquer une réunion fractionnelle illégale, dans un bois près de Moscou, organisée par un collaborateur de l'Exécutif de l'I. C., Bielenky, comme un acte scissionniste sans précédent dans la vie de notre Parti. Organisée selon toutes les règles de la conspiration (patrouilles, sélection sévère des invités, etc.), elle n'a pas seulement été menée et présidée par un collaborateur de l'Exécutif, mais, ce qui est également inouï dans notre parti, un rapport y a été fait par Lachévitch, membre suppléant du C. C., qui a appelé les assistants à s'organiser pour la lutte contre le Parti et le C. C. élu par lui. »

Suivent, naturellement, les accusations connues : scissionnisme, anti-parti-isme et autres ismes à faire bâiller. Il manque, hélas, l'essentiel, et même la seule chose qui compte, à savoir la réponse à la question suivante : *Comment se fait-il que le Président de l'Internationale communiste, que le vice-Commissaire du Peuple à la guerre, que d'autres vieux bolchéviks à toute épreuve, en soient réduits à se réunir dans les bois, ou ailleurs, sous la protection de patrouilles, etc. ?* Voilà l'inexpliqué, voilà l'explicable. Est-ce parce que Zinoviev est un méchant, Lachévitch un désobéissant, Bielenky un polisson ? Mais alors, depuis quand ?

Comment, en un plomb vil, l'or pur s'est-il changé?

Il y a seulement six mois, il fallait approuver par ordre, admirer par ordre, flagorner par ordre ce même Zinoviev qu'il faut maintenant flétrir, toujours par ordre ? Encore quelques mois de « bolchevisation » de cette sorte et il ne restera plus grand'chose à bolchéviser.

Accusations et sanctions.

La résolution accuse encore un camarade Mikhaïlov, de l'ancien « groupe ouvrier » de Miasnikov (1), d'avoir reproduit des documents secrets *« avec l'aide de dactylos sans-parti... »*; un camarade Chougaiev, de l'ancienne « opposition ouvrière », d'avoir fait de *« l'agitation antisoviétique parmi les spécialistes... (?) »*; un camarade Iatsek, de l'ancien groupe « Vérité ouvrière », d'avoir diffusé des documents, etc.

Parmi tous les péchés dont se trouve chargée la nouvelle opposition (la plupart déjà imputés à l'opposition de 1923, comme le « pessimisme », la sous-estimation du paysan moyen, etc.) on trouve celui de « protéger et de couvrir » le groupe de Medvediev (ce qui donne tout son sens à l'article cité plus haut) et enfin le suivant, qui a au moins le mérite de l'inattendu :

« La tendance au bloc, à l'échelle internationale, tant avec l'ultra-gauche du type de Korsch qu'avec l'ultra-droite du type Souvarine (!?!?), qui, exclus de l'I. C., mènent une attaque enragée (*où ? quand ? comment ?*) contre la dictature du prolétariat en Russie (!?!?) sous le prétexte d'une prétendue dégénérescence koulako-paysanne de notre parti. »

De telles élucubrations ne relèvent que du bromure. Cependant, puisque l'occasion nous est offerte de dire deux mots du sort de Zinoviev, nous la saisirons : nous avons attaqué la politique et les méthodes de Zinoviev, en sachant ce que cela nous coûterait, quand celui-ci était tout-puissant; nous n'avons rien à en retrancher; quant à piétiner un vaincu, nous laissons cette besogne au « ramassis de valets » qui s'est escrimé sur Trotsky il y a deux ans, qui se manifeste déjà contre Zinoviev aujourd'hui, et qui s'acharnera demain sur Staline si un nouveau maître commande. Pour ce qui est de l'ultra-droite, on s'y trouve mieux que dans une gauche où Boukharine invite les paysans à s'enrichir et où Rykov félicite Mussolini de la prospérité fasciste.

La résolution parle encore *« de tentatives d'engager dans la lutte l'appareil de l'Exécutif de l'I. C. »* Dans tout cela, il n'y a qu'histoire d'appareils. Les ouvriers, dont on a plein la bouche, y sont bien étrangers. Il est fait allusion à une *« affaire Gouralsky-Vouiovitch »*, maladroits auxiliaires de Zinoviev qui se sont fait pincer dans l'exercice de leurs manigances (1), et à des sanctions prises le 12 juin dernier par la Commission de contrôle contre Bielenky, I. S. Tchernichev, B. G. Chapiro, M. V. Vassilieva, N. M. Vlassov et K. A. Volguina.

Zinoviev est exclu du Bureau politique, c'est-à-dire du seul organisme qui compte, et son élimination officielle de la présidence de l'I. C. n'est plus qu'une question de semaines; Lachévitch est exclu du Comité central et révoqué de ses fonctions de vice-Commissaire à la guerre. De fidèles staliniens reçoivent de l'avancement : un Roudzoutak entre au Bureau politique et les suppléants de celui-ci, portés à huit, seront, dans l'ordre hérarchique : Pétrovsky, Ouglanov, Ordjonikidzé, Andréiev, Kirov, Mikoian, Kaganovitch et Kamenev.

Ainsi, les vilains sont punis, les bons récompensés... Mais toutes les questions restent à résoudre.

---

(1) Celui-ci est toujours en Sibérie, en dépit des interventions de camarades du Parti pour le faire libérer.

(1) Gouralsky, sous le nom de Klein en Allemagne, de Lepetit (et de Lep) en France, a saboté les deux partis de son mieux et s'est livré à des besognes dont la nature défie toute qualification. C'est lui qui, en 1924, se permettait d'assimiler Trotsky à Danton, révélant à la fois son ignorance crasse de l'histoire et la laideur de son âme, et qui a constitué en France le « ramassis de valets » qui a déshonoré le Parti que nous avions eu tant de mal à fonder. Quant à Vouiovitch, c'est celui qui est venu accomplir, dans les Jeunesses, la besogne faite par l'autre dans le Parti, et qui répandait la légende d'une tentative d'insurrection des élèves-officiers du Kremlin, organisée par Antonov-Ovséienko pour soutenir Trotsky. Et l'on se plaint des racontars de la presse bourgeoise...

Le fond du tableau.

Cette lutte intestine, dont l'issue aura une répercussion profonde sur les destinées de la Révolution, est favorisée par une situation générale, économique et politique, qu'il ne faut pas perdre de vue si l'on veut se rendre pleinement compte du sens de la crise.

La production industrielle, en voie de restauration depuis la Nep, a subi cette année un ralentissement sensible. Elle a même diminué dans certains domaines. Le niveau d'avant-guerre, qui est loin d'être un idéal, n'est pas atteint et ne le sera que l'an prochain, d'après les données conjoncturales officielles. Le capital fondamental s'use, l'outillage a besoin d'être renouvelé, et le budget ne permet pas d'élever les fonds de roulement. Les crédits extérieurs font défaut. L'industrie, dans son ensemble, travaille encore à perte. Les transports eux-mêmes sont déficitaires (1).

L'agriculture est également près d'atteindre son niveau de production d'avant-guerre, lequel était médiocre en raison du caractère retardataire de la technique d'exploitation. Mais les profits de l'agriculture vont aux paysans, c'est-à-dire à l'économie individuelle, capitaliste, non à l'Etat soviétique. Les entreprises collectives sont d'importance infime.

Les coopératives ne peuvent satisfaire les besoins des échanges, malgré la protection officielle, et sont l'objet des plus sévères critiques dans la presse soviétique. Le commerce privé, plus expérimenté, plus souple, gagne sans cesse du terrain. Cependant, une disette aiguë de marchandises se fait sentir et favorise la spéculation, l'industrie ne pouvant alimenter le marché, non plus que le Commissariat du Commerce dont l'appareil est trop lourd, trop lent, trop coûteux. Sous sa forme actuelle, le monopole du commerce extérieur, au lieu d'entretenir l'indispensable courant d'échanges, le paralyse, au détriment même de l'économie russe; déjà réformé l'an dernier, le monopole devra subir une nouvelle réforme pour que l'application ne discrédite pas le principe.

La monnaie subit une dure épreuve. Les erreurs de l'an dernier, dans l'évaluation de la récolte et l'établissement des plans d'exportation et d'importation, ont abouti à l'annulation des commandes à l'étranger. Mais les contrats conclus ferme ont dû être exécutés, les paiements effectués en devises. D'où la baisse de la valeur du tchervonetz. Maintenu artificiellement à un certain cours, grâce au système bancaire et au monopole du commerce extérieur, le tchervonetz a vu sa dépréciation s'inscrire dans une hausse très sensible des prix.

La hausse des prix, c'est-à-dire la diminution du salaire *réel* des ouvriers, qui ne connaissent pas d'échelle mobile. Déjà, le chômage s'était accru par suite de la réduction de certains programmes industriels, imposée par la crise financière; plus d'un million de chômeurs doivent subsister dans de très pénibles conditions, le budget ne permettant pas de les secourir dans une mesure appréciable. La vodka creuse un trou important dans les budgets ouvriers et les organes officiels s'alarment des ravages de l'ivrognerie. La crise du logement atteint, d'après le texte même de la résolution du C. C. du 23 juillet, « *un état de choses catastrophique* ». La dernière baisse des salaires réels a sérieusement empiré la situation de la classe ouvrière.

C'est ce qui explique les nombreuses grèves des derniers mois. Un rapport officiel en compte 47, rien qu'en mai. La grève d'une partie des usines Poutilof a même abouti à la rédaction d'une « pétition », signée par les communistes également, qui mériterait publication et commentaire.

Une telle situation engendre des mécontentements qui cherchent leur expression, dans le Parti et ailleurs. Rien d'étonnant, donc, si les courants d'opposition se renforcent dans le Parti, si les groupes de résistance se multiplient clandestinement. Rien d'étonnant si le renouvellement des soviets a donné à G. Karpinsky matière à publier, dans la *Pravda* des 8 et 9 juillet, une analyse et des considérations infirmant l'optimisme d'exportation à l'usage des suiveurs et des fanatiques.

Où va la Révolution russe ?

Comment le Parti se propose-t-il de résoudre ces difficultés ? On peut lire la volumineuse littérature officielle consacrée au sujet : on n'y trouvera pas la réponse à cette question. En revanche, l'histoire la plus récente du Parti montre qu'il est un groupe qui, depuis des années, a prévu bien des choses et préparé des solutions, a prévu l'évolution de la situation et préconisé un programme; ce groupe, c'est celui de Trotsky.

Malgré les cliques et les cabales, malgré la coalition des médiocres et l'obstruction des « ramassis de valets » (Medvediev *dixit*), les idées de Trotsky se sont imposées avec une sûreté irrésistible. On ne conteste plus maintenant la conception socialiste du plan d'ensemble, la nécessité de renforcer le poids de l'industrie dans l'économie générale, l'idée de la concentration rationnelle de la production. On a remisé au magasin des accessoires le sempiternel « face au campagnes » et l'intempestif « enrichissez-vous ». Mais les insulteurs d'hier sont les rabâcheurs d'aujourd'hui : ils récitent des formules de Trotsky sans les comprendre mieux que les formules de Lénine précédemment ânonnées. Ils parlent de plan, d'industrialisation, mais ne savent rien faire pour les réaliser. Ils ne voient pas que la condition préalable à tout progrès économique, c'est un régime politique qui le rende possible, et que dans les conditions actuelles, aucun développement des forces productives, aucune amélioration du sort de la majorité laborieuse ne sont concevables *sans démocratie ouvrière*, sans rétablissement du droit de critique et d'initiative, sans responsabilité individuelle, sans droit, pour la classe ouvrière, d'élection et de rappel de ses représentants, délégués ou fonctionnaires.

Ce dont l'Union soviétique a besoin par-dessus tout, c'est du rétablissement de sa constitution. La Constitution soviétique est traitée par la bureaucratie au pouvoir comme un chiffon de papier : il s'agit de la remettre en vigueur. En recouvrant le droit de parole, le prolétariat russe saurait résoudre les problèmes qui le sollicitent. Dans le Parti, il y a une résolution du Xe Congrès, vieille de cinq ans, sur la démocratie ouvrière; depuis qu'elle a été votée, toute trace de ladite démocratie a disparu; il s'agit de lui donner force et vie.

Dictature du prolétariat, et non dictature du secrétariat; restauration de l'autorité de la loi et abolition de l'arbitraire; démocratie ouvrière et non bureaucratie parasitaire : là seulement est le sa-

(1) Tout cela est établi par les rapports et comptes rendus officiels des organes soviétiques. Les mensonges des sous-Béraud à rebours de l'*Humanité* et de la *Vie Ouvrière* n'y peuvent rien changer.

lut. Ce n'est pas avec des mesures policières qu'on tranche une question de régime, qu'on résout des problèmes de production. Si le récent Comité central avait suivi ceux qui réclamaient l'arrestation des chefs de l'opposition, cela n'eût amélioré en rien la situation tant à l'intérieur du Parti qu'à l'extérieur. Les véritables responsables de l'opposition et des fractions ne sont pas ceux qui les font mais ceux qui les rendent inévitables.

Il y a quelques mois, Trotsky publiait sous le titre : *Vers le socialisme ou vers le capitalisme ?* une série d'articles montrant que les éléments socialistes de l'économie soviétique l'emportent sur les éléments capitalistes mais qu'il faut surveiller leur rythme de développement pour maintenir la prédominance des premiers. Les travaux de Trotsky souffrent parfois d'un excès de schématisme et d'une tendance trop optimiste naturelle à tous les révolutionnaires de son envergure; en l'occurrence, son étude prêterait à critique pour cette double raison; mais il est sûr que les positions économiques de l'Etat soviétique sont serrées de près par le capitalisme et qu'il n'y a pas beaucoup de fautes à commettre pour les compromettre.

C'est de quoi se rend compte un nombre grandissant de communistes russes, qui renforcent l'opposition. On parle beaucoup d'un certain bloc Trotsky-Zinoviev : en réalité, la chose n'est pas aussi simple. Les conceptions principales de Trotsky s'imposent à tous les communistes doués d'esprit critique et tous les opposants se rallient à sa politique ouvrière de démocratisation, à son programme économique d'industrialisation. Si le Parti avait la parole, cette politique, ce programme prévaudraient à coup sûr. Que les adversaires les plus décidés de Trotsky aient évolué les premiers, le fait est significatif.

Les questions posées ne sont pas simples. On a trop attendu, pour les traiter avec le sérieux qu'elles méritent, et elles se compliquent chaque jour. La légalisation des oppositions du Parti poserait le problème des oppositions syndicales et soviétiques. Déjà, Sokolnikov rappelait, à l'avant-dernier Comité central, que l'on ne saurait toujours gouverner par la répression, a évoqué le moment de tolérer d'autres partis. Ossinsky paraît partisan de légaliser les mencheviks et socialistes-révolutionnaires à l'intérieur pour obliger les communistes à faire trêve à leurs conflits devant l'ennemi. Tout cela mérite discussion... Mais plus on en ajournera l'étude franche et contradictoire, moins le « tournant » attendu de tous sera aisé.

Où va la Révolution russe ? Elle peut encore se sauver ou se perdre, selon que le prolétariat subisse la volonté d'une bureaucratie stérile ou qu'il veuille la briser pour imposer la sienne.

BORIS SOUVARINE.

***

P.-S. — Déjà, contre Zinoviev, la *Pravda* fait état de l'approbation de l'I. C. C'était prévu. Opération rondement menée : mais après ? L'I. C. condamne son président sans discussion, sans qu'il ait pu dire un mot de défense... Cela ne rehaussera pas son prestige.

Elle ne connaît pas la thèse de l'opposition, soutenue par Trotsky, Kroupskaïa, Zinoviev, Kamenev, Piatakov, Mouralov, Evdokimov, Peterson, Bakaiev, Lachévitch, Lizdine, Soloviev, Avdvéiev. Elle ignore celle des « tampons », présentée par Smilga, Racovsky, Ossinsky, Koutchmenko, Chklovsky.

Elle ne sait rien. Elle condamne...

Comme en 1924.

EN U. R. S. S.

LE DANGER BONAPARTISTE

Il y a quelques mois le hasard me fit rencontrer un camarade russe, membre du Parti communiste, alors de passage en France. Je lui demandais de bien vouloir m'expliquer la raison profonde des divergences qui se manifestent depuis longtemps au sein du Parti communiste russe et dont les lecteurs de la *Révolution Prolétarienne* trouveront le récit des plus récentes manifestations par ailleurs. Voici ce qu'il me dit :

« Le danger dont a toujours été menacée la Révolution russe, et dont maintenant le moment décisif approche, c'est le bonapartisme. Le bonapartisme français fut, vous le savez, un mouvement d'origine essentiellement paysanne. Il fut dû à la volonté des paysans français d'arrêter la Révolution, une fois qu'ils furent nantis. Lorsque le paysan français se fut emparé de la terre, qu'il eut brûlé les châteaux, et aboli les droits féodaux, la Révolution n'avait plus rien à lui donner, sa continuation risquait au contraire de mettre en péril ses acquisitions, il fallait donc la faire cesser. C'est ce que le paysan chargea Bonaparte de faire. Le bonapartisme fut ainsi la consolidation des résultats acquis par la Révolution française dans le domaine agraire, et en même temps la suppression de toutes possibilités d'un développement ultérieur de la Révolution en faveur de la classe qui y avait joué cependant le rôle le plus actif, celle des travailleurs des villes, qui se trouvèrent Gros-Jean comme devant.

Or en Russie on assiste à un phénomène analogue. La Révolution russe a été faite par les ouvriers et les paysans, comme la Révolution française, les premiers y jouant le rôle le plus actif, et les seconds étant devenus, grâce aux premiers, les maîtres de la terre. Maître de la terre, le paysan russe, comme le paysan français, voudrait qu'on arrête la Révolution, que maintenant on s'en tienne là : « sa » Révolution est faite.

Contre ce danger, représenté par le stalinisme, forme russe, consciente ou inconsciente du bonapartisme français, toutes les oppositions se sont liguées, et l'opposition ouvrière, et l'opposition trotskyste, et l'opposition de Zinoviev.

L'ensemble de celles-ci, les « industrialistes », comme on les appelle, entendent, eux, que la Révolution continue. Les industrialistes disent que si le paysan a réalisé son émancipation en conquérant la terre, le prolétaire industriel est loin, lui, d'avoir réalisé son émancipation, qu'il faut donc presser le développement du prolétariat, — notamment en lui donnant des libertés et des pouvoirs réels sans lesquels tout vrai développement d'une classe est impossible, — il faut, malgré le paysan, continuer la Révolution, la continuer pour le bénéfice et au profit de l'ouvrier. »

On voit par là l'immense importance de la lutte actuelle : il ne s'agit de rien de moins que de décider si la Révolution russe ne sera finalement qu'une simple révolution agraire, si son seul résultat sera, non de détruire la propriété capitaliste, mais de créer la propriété paysanne, en un mot si Octobre aura été la dernière Révolution bourgeoise, ou la première Révolution prolétarienne.

R. L.

AMATEURS & PROFESSIONNELS

La direction unique est pire que la liaison organique

J'aurais voulu examiner un peu sérieusement cette question de la « direction unique » qui a légitimement alarmé les camarades du Syndicat de l'Enseignement du Finistère et d'autres avec eux, il faut l'espérer. Mais je n'en ai trouvé ni le loisir ni le courage. Ce sera pour le mois prochain.

Je ne voudrais pas attendre cependant pour répondre à certaines politesses et à certains arguments.

***

Me voilà, maintenant, traité de syndicaliste amateur ! L'expression veut être injurieuse, paraît-il. Il n'y a pourtant pas de quoi. Puisqu'il y a des syndicalistes professionnels, il est tout naturel qu'il y ait des syndicalistes amateurs. De même qu'il y a des coureurs professionnels et des coureurs amateurs. Au moment où le parti communiste attache tant d'importance au Tour de France cycliste, on me permettra un tel rapprochement. Mais les rédacteurs de l'*Humanité* nous ont appris que les coureurs professionnels étaient tous attachés à une maison de cycles; les syndicalistes professionnels seraient-ils, eux aussi, attachés à une firme quelconque ?

On sait en quoi consistent les syndicalistes professionnels. Ce sont les fonctionnaires d'organisations syndicales, les fonctionnaires appointés, les fonctionnaires permanents, non pour une période déterminée mais à vie, ayant dit adieu à l'atelier, regardant leurs fonctions syndicales comme une nouvelle profession.

Les syndicalistes amateurs — puisque amateurs il y a — ce sont probablement les militants qui n'ont pas besoin d'être appointés pour militer, qui n'ont pas peur de rester ou de retourner à l'atelier, qui ne se regardent pas comme des chefs, qui n'ont pas honte d'être de simples soldats, mais qui entendent, tout en étant simples soldats dans l'armée ouvrière, garder le droit d'avoir un avis sur tous les problèmes syndicaux, et de le donner quand ça leur chante. Sachant qu'on n'a seulement que les droits que l'on prend, ils prennent même celui de juger leurs chefs.

Tous les syndiqués ne peuvent pas être des syndicalistes professionnels. En regard de quelques centaines de syndicalistes professionnels, il y a — heureusement pour le mouvement — des milliers de syndicalistes amateurs et des centaines de milliers de syndiqués. Je sais qu'il devient de règle de ne tenir aucun compte de ce que pensent et décident les non-professionnels. Les fonctionnaires professionnels pensent et décident pour tous. Le syndicalisme, pour eux, est une seconde Société protectrice des animaux, une Société protectrice des ouvriers. Mais les animaux sont si mal protégés par leurs protecteurs, que les ouvriers ont depuis longtemps décidé de se protéger eux-mêmes; c'est ainsi qu'est né le syndicalisme, et c'est ce qui le distingue de toutes les sociétés protectrices.

Aujourd'hui, où les syndicalistes professionnels de la C. G. T. U. ont pris sous leur bonnet de réaliser la « direction unique », sans consulter les syndiqués dont ils dépendent, il faut évidemment avoir le mauvais caractère d'un syndicaliste amateur pour oser dire ce que l'on pense de l'opération.

Je l'oserai pourtant, comme j'ai osé au printemps 1922 dire ce que je pensais de la direction provisoire anarchiste de la C. G. T. U. Alors, quoique resté syndiqué à la C. G. T. Lafayette, pour respecter l'unité dans mon propre syndicat, je me permettais de demander qu'on épargne à l'enfant fragile qu'était la C. G. T. U. des coups de froid dangereux. Aujourd'hui, quatre ans plus tard, il n'est pas moins utile de dire que par la « direction unique » on atteint dans sa force vive aussi dangereusement qu'alors la C. G. T. U.; on en fait une C. G. T. de secte communiste; par surcroît on compromet gravement tout espoir de reconstitution de l'unité syndicale.

***

Déblayons le tapis d'un argument invoqué par les partisans de la direction unique de la C.G.T.U. et du Parti communiste.

Entre la liaison organique et la direction unique, a écrit Monmousseau, « *il y a un abîme que nous ne sommes pas près de franchir*, et qu'ont franchi voilà déjà cinq ans nombre de nos avocats généraux d'aujourd'hui : Rosmer et Godonnèche en particulier ».

En effet, il y a un abîme; mais pas dans le sens où Monmousseau le comprend. Il y a un abîme d'hypocrisie et il le franchit allégrement. Dans la pratique, la direction unique est exactement la même chose que la liaison organique. Avec une aggravation pourtant.

Avec la liaison organique, l'organisation syndicale aurait le droit de dire son mot, d'apporter des points de vue, de donner des mandats à ses représentants, de contrôler des délégués. Avec la direction unique, pas besoin, pas moyen, impossible.

La direction unique est donc plus dangereuse que la liaison organique. J'ai d'autant plus le droit de le dire que je n'ai jamais été partisan de la liaison organique. Il est même utile de rappeler, à cette occasion, comment je remis la *Vie Ouvrière* entre les mains de Monmousseau. A la réunion de militants qui en décida, je déclarai, après avoir fourni les raisons de ma retraite, qu'il y avait deux solutions de remplacement à envisager : d'une part une solution Rosmer, puisqu'il était celui qui avait avec moi le plus travaillé à la *Vie Ouvrière* d'avant guerre, de guerre et d'après guerre, et, d'autre part, une solution Monmousseau. Je me prononçai contre la première solution, Rosmer ayant accepté la liaison organique au Congrès de l'I. S. R., et pour la seconde, croyant que Monmousseau et ses camarades sauraient défendre l'indépendance du syndicalisme, aussi bien contre les anarchistes que contre les communistes. Ainsi la *Vie Ouvrière* resterait fidèle à sa ligne de conduite.

Monmousseau en prit l'engagement. On sait comment il l'a tenu. Je sais aussi comment Rosmer et Godonnèche, tout partisans qu'ils aient été de la liaison organique en 1921 se sont opposés, au sein même du Parti, quand ils en étaient, aux méthodes de colonisation des syndicats. Même en désaccord sur des problèmes théoriques, il était bien rare que nous ne nous rencontrions pas d'accord sur chaque problème concret, pratique.

C'est que pour eux, en 1921, la liaison organique n'apparaissait pas comme la domestication des

syndicats, mais comme l'alliance étroite des forces révolutionnaires. A ce moment, la révolution paraissait proche et s'ils ne faisaient pas confiance à un parti communiste français, ils mettaient leur foi dans l'Internationale communiste.

Si je n'ai pas partagé leur avis en 1921, j'ai compris l'état d'esprit dans lequel ils se trouvaient; je comprends moins l'état d'esprit des ralliés de la dernière heure qui, sans franchise, font pis qu'eux.

P. MONATTE.

A UN APOTRE DE LA SCISSION

Si quelqu'un n'a pas le droit de parler du sabotage des syndicats unitaires par le Parti communiste, sans le comparer à son propre travail, c'est bien Pierre Besnard. Comme saboteur il a depuis longtemps fait ses preuves.

Au cours d'une polémique, Besnard « remet ça » avec la scission « voulue et préparée » par les « syndicalo-communistes » de la minorité dans la vieille C. G. T. Mais en novembre 1921, c'est lui, Besnard, qui déposait sur les tables de la conférence minoritaire, un projet de constitution de la C. G. T. R. (C. G. T. révolutionnaire). Besnard a saboté l'œuvre de redressement entreprise par les C. S. R, il a saboté les C. S. R. eux-mêmes, en substituant au syndicalisme révolutionnaire tout court, le syndicalisme de Besnard, syndicalisme de secte s'il en fut. Favorisés par l'inconscience de nombre de camarades, Besnard et ses amis ont entraîné à la scission le Congrès unitaire de décembre 1921, et s'il est vrai qu'à ce moment-là, Frossard voulait une C. G. T. pour son parti, c'est avec Besnard qu'il réalisa sa pensée scissionniste. Besnard a tenté d'entraîner la C. G. T. U. naissante dans le sillage anarchiste de l'A. I. T., et il a en cette occasion encore porté un grave préjudice au mouvement. C'est à lui comme à ses amis qu'incombe la responsabilité des violences de la lutte de tendances d'après Saint-Etienne; jamais Besnard n'a désapprouvé la « dictature de la trique »; au contraire, il pensait à un Dix-huit Brumaire. La scission du Bâtiment dans la C. G. T. U. n'a été qu'une réalisation de la volonté scissionniste de Besnard, qui voulait et veut encore avoir sa C. G. T. à lui.

De pareils titres de gloire devraient inciter notre homme au silence.

Pas du tout !

Besnard poursuit son œuvre scissionniste. Le voilà qui émet l'hypothèse de voir bientôt les « minorités syndicalistes » de la C. G. T. U. rejoindre la troisième C. G. T. « Qu'importe le nombre des morceaux ? » s'exclame-t-il. (*Libertaire* du 30 juillet.)

Est-il nécessaire d'affirmer à nouveau que jamais nous ne nous laisserons prendre à cette démagogie scissionniste, à ce syndicalisme de secte qui ne peut être comparé qu'au syndicalisme de secte des communistes ? Faites-en votre deuil, Besnard, nous ne sortirons pas de nos syndicats unitaires ou confédérés, parce que nous pensons que le véritable redressement du syndicalisme ne peut s'accomplir que dans leur sein.

Nous sommes des syndicalistes avant tout.

Nous n'irons pas « couper des cheveux en quatre pour en faire l'autopsie » dans votre C. G. T. squelettique, où la liberté d'opinion n'existe pas plus, peut-être encore moins, que dans la C. G. T. U. Nous n'irons pas nous « situer » à perte de vue chez ceux qui ont élevé la scission à la hauteur d'un principe.

Nous ne voulons ni de la troisième C. G. T. anarchiste, ni de la direction unique de la C. G. T. U. et du Parti communiste, ni de la collaboration gouvernementale de la vieille C. G. T. Nous voulons une C. G. T. unique, par la renaissance du syndicalisme, actuellement foulé aux pieds et par les hommes de gouvernement et par les hommes de parti, et par les théoriciens vides et sectaires dans le genre de Besnard. — M. CH.

UN LANGAGE UNITAIRE

En marge des discussions syndicales récentes, reproduisons ce remarquable passage du discours prononcé par L. Bouët, au premier Congrès de la C. G. T. U. à Saint-Etienne (1922). *Les dirigeants provisoires de la C. G. T. U. avaient inscrit dans leur projet de statuts que le syndicalisme poursuivait :* la disparition de l'Etat. *C'est contre cette formule que s'étaient dressés tous les dirigeants actuels de la C. G. T. U., qui n'avaient nullement pensé à ce moment-là à lui substituer cette autre formule d'un syndicalisme de secte :* la dictature du prolétariat.

L. BOUET. — « ...Je me demande si nous avons tous la même conception du sens de ce mot « unitaire » et si nous avons tous été des « unitaires » dans la C. G. T. Unitaire.

« Oui, j'ai le droit de me poser et de vous poser cette question : « Avons-nous été et sommes-nous tous des Unitaires ? »

« Si nous sommes des « Unitaires », nous devons admettre que tous les travailleurs désireux d'émanciper le monde du travail, quels que soient d'ailleurs les moyens à employer pour atteindre ce but, ont leur place dans nos syndicats et doivent se sentir chez eux dans la Maison commune qu'est la C. G. T. U.

« Les uns pensent que l'éducation est à la base de tout et qu'il faut former des hommes capables de se conduire eux-mêmes, de se passer de maîtres. Ils sont contre l'Etat bourgeois et contre l'Etat prolétarien, même provisoire; ils sont anti-étatistes par essence et par définition; ils sont anarchistes : ils ont leur place dans nos syndicats parce qu'ils sont des producteurs, parce qu'ils sont des travailleurs et qu'ils veulent l'émancipation du travail. Ils sont syndicalistes, dits « purs »; ils pensent que le syndicalisme se suffit à lui-même et suffit à tout, qu'il est au-dessus de tous les partis et même au-dessus de tout. Cela est une tendance.

« D'autres sont communistes; ils pensent qu'au lendemain de la révolution, il faudra instituer un Etat prolétarien parce qu'il faudra lutter contre toutes les forces d'oppression du passé qui tenteraient de reprendre le pouvoir et d'écraser la classe ouvrière cherchant à s'émanciper. Ils croient à la nécessité de la dictature du prolétariat pendant une période plus ou moins longue, suivant les circonstances. Ceux-là aussi ont leur place dans nos syndicats unitaires, parce qu'ils sont des travailleurs et que, bien que n'étant pas d'accord avec tous les autres sur tous les points, ils n'en sont pas moins décidés à travailler pour l'émancipation du monde du travail.

« D'autres encore pensent que, par des réformes successives et progressives, par les voies parlementaires ou par toute autre voie, ils arriveront sans mesure violente, d'une manière naturelle et facile, à émanciper le monde du travail. Ce sont des réformistes; ils sont aujourd'hui dans les syndicats de la C. G. T. Lafayette, peut-être, ou ils ne sont nulle part. Mais, tout de même, ceux-là aussi sont des travailleurs et veulent travailler, par les moyens dont ils disposent et qui leur paraissent les plus convenables, pour la libération définitive du prolétariat; ils ont leur place dans nos syndicats unitaires.

« Si nous avons tous cet état d'esprit, si nous pensons que nos syndicats doivent réellement être des syndicats unitaires et que, peu à peu, dans nos syndicats, doit se reformer le front unique de la classe ouvrière, vous jugerez sévèrement l'œuvre qui a été accomplie dans ces derniers mois par nos camarades du Bureau confédéral et de la Commission administrative provisoire de la C. G. T. U. »

(*Compte rendu sténographique*, pages 75 et 76.)

PETITE REMARQUE

— Qu'avez-vous donc fait contre la guerre du Maroc, vous, les éternels critiqueurs ?

— Mon Dieu, tous ceux d'entre nous des corporations intéressées ont fait grève le 12 octobre. Certains membres du Parti n'en peuvent dire autant.

LES INITIATIVES ORIGINALES

L'UNIVERSITÉ PROLÉTARIENNE DE NICE

Mettre en étroit contact tous les éléments d'avant-garde, leur donner une conférence sur un sujet social les intéressant particulièrement, laisser faire une critique rapide et courtoise par un orateur de chaque tendance, puis provoquer des concessions réciproques et raisonnables, conclure enfin par une œuvre d'union... telle est l'action réalisée tous les mardis soirs par l'Université prolétarienne niçoise. Et chacune de ses séances est un succès réconfortant.

Certes, les débuts furent difficiles et peu encourageants. Les milieux ouvriers de la région accueillirent nos invitations avec un peu de méfiance. Nous nous trouvions parfois une quinzaine de camarades, toujours les mêmes, et nous nous demandions si notre tentative n'était pas vouée à un lamentable fiasco. Mais, vouloir c'est pouvoir... or nous voulions de tout notre cœur, persuadés qu'il fallait réussir. Nous fîmes appel à Robert Louzon pour quelques causeries. Il accepta avec plaisir, ce fut le commencement du succès. Une première conférence, « *Le Colonialisme* » nous attira soixante auditeurs; une deuxième, « *La crise financière* » en fit venir une centaine; une troisième, « *Le Fascisme* » en amena cent cinquante, et le crescendo suivit son cours, le cap de l'appréhension était franchi.

Nous eûmes recours aux bons services de sympathisants, professeurs, docteurs, avocats et écrivains. Tous acceptèrent de nous aider, tant notre Université était originale et éclectique. Manuels et intellectuels rivalisèrent d'acharnement au profit de la cause commune : la préparation de la révolution ! Ce fut le triomphe des salles combles.

Voici le cycle des causeries qui ont été données dans la période mars-juin :

1re Série : *Le Traité de Versailles et la situation mondiale.*

a) Situation économique des Etats au lendemain de la guerre;

b) Le Traité de Versailles peut-il assurer la Paix du monde ?

c) Germes de conflits futurs contenus dans les clauses du Traité;

d) Le problème rhénan et celui de la Rhur;

e) Le rattachement austro-allemand, la Silésie, Dantzig et le couloir polonais. La Sarre.

2e Série : *Guerre. Armée. Dictature.*

a) La guerre, ses causes, ses résultats;

b) La pacifisme, l'antimilitarisme, l'attiude du prolétariat devant une éventuelle mobilisation;

c) Le fascisme, ses origines, ses effets, ses divers aspects.

3e Série : *Socialisation.*

a) Maternité rétribuée comme fonction sociale;

b) Coéducation, école laïque, école unique, l'enseignement de l'avenir;

c) Les diverses formes de coopération;

d) Organisation de la vie ménagère, sociale, industrielle, etc.

4e Série : *Emancipation de la femme. Les mœurs.*

a) Matriarcat primitif et régime promiscuitaire;

b) Droit romain et droit canon;

c) Monogamie, polygamie, polyandrie, pédérastie;

d) La lutte contre la prostitution;

e) Le mariage d'hier et d'aujourd'hui. La famille de demain;

f) Egalité politique, économique et morale de la femme avec l'homme.

5e Série : *Les moyens de coercition.*

a) La magistrature. La procédure. La prison;

b) Les maisons de correction et les châtiments corporels;

c) Les conseils de guerre et les bagnes militaires;

d) Pour ou contre la peine de mort.

6e Série : *L'Unité syndicale. Le front unique.*

a) Les causes de la scission, ses résultats néfastes;

b) La situation navrante du syndicalisme français;

c) Les moyens susceptibles de refaire l'unité.

7e Série : *Vers le mieux-être. L'avenir.*

a) L'homme en face des forces de la réaction;

b) Comment le capitalisme nous exploite;

c) Réformisme. Socialisme. Collectivisme. Communisme autoritaire. Communisme libertaire. Anarchie.

Toutes ces conférences sont totalement achevées à l'heure où paraissent ces lignes. Les circonstances nous ont contraints à intercaler entre la troisième et la quatrième série une causerie motivée d'urgence : *Les événements d'Angleterre;* elle fut donnée devant un auditoire très nombreux. Celle concernant l'unité syndicale nous fit assister à d'épiques duels oratoires. Dix-huit secrétaires ou militants responsables appartenant aux organisations unitaires, confédérées et autonomes de la région niçoise exposèrent leur point de vue. L'Université avait préparé une charte d'union locale, qui ne lésait aucune tendance et qui les ralliait toutes dans l'action. Cette charte, qui fut adoptée *à l'unanimité,* se terminait ainsi :

...prennent l'engagement d'honneur... d'œuvrer de toutes leurs forces, au sein de leurs organisations respectives, pour hâter la réalisation de l'unité, avec les chefs s'ils la désirent, malgré eux, s'ils y sont indifférents, contre eux s'il y sont hostiles.

Nous recommandons aux camarades parisiens de passage à Nice de bien vouloir assister à nos conférences. Les manifestations d'entente et de fraternelle union prolétarienne auxquelles ils prendront part produiront sur eux l'effet d'un contraste heureux et saisissant, comparativement aux très regrettables antagonismes qui s'étalent dans leur immense cité... pour la plus grande joie de l'ennemi commun ! Ils verront comment, avec un peu de doigté, de prudence et de modération on peut arriver à faire s'expliquer les plus pacifistes tolstoïens avec les marxistes et les bakouniniens les plus subversifs, où à opposer les points de vue des partisans de Proudhon et d'Elisée Reclus à ceux des initiés de Jaurès et de Lénine... et cela dans une atmosphère de courtoisie et de franche camaraderie.

Une très large tolérance est accordée aux contradicteurs, les doctrines les plus différentes s'affrontent loyalement et, comme la lumière ne jaillit que du choc des idées, ces tournois révolutionnaires éclairent progressivement les auditeurs sur la voie où ils tâtonnaient jusqu'alors. Telle est l'œuvre et le but de l'Université prolétarienne.

La Commission d'initiative :

Jean Braman, secrétaire propagandiste;
Frédéric Stackelberg, secrétaire technique;
François Laura, trésorier-bibliothécaire.

A travers les Livres

Les Carnets de Georges Louis (Rieder, éd., 2 vol.).

M. Ernest Judet, dans son livre consacré à l'ancien ambassadeur et dont nous avons donné ici un compte-rendu, avait reproduit les fragments les plus sensationnels de ces Carnets. Mais cela n'atténue en rien l'intérêt de la puissante publication qui apporte une grande quantité d'informations sur la politique qui prépara la guerre et la déclencha en 1914. Ici, ce sont les auteurs mêmes qui parlent, révélant leurs pensées vraies, dissimulées habituellement derrière les mensonges conventionnels des diplomates et des politiciens.

On sait que Georges Louis fut un adversaire résolu de la tactique d'encerclement de l'Allemagne qui, fatalement, devait conduire l'Europe à la guerre, et, en particulier, de la manière dont cette tactique était appliquée, qui avait pour effet de lier solidement l'Autriche à l'Allemagne au lieu de chercher à dissocier ces deux puissances dont les intérêts n'étaient pas toujours concordants.

Du côté russe, l'auteur principal et le plus acharné de cette politique était Isvolsky, qui, ayant lié partie à Paris avec Poincaré, réussit à se débarrasser de Georges Louis. Celui-ci fut non seulement rappelé mais il ne reçut aucun poste : une disgrâce totale. Les notes qu'il rédigeait au jour le jour et qu'on publie aujourd'hui, vont de 1908 à la veille de sa mort (avril 1917).

Sur le point central, le rôle joué par Isvolsky dans la préparation de la guerre, elles donnent un ensemble d'informations décisives. D'ailleurs, même après la peu reluisante fuite à Bordeaux et à un moment où la situation militaire n'était guère favorable aux Alliés, Isvolsky plastronnait encore et disait publiquement « ma guerre ». Cela a même été imprimé dans l'*Intransigeant*, à l'époque, et les Carnets ont utilement enregistré ce fragment de « la vie à Bordeaux »:

« On voit à la poste, rue du Palais Galien, M. Isvolsky veston, chapeau de feutre mou, très élégant. L'ambassadeur de Russie promène par les Quinconces un visage souriant et plein de confiance dans l'issue de cette guerre qu'il appelle « ma guerre », qu'il a voulue et réussie. » (*Intransigeant*, 7 septembre 1914, 1re page).

Et l'ancien ambassadeur d'Espagne à Paris, Villa Urutia, disait, le 14 août 1915: «Ah ! la guerre d'Isvolsky ! » J'ai entendu moi-même, chez le duc de la Trémoille, Isvolsky nous dire : « C'est ma guerre, vous verrez ce que sera ma guerre ! » Il y avait quatre ans qu'il la préparait, sa guerre ! Ignatieff, au contraire, trouvait que la Russie aurait dû attendre encore trois ans pour être prête, ses chemins de fer et sa préparation militaire n'étant pas terminés. »

Un autre responsable de la politique d'encerclement de l'Allemagne, c'est Edouard VII. Ce fut la grande pensée de son règne; il y travailla sans relâche, d'ailleurs avec succès. Sur son activité et ses responsabilités, on était fixé. Mais voici, en date du 8 mai 1910, des confidences de Nicolson à Georges Louis : « Sur le roi Edouard VII, mort la nuit dernière. Il lisait toute la partie importante de la correspondance diplomatique. Le Foreign Office lui communiquait même les lettres particulières de Nicolson à Grey et à Hardinge. Lui-même écrivait à ses ambassadeurs. Nicolson me montre une lettre de lui (4 pages, petit in-8, d'une écriture égale, rapide, pas très formée, mais lisible). Le roi le félicite d'avoir mener à bien la négociation des accords de 1907 avec la Russie, « *a triumph* » pour la diplomatie britannique. »

Sazonof, de son côté, n'était pas moins logique à propos de ces mêmes accords. Il disait à Buchanan quelques jours avant le 20 avril 1912 : « L'entente avec l'Angleterre est l'alpha et l'oméga de ma politique. Mon seul regret est que ce ne soit pas moi qui l'ai signée. J'envie Isvolsky d'y avoir mis sa signature. »

Or ce thème principal des conversations notées aux « Carnets », le sujet qu'abordent le plus souvent les interlocuteurs — et qui est du reste lié à l'autre — c'est la vénalité de la presse. Il faut voir avec quel mépris on parle des journaux et des journalistes — les uns, trafiquants; d'autres, mouchards — quitte à s'en servir à la première occasion. Cette brève remarque d'un haut fonctionnaire des Affaires étrangères, Cazenan, suffira : « Aujourd'hui le gouvernement a le *Temps* et le *Matin* ; mais ces deux journaux sont à qui les paye et ce sont des gouvernements étrangers qui les tiennent. »

D'autres témoignages montrent Isvolsky aidant Poincaré à faire sa presse en lui confiant la distribution des fonds dont il disposait. Poincaré avait alors, comme aujourd'hui, une presse excellente.

Georges Louis était considéré comme un des hommes les mieux informés. Il avait un cercle étendu de relations parmi les personnages de premier plan de la politique, de la diplomatie et de la finance, qu'on voit défiler dans ses « Carnets » où il y a, par suite tant à glaner dans les domaines les plus variés.

Finaly — l'homme de la Banque de Paris et des Pays-Bas — si connu aujourd'hui — apparaît le 10 janvier 1914 : « Soixante-dix ans. Né en Hongrie. Dix ans en Egypte, vers 1865, 1870. » Et voici comment est noté ce qu'il dit :

« Thèse : Supériorité du neveu (Guillaume II) sur l'oncle (Edouard VII). Notre erreur aurait été de ne pas voir que notre intérêt était de nous allier au neveu et non pas à l'oncle ! L'avenir est à l'Allemagne. Si un plébiscite avait lieu en Alsace-Lorraine, l'Allemagne l'emporterait certainement, au moins en Alsace. On travaille bien plus en Allemagne qu'en France ! Dès à présent, l'Allemagne est plus riche, mais elle manque de disponibilités parce qu'elle fait fructifier ses gains en entreprises industrielles. Il viendra très vite un temps où elle aura autant de richesses que nous, et même plus : ne nous imaginons donc pas que notre prépondérance financière durera. Une autre erreur de notre politique, c'est de nous laisser entraîner par la Russie à travailler à la destruction de la Turquie, puis de l'Autriche, alors que nous n'aurions pas dû cesser de considérer le maintien de l'intégrité de ces deux pays comme un des buts primordiaux de notre politique. »

C'est naturellement sur la Russie tsariste que les renseignements abondent; il y en a tant qu'on ne peut songer à faire un choix. On doit renvoyer aux « Carnets » et terminer ce compte rendu sur un mot de Jules Cambon (15 mai 1908) : « Le général Lyautey, c'est un Boulanger distingué. » — A. Rosmer.

Nous avons reçu :

Paul de Rousiers : *Les Grandes Industries modernes : IV. Les Transports maritimes.* 12 fr. (Colin.)

Raymond d'Etiveaud: *Léonie Nardot*, roman. 12 fr. (Rieder.)

Marguerite Thibert : *Le rôle social de l'Art d'après les Saint-Simoniens.* (Rivière.)

Maurice Bouchor : *Anthologie* avec un chant inédit. (Libr. Quillet.)

Léon Werth : *Cochinchine.* 12 fr. (Rieder.)

Andréas Haukland : *Vertige.* Trad. du norvégien par Marg. Gay et Vibeke Dahl. 9 fr. (Rieder.)

Max Eastman : *Léon Trotsky. The Portrait of a Youth.* (Faber and Gwyer, London).

G. de Champs : *54 dessins et 54 légendes.* Préface de Barbusse. 7 fr. 50. (Edit. Marini.)

Max Mettlau : *Errico Malatesta. La vida de un anarquista.* Traduction de D.-A. de Santillan. (Edition de la *Protesta*, Buenos-Aires.)

Panaït Istrati : *Les Haïdoucs. — Domnitza de Snagov* Prix : 10 fr. (Rieder.)

Contes Fasis, recueillis d'après la tradition orale et publiés par Mohammed el Fasi et E. Dermenghem. Prix : 10 fr. (Rieder.)

Upton Sinclair : *Mammonart*;

Upton Sinclair : *Singing Jailbirds*, un drame en quatre actes.

Upton Sinclair : *Bill Porter, A Drana O. Henry in Prison.* Prix : 50 cent.

Upton Sinclair : *Letters to Judd, an American workingman.* Prix: 15 cent. (Edités par l'auteur, à Pasadena Californie, U, S. A.)

L. Ténars : *Le curé Bourgogne*, nouvelle édition. Prix : 10 fr. (Edition J. Snell.)

DANS L'INTERNATIONALE

LETTRE D'ANGLETERRE

La victoire de J.-H. Thomas.

Je vois que la *Pravda* a été amenée à se demander si le Parti communiste britannique n'est pas « un frein à la révolution ». Naturellement, Boukharine a repoussé un tel blasphème mais il se peut que nos camarades russes commencent à avoir une intuition de la vérité.

Le congrès annuel des cheminots, qui vient de se tenir à Weymouth, a montré que le mouvement révolutionnaire n'a pas de pire ennemi que le Parti communiste britannique.

Les délégués de ce Syndicat extrêmement puissant mais quelque peu conservateur allèrent au congrès dans un état d'esprit où se mêlaient la fierté et la colère. Ils étaient fiers, et avaient raison de l'être, du rôle joué par eux pendant la grève, et ils étaient irrités de la façon dont la grève avait pris fin et des accords signés en leur nom avec les Compagnies. Ils voulaient savoir qui était responsable et devait être blâmé : leurs propres leaders, le Conseil général des Trade-Unions, les leaders des mineurs, ou personne ? Des militants bien informés croyaient que J. H. Thomas, l'archiréactionnaire, pourrait être battu. En fait, je doute que ce congrès ait pu le désavouer. La minorité qui s'est dressée contre lui au sein de son organisation s'est accrue régulièrement au cours de ces dernières années. Serait-elle majorité à Weymouth ? Il était difficile de le dire.

Le président, W. Dobbie, ouvrit le congrès par un discours animé d'un vigoureux esprit de classe et s'achevant sur une répudiation à peine voilée de J. H. Thomas, un de « ceux qui ont un pied dans les deux camps ».

La première décision du congrès fut l'expulsion des reporters appartenant à des journaux qui n'observent pas les règles syndicales. Elle fut prise par quarante-cinq voix contre trente-cinq, malgré un appel larmoyant de Thomas.

Le congrès entra ensuite en session privée et la majorité de dix contre Thomas, se trouva soudain transformée en une énorme majorité pour Thomas — 70 contre 7 — après un discours de Thomas et une altercation entre certains délégués communistes et lui.

Que s'était-il donc passé ? Rien d'extraordinaire, sinon une nouvelle manifestation de la stupidité habituelle du Parti communiste et du mouvement minoritaire.

Les communistes qui avaient été désignés comme délégués avaient reçu, de la direction de leur parti, des instructions détaillées, résolution par résolution, et ils avaient aussi écrit quelques-unes de leurs stupides lettres habituelles, qui étaient tombées aux mains de Thomas (car il y a, bien entendu, des délégués qui lui sont dévoués). Thomas fut ainsi à même de démontrer que les délégués communistes ne tenaient aucun compte des résolutions votées par les sections syndicales qui les avaient envoyés au congrès et qu'ils étaient censés représenter, mais qu'ils en défendaient d'autres, totalement ou essentiellement différentes, rédigées par les chefs du Parti communiste. Les délégués — tous militants du rang — furent exaspérés par la révélation de cette duperie à peine dissimulée et, par une réaction absurde mais explicable, ils donnèrent à Thomas et à son programme de capitulation la plus forte majorité qu'il ait eue depuis des années.

Les communistes ont ainsi assuré :

1° Une grande victoire pour Thomas, alors que sa défaite était du domaine des possibilités. Or, déloger ce traître avéré de son poste de secrétaire des cheminots — de suprême importance pour le capitalisme britannique — a toujours été le but de tous les révolutionnaires;

2° La ratification par le Syndicat — contre la volonté de la plupart de ses membres — du scandaleux accord aux termes duquel les cheminots reconnaissent avoir « porté préjudice » aux Compagnies en répondant à l'ordre de grève générale;

3° Le refus du congrès de décider la mise de l'embargo sur le charbon — seule façon d'aider efficacement les mineurs.

Comme les communistes crieraient à la trahison si d'autres qu'eux avaient provoqué de tels résultats ! Mais, naturellement leur complaisance à leur propre égard n'est pas ébranlée pour si peu et ils se couvrent eux-mêmes de fleurs dans le *Sunday Worker* et le *Workers' Weekly*.

Un parti qui s'imagine qu'il peut créer un grand mouvement révolutionnaire en tirant les fils et intriguant de la coulisse doit être conduit par des idiots. Mais j'aurais pensé que même de tels idiots auraient assez de sens pour ne pas tendre leur plan à leur ennemi. — UN COMMUNISTE ANGLAIS.

Londres, 12 *juillet*.

CHOSES D'ALLEMAGNE

La crise communiste allemande vue à travers le groupe Katz.

La IIIe Internationale ayant jugé bon d'ordonner un changement de direction à droite, les « gauchistes » dirigeant le Parti communiste français, abjurant leurs « erreurs », se sont empressés d'obtempérer. Dans d'autres pays, ça ne se passe pas tout aussi simplement. En Allemagne, notamment, la nouvelle tactique rencontre des résistances très sérieuses. Une partie de la « gauche » se rallie à la majorité, mais d'autres fractions de cette gauche font entendre des protestations plus ou moins vives.

L'une, le groupe Katz, ne craint pas de mettre en péril l'unité du Parti communiste allemande et celle de la IIIe Internationale. Les dirigeants répondent aux attaques par des exclusions. Celles-ci paraissent aggraver le désordre plutôt que ramener le calme. La lutte s'envenime et les deux adversaires vantent l'un et l'autre leur succès.

Le groupe Katz a son centre à Hanovre, où il édite un petit hebdomadaire intitulé « Feuille de correspondance des militants de l'opposition de gauche du Parti communiste allemand du Cercle de Basse-Saxe ». Je viens de parcourir les dix-sept premiers numéros de cette publication, ainsi qu'un manifeste lancé par la même organisation. Ils me paraissent contenir des détails susceptibles d'intéresser les camarades français. Essayons d'en donner l'essentiel.

L'opinion de la gauche sur la politique intérieure russe.

La « Feuille de correspondance » critique la politique du Parti communiste russe. Elle estime que cette politique n'est plus une politique communiste, n'est plus celle de Lénine, mais qu'elle est contre-révolutionnaire et qu'elle tend au rétablissement du capitalisme en Russie.

Pour Lénine, la « Nep » fut une retraite, nécessitée par l'état arriéré de la Russie et le retard de la révolution mondiale, retraite regrettable, qu'il fallait limiter le plus possible, de crainte de livrer à l'ennemi les positions dominantes de la révolution. Pour Staline et la majorité qui le soutient, la « Nep » est une politique socialiste de caractère positif; le communisme tel qu'on l'entendait avant la « Nep » n'est qu'une variété de la « maladie infantile ».

Dans la Russie de Staline, le koulak et le nepman, l'usurier paysan et le spéculateur, ces deux héros de l'accumulation primitive, prennent peu à peu la prédominance. Les intérêts du prolétariat sont sacrifiés. Le gouvernement russe a pour principale préoccupation d'obtenir des crédits du capitalisme étranger. Cette politique des crédits l'amène à faire des concessions de plus en plus grandes, à saboter la révolution, tout en persistant à employer une phraséologie révolutionnaire.

Cette attitude ne satisfait pas les véritables communistes, ceux qui restent fidèles à l'idée de Lénine, ceux que le pouvoir n'a point corrompus. La « Feuille de correspondance » signale que la jeunesse communiste russe enregistre de nombreuses démissions, par protestation contre la politique favorisant l'exploitation du prolétariat. Dans ses premiers numéros, elle paraissait faire fond sur la résistance de Zinovief, Kamenef, Kroupskaïa, Kollontaï. Mais il semble qu'elle ait, par la suite, cessé de croire à l'importance de cette résistance.

Le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » est considéré par la gauche allemande comme un mot d'ordre réformiste, impliquant l'abandon d'une opposition radicale entre la Russie prolétarienne d'une part, les Etats capitalistes d'autre part. C'est l'acheminement vers l'adhésion de la Russie à la Société des Nations. Il est vrai que le gouvernement des Soviets a refusé encore tout récemment d'entrer en rapports avec cette Société. Mais son refus ne porte déjà plus sur le principe. La façon dont il est formulé implique la possibilité de l'adhésion le jour où, par exemple, la Société transporterait son siège hors de cette Suisse qui a laissé assassiner Vorovsky. La gauche allemande voit le jour prochain où la Russie adhérera et où l'on présentera cette adhésion aux lecteurs des journaux communistes comme une « grande victoire prolétarienne » obtenue « par la pression des masses ».

... sur la politique générale de la IIIe Internationale.

La IIIe Internationale n'est pas moins vivement attaquée que la République des Soviets. Elle ne parle plus, à cette heure, que de « front unique » et d' « unité syndicale ». L'aboutissant de ces deux formules, c'est la liquidation et de l'I. S. R., et de la IIIe Internationale elle-même. C'est la création, en tous pays, d'un « Labour Party » à la mode anglaise.

Pourquoi cette politique de liquidation honteuse ? Parce que la IIIe Internationale n'est plus révolutionnaire, parce qu'elle croit à la stabilisation du capitalisme, parce qu'elle renonce à la lutte pour servir les désirs de crédit du gouvernement russe.

On ne peut, pourtant, dire de but en blanc aux ouvriers le contraire de ce qu'on leur a répété durant des années : que la chute du capital était proche, que le réformisme était le dernier atout de la bourgeoisie, qu'il fallait le combattre autant, sinon plus, que les bourgeois. Alors on ruse, on cherche à déteourner les ouvriers de la voie révolutionnaire par des moyens pleins d'astuce.

Malgré ses pauvres finesses, la IIIe Internationale n'enregistre plus que des échecs. On l'a vue jouée par Raditch en Yougoslavie. On a vu aussi ce qu'avait pu faire Abd el Krim, sur lequel elle paraissait fonder de grands espoirs. Mustapha Kemal, son allié, vient de s'entendre avec l'Angleterre et l'Italie. En Chine, où le rouble a essayé d'intervenir, il semble bien qu'il n'est pas de force contre la livre et contre le yen.

Un récent épisode qui montre le gâchis auquel aboutit la tactique actuelle de la IIIe Internationale, c'est le coup d'Etat polonais. Tout comme les socialistes, les communistes polonais qui soutiennent la politique nouvelle de Moscou ont fait avec Pilsudsky le front unique « antifasciste ». Résultat : Pilsudsky au pouvoir s'est empressé de mettre à l'interdit le Parti communiste polonais !

Un long article de la « Feuille de Correspondance » est consacré à la grève anglaise. Elle reproche à la IIIe Internationale l'attitude adoptée vis-à-vis du Labour Party, attitude qui empêche le développement d'un véritable mouvement communiste en Angleterre. Ce n'est que dans la mesure où il combattra les réformistes que le Parti communiste anglais pourra gagner les masses. D'autre parts, les Bolchéviks ont présenté aux ouvriers russes la grève anglaise comme un mouvement révolutionnaire, comme un succès de leur politique. Alors, qu'ont dû penser ces ouvriers en apprenant que les grévistes, qui acceptaient l'argent de tout le monde, refusèrent seulement le leur, à eux, Russes ?

La gauche allemande n'est pourtant point pessimiste. Loin de là. Elle pense que si les chefs du communisme trahissent, si les partis officiels dévient vers la social-démocratie, les circonstances sont de plus en plus favorables à la révolution et que celle-ci se fera, en dépit des partis et des chefs. Elle compte sur les éléments résistants des diverses organisations nationales adhérentes à Moscou, sur les éléments nombreux que le dégoût de la nouvelle tactique a fait sortir de ces organisations, sur ceux que les conditions toujours plus dures de la lutte de classes leur adjoindront.

... sur la politique du Parti communiste allemand.

Bien entendu, c'est de la situation allemande que la « Feuille de Correspondance » s'occupe plus particulièrement. C'est sur les faits et gestes des dirigeants du Parti communiste allemand que la gauche daube le plus.

Elle les accuse, ces chefs, de n'être pour la plupart que des employés sans convictions, ne se souciant que de leur intérêt personnel. Ils vivent de l'argent de Moscou et changent d'opinions aussi souvent que Moscou l'exige :

« Un revenu mensuel de 700 à 1.000 marks est préférable aux 50 marks mensuels qu'on alloue aux chômeurs. Soyons donc des chiens. Vive Brandler ! A bas Brandler ! Vive Ruth Fischer ! A bas Ruth Fischer ! Vive Thælmann ! A bas Thælmann ! Voilà, payez-nous maintenant ! »

De la part de telles gens, on ne peut s'attendre à une lutte loyale. Pour triompher de l'opposition, des procédés odieux, indignes d'un communiste, sont employés. On dissout les organisations où la gauche domine, on les remanie et on les amalgame avec d'autres mieux pensantes, pour anéantir la résistance. On se sert de la violence contre des camarades et l'on fait même appel à la police pour les expulser d'un local qui leur appartient et leur ravir leur journal (la *Niedersæchsischen Arbeiterzeitung*, de Hanovre). On utilise des faux. On essaye aussi de la corruption.

Des individus tarés, des voleurs reconnus, sont investis d'une autorité dans le Parti parce qu'ils sont « dans la ligne », et des militants qui ont fait leurs preuves sont brisés parce qu'ils prétendent penser par eux-mêmes.

Mais ce ne sont point seulement des reproches de cet ordre que la gauche adresse aux dirigeants du Parti. Elle les attaque aussi sur le terrain de l'activité politique, notamment sur celui de l'action parlementaire. Elle cite avec ironie cette phrase d'un député communiste, Torgler, répondant à un adversaire : « En politique, il ne faut jamais dire : jamais ! » Elle montre le groupe des députés du Parti refusant de s'associer à un blâme que des représentants d'un parti bourgeois réclamaient contre le ministre de la police, Kültz, dans l'intention d'amener sa démission. Elle les montre réclamant une augmentation d'appointements pour *toutes* les catégories de fonctionnaires, proposition qui aboutissait à doter les généraux et Hindenburg d'un supplément de 10 %.

Le « front unique » contre les princes est l'objet de ses sarcasmes. Le Parti communiste allemand, à cette occasion, a fait bloc non seulement avec les socialistes (Thælmann épouse Noske) mais avec de simples bourgeois. Pour appuyer sa campagne, il a sorti tous les vieux clichés démocratiques que le communisme rejette. Les social-démocrates se réjouissent de cette évolution. Certains de leurs organes, la *Leipziger Volkszeitung*, entre autres, entrevoient déjà la possibilité d'une fusion : Pourquoi ce luxe de deux partis qui font la même politique ?

En attendant que cette fusion s'opère, le Parti communiste se désagrège. Tandis que les vrais communistes sont exclus ou s'en vont par dégoût, les éléments démocrates que le Parti avait recrutés retournent à la IIe Internationale. On cite des militants connus qui donnent l'exemple. Mais ce sont surtout les élections qui permettent de juger de l'ampleur de ce mouvement. Celles du Mecklembourg viennent d'avoir lieu. En 1924, elles avaient donné 13.000 voix aux communistes et 77.800 aux socialistes. En 1926, les communistes n'ont plus que 9.000 voix et les socialistes atteignent 82.000.

L'activité de la gauche.

La gauche allemande ne se borne pas à critiquer. Elle oppose au programme opportuniste de la IIIe Internationale et de ses sections un programme conforme à l'idéologie communiste d'avant la « Nep ».

Tout d'abord, et comme il a été dit plus haut, elle rejette complètement l'idée d'une stabilisation du capitalisme. Elle affirme que celui-ci est plus malade que jamais, que la situation devient de plus en plus favorable à la révolution.

Elle condamne le parlementarisme et l'Internationale d'Amsterdam. Elle met tous ses espoirs dans la dictature du prolétariat, qu'elle ne confond pas avec la dictature d'un parti ou d'une clique.

Elle compte réaliser un front unique ouvrier véritable sur le terrain des conseils d'entreprises. Elle veut utiliser la crise de chômage qui sévit actuellement en Allemagne pour une campagne de propagande et d'agitation parmi les sans-travail.

Elle vient de former avec deux autres organisations communistes dissidentes, déjà anciennes :

L' « Union Générale Ouvrière (*Algemeine Arbeiter Union*) ;

L' « Union de l'Industrie du Transport » (*Industrieverband für das Verkehrsgewerbe*),

une sorte de cartel qui prend le nom de « Ligue Spartacus » (*Spartakusbund*).

Enfin, elle fait appel aux éléments communistes existant dans les autres pays, pour qu'ils s'organisent, eux aussi, de façon à ce qu'une entente internationale puisse être créée. — GEORGES AIRELLE.

LETTRE DE GRÈCE

La situation économique et financière.

Située à l'extrémité méridionale de la péninsule balkanique, de tout temps, au point de vue géographique, la Grèce fut enviée par les puissances européennes qui ont des intérêts immédiats soit dans la Méditerranée, soit en Orient.

Essayons de donner d'abord un bref exposé des finances nationales.

La richesse naturelle de la Grèce est constituée en grande partie par les produits de la terre et en second lieu par les bestiaux. Les minéraux ne viennent qu'au troisième rang. Parmi les produits de la terre, viennent en premier, au point de vue de production, les céréales. L'exportation du tabac et celle du raisin sont aussi des facteurs considérables pour les finances nationales.

En fait de minéraux, la Grèce possède principalement du lignite, très peu de charbon, du fer, du plomb, de l'étain et du manganèse. Pour le travail des minéraux, il y a quinze usines avec un personnel d'environ dix mille ouvriers.

La fabrication du tabac occupe trente mille ouvriers. Les ouvriers des mines, bien qu'ils soient actuellement payés moins que les autres ouvriers, sont cependant sans aucune organisation véritable, et privés de l'esprit de classe.

Notre industrie se trouve dans un état primitif, quoique des mesures budgétaires aient été prises depuis longtemps en sa faveur. Les principales industries sont celles du ciment et des engrais. Le total des ouvriers industriels est de cent mille.

L'industrie grecque date de 1880; jusqu'à 1900, elle a vivoté, de 1900 à 1914 elle a commencé à se développer de manière sérieuse et depuis 1914 à 1920 elle a fait d'énormes progrès. Cependant nous ne pouvons pas dire que son avenir soit grand; les matières premières lui font défaut.

La Grèce est un pays montagneux. Les plaines (de Thessalie et de Macédoine) sont presque incultes faute d'installations hydrauliques et de travaux de desséchement. Sur le total de la population c'est la population rurale qui l'emporte; 80 % sont des petits cultivateurs employant des moyens tout à fait primitifs pour la culture de la terre.

De nos jours encore existe la propriété féodale (*tchiflikia*) en Thessalie, Macédoine et en Grèce continentale. Une organisation de cultivateurs y

manque et l'esprit des masses rurales est conservateur.

La Grèce a fait, grâce à sa situation géographique, beaucoup de progrès dans la marine. Sa flotte marchande est importante. En 1912 elle comptait 389 navires alors qu'en 1880 elle en avait à peine 80. Actuellement elle possède environ 1.300 bateaux.

Au point de vue des communications la Grèce est un pays retardataire. Le réseau des chemins de fer s'étend sur 2.415 kilomètres. Les routes carrossables sont peu nombreuses.

Par contre, les ressources financières sont très grandes. Le capital financier domine. A côté de la Banque Nationale il y a beaucoup d'autres banques dont les plus importantes sont la Banque d'Athènes et la Banque Ionienne.

En général, la classe ouvrière forme une très petite minorité. Le total des ouvriers organisés ne dépasse pas 150.000. Parmi eux, c'est à peine si dix à quinze mille ont conscience de la lutte des classes. Jusqu'en 1918 les corporations ouvrières étaient mixtes, c'est-à-dire liées avec celles des patrons. En 1918 fut fondée la Confédération Générale des ouvriers, et en même temps le parti socialiste ouvrier (communiste). Les fondateurs du parti étaient pour la plupart des éléments petits-bourgeois; mais le fait qu'il n'existait pas d'autre parti politique a secondé sans aucun doute le mouvement ouvrier en Grèce, car il a fourni l'occasion d'une importante propagande révolutionnaire. Malheureusement, des représentants peu intelligents arrivèrent de Moscou et des ordres idiots furent donnés. Aussi la Confédération Générale (1) fut-elle poussée continuellement à des agissements ultra-révolutionnaires. Ce qui en résulta est compréhensible. Défaites continuelles et dissipation du facteur révolutionnaire. Les ouvriers, aujourd'hui, *prennent la fuite* quand ils entendent parler du parti communiste.

A notre avis, le facteur révolutionnaire psychologique des années 1918-1921 fut, d'un côté, la conséquence de la guerre et, de l'autre, la répercussion d'une agitation ouvrière internationale.

Cependant en Grèce ces deux causes ont été mal interprétées et par conséquent il y a eu une mauvaise appréciation des conditions.

Mais, indépendamment des raisons données, la classe ouvrière ne pouvait pas, en vingt-quatre heures, devenir un agent révolutionnaire durable. Premièrement, les traditions révolutionnaires manquaient. Le mouvement ouvrier grec n'a pas d'histoire et cela est très important. Secondement, les ouvriers grecs ne sont pas à la lettre des prolétaires. Sur 150.000 ouvriers, dix mille peut-être sont absolument des prolétaires; tous les autres plus ou moins des petits-bourgeois. Ils ont, par exemple, une maisonnette, ou bien un petit terrain, ou chez eux, au village, un champ, un vignoble ou un jardin. Par conséquent, ils conservent encore des préjugés petits-bourgeois. D'ailleurs après le désastre de l'Asie Mineure et l'arrivée des réfugiés, la main-d'œuvre ouvrière a abondé. Les ouvriers réfugiés à cause de leur condition de vie exceptionnelle comme cultivateurs ou petits entrepreneurs en Asie Mineure, ont l'esprit très conservateur.

Parce qu'ils ont faim ils travaillent pour un morceau de pain, pour 10 à 15 drachmes par jour (la livre sterling vaut 400 drachmes). Dans les filatures et dans la confection des tapis, les ouvrières réfugiées travaillent (forcées même par l'Etat) pour 7 à 8 drachmes. Pour les masses des réfugiés, le communisme parait exécrable à cause des mots d'ordre de la Troisième Internationale. Malgré leur extrême dénûment les ouvriers réfugiés ne veulent point s'organiser. A cause de la guerre et de la défaite de l'Asie Mineure la Grèce traverse en ce moment un crise intérieure. Sa crise financière de 1921 à 1924 fut très grave. De plus, la baisse continuelle de la drachme empire la situation et augmente la cherté de la vie. Cependant la classe bourgeoise grecque a pu, en grande partie, surmonter cette crise au détriment de la classe ouvrière, grâce aux grandes fautes des communistes de gauche et à l'afflux de la main-d'œuvre réfugiée.

L'indice de vie est très élevé en considération de celui de 1914.

En 1914	100 »
1er semestre de 1922	542 03
2e semestre de 1922	1.014 03
En 1925	1.644 »
1er semestre de 1926	1.705 »

Le taux de l'intérêt est aussi élevé. Le taux officiel est de 12 %, le taux secret de 20 à 35 %.

Les billets de banque en circulation sont de 5.639.000.000 drachmes; le déficit de la balance commerciale est aussi très grand. Tandis que le commerce d'importation (1925) est de 2.112 millions 730.192 kilogrammes et d'une valeur de 9.834.049.036 drachmes, le commerce d'exportation est de 477.847.034 kilogrammes et d'une valeur de 4.320.065.520. Le déficit est donc de 5.500 millions.

L'histoire du mouvement ouvrier grec.

Le parti social-ouvrier depuis sa fondation (1918) jusque aujourd'hui, bien qu'il ait eu entre les mains la grande masse des ouvriers et qu'il ait dirigé la Confédération Générale, a empêché malheureusement par ses fautes répétées et par sa politique, le développement régulier du mouvement ouvrier.

Cela a été dû à plusieurs causes, dont les plus importantes sont les suivantes : 1° le manque d'expérience des dirigeants du parti communiste; 2° ses premiers chefs étaient des aventuriers; 3° Moscou encouragea les éléments de l'extrême gauche, le groupe d'Evang Papanastassiou. Dans ce groupe le sous-chef Arvanitaki fut dénoncé comme mouchard. De même les collaborateurs d'Ev. Papanastassiou, Spéras, Fanourakis, Sargologlous (l'ex-secrétaire du parti) sont aujourd'hui des mouchards officiels de l'Etat.

Le chef de l'extrême-gauche, Evang. Papanastassiou est actuellement l'ennemi mortel du communisme et le directeur d'une Banque !

Pourtant ces personnages faisaient de 1919 à 1924 la navette entre Moscou et la Grèce; ils étaient considérés comme les hommes de confiance de la Troisième Internationale et de la Confédération balkanique communiste. Démitroff et Kolarof les ont soutenus avec fanatisme devant le bureau de l'Internationale et les ont considérés comme de « sincères révolutionnaires ». Les représentants de l'Internationale avaient le même avis. Nous voudrions bien les revoir aujourd'hui pour leur demander ce qu'ils en disent...

Des restes de la fraction extrémiste de Papanastassiou existent encore dans le parti, c'est le groupe Pouliopoulos-Maximos. Ce groupe, chargé du fana-

(1) Se trouvait jusqu'en 1925 sous le patronage du Parti communiste.

tisme et des défauts de l'école de Bordiga, a réussi à se présenter à la Fédération balkanique et à la Troisième Internationale comme un groupe de purs communistes, tout indiqué pour assurer la direction du Parti communiste. En effet, l'Internationale a exercé son influence et fait pression sur l'assemblée extraordinaire du Parti de novembre 1924 pour remplacer le Comité Kordatos par le Comité Pouliopoulos.

C'est depuis cette époque que tout s'est effondré. Les « nouveaux chefs » en suçant le bonbon de la « bolchévisation » se sont lancés dans des entreprises folles; au lieu de renforcer de plus en plus l'influence du Parti sur la classe ouvrière, ils ont rendu au contraire le Parti *antipathique* à la masse ouvrière. Avec leurs mots d'ordre d'extrême gauche, ils ont fourni à l'Etat des prétextes pour se livrer à des poursuites générales. Mais le comble de l'extravagance fut le mot d'ordre de « l'autonomie de la Macédoine ». Sans qu'il y ait le moindre mouvement nationaliste en Macédoine grecque, car depuis longtemps la bourgeoisie hellénique avait chassé les populations slaves et avait peuplé la Macédoine grecque avec des réfugiés hellènes, le Parti communiste a pourtant créé cette question. Cette politique porta le coup définitif au Parti. Il fut dissous. Et il fut dissous non seulement parce qu'il fut battu par l'Etat, mais aussi parce qu'il a été désapprouvé par les ouvriers, parce que le communisme en Grèce apparut comme l'allié du chauvinisme bulgare.

Le camarade Kordatos s'opposa à ce mot d'ordre, mais la Fédération communiste balkanique et l'Internationale le qualifièrent de « disciple du social-démocrate Bauer ».

Malgré tout cela, l'Internationale a depuis adopté les arguments de Kordatos et nous lisons aujourd'hui dans le numéro 2 du *Bulletin* du Parti communiste en Grèce que « la politique du P. C. en Grèce sur la question des minorités a été presque aventurière ». Le *Bulletin* laisse entendre que cette appréciation est celle de l'Internationale. Malheureusement il est trop tard maintenant. Le Parti est dissous et la Confédération Générale est passée aux mains des réformistes.

Le communisme travaille partout pour l'extermination des réformistes; en Grèce un nombre restreint de faux communistes ont travaillé, encouragés par l'Internationale, pour créer les conditions de la fondation du parti ouvrier réformiste. Quant à la « bolchévisation », elle va à vau-l'eau. Elle a été oubliée car les corporations ouvrières sont entièrement entre les mains des réformistes. Il ne se fait aucun travail sérieux et si cela continue ainsi les réformistes l'emporteront définitivement.

Pour un observateur désintéressé, la politique du Parti communiste en ce qui concerne la *question nationale*, a été maladroite, puérile, anticommuniste. Il a été entraîné à s'allier avec les supernationalistes bulgares (les comitadjis), ayant oublié de parler jamais des îles du Dodécanèse qui appartiennent à l'Italie bien que les 90 % de leur population soient des Grecs, et de Chypre qui appartient à l'Angleterre bien que sa population soit pour 65 % hellène.

L'Internationale, malheureusement, a laissé la Fédération balkanique entraîner les partis communistes balkaniques à des agissements aventuriers et à leur dissolution définitive. En Bulgarie et en Serbie, on est en rage contre Kolarof et Demitrof, les principaux responsables.

En Grèce, Poliopoulos et Maximos sont actuellement plutôt à plaindre, car ils ont été désapprouvés par l'Internationale (*a posteriori*) et ont été condamnés par la classe ouvrière en raison des ruines qu'ils ont amassées.

Leur étoile s'est couchée bien tôt, mais c'est le communisme qui paie avec de grands sacrifices, leur œuvre destructive.

La conformation politique du pays.

Jusqu'en 1909, la Grèce avait deux grands partis basés surtout l'un sur la féodalité rurale et l'autre sur les masses des petits bourgeois. La grande bourgeoisie se tenait en politique à l'écart, soit qu'elle n'existât pas, soit qu'elle ne fût pas puissante. Mais depuis 1909, un parti de la grande bourgeois (le parti vénizéliste) est créé; il entraîne les petits bourgeois des villes et les villageois pauvres. La création du parti *vénézéliste* coïncide avec le développement de la marine marchande, de l'industrie et du capital financier. C'est la raison pour laquelle le parti vénizéliste s'est placé du côté de l'Entente. Un autre grand parti bourgeois c'est le *parti royaliste*. Il concentre les officiers monarchistes et les éléments rétrogrades (les grands propriétaires des tchiffliks (tchiffliks = latifondium), le clergé, les petits commerçants, etc.). Durant la guerre, il était très puissant car avec sa soi-disant neutralité (en réalité il était germanophile, mais à cause de la situation géographique de la Grèce, il feignait d'être partisan de la neutralité) il attira vers lui les masses populaires.

Après le désastre de l'Asie Mineure (1922), la classe bourgeoise confia le gouvernement du pays à la dictature militaire. L'Assemblée nationale de 1923 était en réalité un militarisme dissimulé. La dictature actuelle du général Pangalos n'est que la suite de la dictature de Plastira avec la seule différence que le général Pangalos s'appuie plutôt sur les éléments féodaux du pays (grands propriétaires, clergé et petits-bourgeois). Une forte partie des grands capitalistes le constatent, non parce qu'ils sont en désaccord avec lui en ce qui concerne les mesures de terrorisme qu'il prend contre la classe ouvrière, mais parce qu'ils veulent remettre la dictature en des mains plus expertes, craignant pour l'avenir un soulèvement populaire d'une nature sociale à cause des lourds impôts. Actuellement le paysan est surchargé cent cinquante fois plus qu'avant guerre.

Le fait est que Pangalos ne possède ni parti, ni cadres politiques experts. Il a entraîné avec lui toutes les nullités électorales. Aussi les usurpations de biens publics sont-elles des plus extraordinaires. S'il n'est pas renversé de force, il est tout naturel qu'il crée un parti. D'ailleurs le parti royaliste autant que le parti vénizéliste ont fait faillite et sont devenus antipathiques aux yeux du monde. Le peuple cherche de « nouveaux hommes ». C'est cette psychologie du peuple que Pangalos exploite.

Le parti de l'union démocratique d'Alex Papanastassis a aussi fait faillite. Quand il était au pouvoir il copiait Herriot et n'aboutit à rien. L'étroitesse d'esprit proverbiale du chef a rendu complètement mort le parti de l'union démocratique.

Le seul parti qui agissait jusque hier c'était le Parti communiste, mais maintenant il est dissous. Selon toutes probabilités, la dictature de Pangalos demeurera au pouvoir. L'Italie fasciste soutient ouvertement Pangalos. Des organisateurs fascistes

sont arrivées à Athènes et organisent les légions fascistes grecques; des anciens officiers tzaristes sont à leur tête. L'Angleterre, de même, se réjouit de la consolidation de Pangalos. L'ambassade d'Angleterre à Athènes est un des centres principaux du front international anticommuniste. La police secrète hellène reçoit directement des ordres de l'ambassade d'Angleterre. Les offenses grossières qui ont été faites à plusieurs reprises à l'ambassade des Soviets à Athènes sont évidemment dues aux ordres de l'ambassadeur d'Angleterre.

Athènes est un poste d'observation exceptionnel sur la Méditerranée. Les seules puissances européennes qui soient dans une situation embarrassée à cause du maintien au pouvoir de Pangalos, ce sont la France et la Russie. Le poste d'observation d'Athènes est entièrement acquis, pour le moment, à la politique anglaise et italienne. Il y a, de plus, à Athènes des policiers secrets bulgares. Ce sont des agents de la police anglaise. Par conséquent, il n'est pas étonnant que l'ambassadeur des Soviets Oustinoff soit continuellement humilié et que les îles de Grèce regorgent d'ouvriers grecs — auxquels il est défendu d'envoyer des secours et qui sont forcés de vivre comme des criminels ordinaires — frappés de la peine des travaux forcés.

La terreur blanche en Grèce n'est pas inférieure à celle de la Bulgarie; il n'y a que l'*Humanité* pour l'ignorer.

Il suffit de noter que le budget du ministère de l'Instruction publique a été réduit de moitié (des écoles ont été fermées et des instituteurs ont été destitués) tandis que dans les ministères de la Guerre le budget a été triplé, et que l'édition des livres littéraires et scientifiques qui ne sont pas écrits dans un style patriotique a été interdite. Un des plus grands hommes de lettres grecs, l'écrivain et poète G. Varnalis, le Barbusse de la Grèce, a été persécuté implacablement. Les traités historiques de Kordatos ont été saisis et l'on parle de brûler les livres de cette sorte publiquement, solennellement comme au temps de l'Inquisition. La Grèce est actuellement pour les Grecs un facteur réactionnaire et pour les Balkans et la Méditerranée l'agent d'exécution de l'Angleterre. — ALKIDAMAS.

LETTRE DES ÉTATS-UNIS

D'une lettre adressée à l'un de nos camarades par un militant des Etats-Unis, nous extrayons ces renseignements sur les positions nouvelles du mouvement la-bas :

Les Trade-Unions de ce pays sont dans un grand engourdissement. De 1919 jusqu'à 1923 les employeurs se livrèrent à une attaque systématique contre les Unions, pratiquement dans chaque industrie. Les Unions furent lourdement battues.

L'aile gauche organisée dans la *Trade-Union Educational League* et autour d'elle proposa qu'à cette attaque il fût répondu : par la transformation des Unions de métiers en Unions d'industries, par une campagne d'organisation des inorganisés et le déclenchement d'une offensive contre les employeurs.

Mais la bureaucratie trade-unioniste ne voulut rien entendre d'un programme aussi révolutionnaire — bien que la majorité du mouvement ouvrier l'approuvât — et, à sa place, elle proposa une campagne en faveur d'une collaboration de classes intensifiée, accompagnée d'un sévère tactique d'expulsion à l'égard des éléments appartenant à l'aile gauche.

En conséquence, dans beaucoup d'Unions, la T. U. E. L. ne put plus s'organiser et agir ouvertement et elle se trouva réduite à des proportions squelettiques.

Les formes de cette collaboration de classes se manifestent maintenant sous une forme si aiguë qu'elles sont sans doute bien connues de vous. Parmi elles se trouvent le « Company Unionism » et le « B. et O. Plan ».

Les « Company Unions » sont des sortes de Comités d'usines jaunes, organisés et contrôlés directement par les employeurs.

Les Unions du « B. et O. Plan » concluent des accords avec les employeurs pour accroître le rendement des ouvriers, espérant par là obtenir quelques miettes des profits supplémentaires procurés aux employeurs par leur production accrue. L'unionisme du B. et O. Plan est étroitement lié au « Company Unionism » et tend à se fondre avec lui.

Une autre phase de ce mouvement de collaboration de classes réside dans le « Trade-Union Capitalism ». Celui-ci se manifeste par la création de banques ouvrières, de Compagnies trade-unionistes d'assurances sur la vie, d'Associations ouvrières de placement de capitaux, etc. Tous ces développements ont les effets les plus néfastes sur le mouvement ouvrier puisqu'ils tendent à le dépouiller de tout caractère de classe et à placer les Unions entièrement sous la coupe des employeurs.

Le seul mouvement qui ait engagé la lutte contre ces nouvelles et redoutables formes de collaboration de classes est l'aile gauche, organisée dans et autour du « Workers (Communist) Party » et la T. U. E. L. En fait, cette aile gauche est absolument le seul élément de tout le mouvement ouvrier qui ait un programme constructif pour les tâches primordiales telles que l'organisation des inorganisés, la transformation des Unions de métiers en Unions d'industries, la formation d'un Labour Party, etc.

Il n'y a aucune autre opposition organisée quelconque menant la lutte contre la bureaucratie dominante. Le parti socialiste, qui dans un temps, dirigea l'opposition, se trouve maintenant dans un état de complète banqueroute et d'absolue dégénérescence. Il ne groupe qu'une poignée d'hommes et sa politique est purement opportuniste. Ceux des leaders trade-unionistes qui furent jadis socialistes ne se distinguent plus pratiquement de ceux qui appartinrent toujours à la bureaucratie du vieux Gompers. Nulle part dans le monde, excepté en Russie soviétique, le parti socialiste ne s'est effondré aussi complètement qu'aux Etats-Unis.

Les I. W. W. ont, pratiquement, eux aussi, fait banqueroute. Ils ont depuis longtemps cessé d'être un facteur du mouvement ouvrier américain. Durant les dernières années, ils ont souffert d'une scission qui les a grandement affaiblis. Leur effectif décline rapidement. Leurs leaders sont inconnus de la classe ouvrière et leur idéologie s'éloigne de toute base révolutionnaire. Il est difficile de croire que les I. W. W. actuels sont la continuation d'une organisation révolutionnaire qui, jadis, porta ce nom.

Ainsi, tout le poids de l'opposition aux réactionnaires du mouvement ouvrier reste sur les épaules du Workers (Communist) Party et de la T. U. E. L. — X.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DES CHEMINOTS

Le IXe Congrès fédéral des Cheminots se termina sans que soient discutées, malgré une séance supplémentaire de nuit, les questions de l'unité et de l'orientation syndicales.

La revision des statuts (réorganisation fédérale) absorba presque tout notre temps.

Le Bureau fédéral avait fort judicieusement placé la question de la réorganisation fédérale après celle de l'orientation.

Mais le projet de revision des statuts comportait l'adoption de la rééligibilité des fonctionnaires, qui soulevait bien des passions. Certains camarades craignant que la discussion sur les statuts, inscrite la treizième à l'ordre du jour, ne soit pas suffisamment étendue, demandèrent que le projet fédéral, dit projet Midol, vint en discussion dès le second jour. Cela fut ratifié par le Congrès.

Ce fut, à mon avis, une faute, car la longue discussion sur la réorganisation fédérale étouffa le débat sur l'orientation. Et comme elle amenait forcément à des considérations sur l'orientation, les défenseurs du point de vue fédéral s'empressèrent de dire, avec un semblant de raison, que l'on n'osait attaquer le problème de face.

Les dangers du projet Midol.

Que contient ce projet de réorganisation ?

Il s'inspire entièrement des directives confédérales sur la réorganisation syndicale du territoire.

Il tend à placer le plus d'autorité possible entre les mains du plus petit nombre possible de dirigeants, ces dirigeants étant rééligibles constamment et pouvant de plus cumuler leurs fonctions avec des fonctions politiques et des fonctions électives, parlementaires ou autres.

Il tend à empêcher toute opposition de se faire jour et surtout de se développer. Midol le précisait au Congrès du réseau Etat, à Caen, lorsqu'il disait : « Dans le projet, les Unions de réseau sont destinées simplement à faire, à l'intérieur du réseau, *la propagande fédérale;* à donner, à l'intérieur du réseau, *les directives fédérales.* »

Ainsi, une opposition telle que celle qui existe actuellement au réseau Etat ne pourrait plus exister, car elle n'entre pas dans la propagande *fédérale*, et ne cadre pas avec les directives *fédérales.* De plus, avec les statuts actuels, nos camarades de l'Etat peuvent essayer de propager leur point de vue dans les autres réseaux, et de minorité devenir majorité. Avec les nouveaux statuts, l'Union de réseau ne pourra agir que dans l'intérieur du réseau. De telle façon que si une opposition réussit par miracle à se développer dans un réseau, elle ne pourra prétendre s'étendre au delà.

Le gros défaut des critiques apportées à ce projet fut de n'avoir porté que sur des détails.

Les uns visaient surtout soit la rééligibilité, soit le cumul des fonctions; d'autres, apportant au débat un esprit particulariste, blâmaient surtout la disparition ou l'amoindrissement de leur propre Union de réseau. Aucun n'attaqua le vice même du projet. Car ce vice découlait de la nouvelle orientation syndicale donnée à la Fédération et à la C. G. T. U., et cette orientation n'était pas encore discutée — et ne devait pas l'être.

Rééligibilité. Tout a été dit sur ce sujet, et ce qui frappe le plus dans la discussion c'est de voir que les plus ardents défenseurs sont ceux qui doivent en profiter, et qui en étaient les adversaires les plus déterminés quand d'autres occupaient leurs postes.

Un argument nouveau nous a cependant été apporté. Celui-ci : « Vous ne vous êtes donc pas aperçus que lorsque nous combattions la rééligibilité, c'était une question d'opportunité, et qu'il s'agissait seulement de mettre dehors les fonctionnaires réformistes ? »

Au risque de passer pour des imbéciles, nous avouons que nous avions marché « en plein », que les arguments qu'on nous donnait alors nous avaient tellement convaincus que nous les croyions toujours valables.

Quant à la question du cumul, Midol qui en parla fut charmant d'humour. Il déclara que, mis personnellement devant la possibilité de cumuler des fonctions syndicales et des fonctions électives, il trouva qu'il était *absolument* impossible de remplir l'une sans négliger l'autre, et il rappela qu'il fut obligé de se démettre de ses fonctions électives pour se consacrer à ses fonctions syndicales. Là-dessus, il déclara tranquillement qu'il était partisan du cumul.

Midol admit lui-même que son projet n'était pas au point. Mais aux critiqueurs on répondit :« Comment ! Vous ne trouvez pas ce projet à votre goût! Mais qu'apportez-vous à la place ? Rien. Alors comme il y a urgence de mettre notre organisation en concordance avec celle de la C. G. T. U., vous n'avez qu'à voter le projet que nous vous présentons, quitte à y apporter quelques modifications de détail, puisque personne ne l'a critiqué dans son principe.

Or, ce projet, Midol avait déclaré d'autre part l'avoir préparé et mûri depuis de longues années, et l'avoir conservé dans son tiroir depuis à peu près deux ans.

Ainsi, le promoteur y avait travaillé plusieurs années sans pouvoir le mettre au point, et il aurait fallu mettre des contre-projets sur pied en moins de deux mois. Ainsi, pendant deux ans, on aurait hésité à le produire, et son application devenait immédiatement de toute urgence ! Contradictions.

L'étouffement du débat sur l'orientation.

Ce qui aurait dû constituer le gros débat du Congrès, l'orientation syndicale, ne vint que le dernier jour, entre quinze et seize heures, au moment où nombre de délégués s'inquiétaient déjà du départ de leur train.

La question fut posée très nettement : la C. G. T. U. doit-elle demeurer exclusivement une organisation de classe ou devenir une organisation de parti, avec une direction unique ?

Quoique deux orateurs fussent encore inscrits, Monmousseau se précipita à la tribune et proclama tout d'abord le droit des syndicalistes d'appartenir au parti politique de leur choix. C'était proprement enfoncer une porte ouverte : cela n'avait pas été contesté. Mais sur le fond même du débat, ré-

ponses évasives et beaucoup moins catégoriques que ses articles dans la *Vie Ouvrière*.

Peut-être était-il gêné par une attitude qui n'est pas très lointaine lorsqu'à la même tribune il défendait le point de vue opposé, c'est-à-dire l'autonomie totale du syndicalisme à l'égard des partis politiques.

L'arrivée des délégués russes fit que le débat tourna court, et la question de l'orientation fut ainsi enterrée, à la grande satisfaction de ceux qui craignaient une plus ample discussion.

Mais le débat n'est pas clos. Nous reviendrons sur cette question, vitale pour le syndicalisme, avec toute la ténacité, toute l'énergie dont nous sommes capables. En attendant que nous puissions faire nos réunions de fraction...

Car nous estimons que rien n'est tranché encore et que la discussion reviendra devant Congrès fédéraux et confédéraux, et que d'ici là la masse des syndiqués saura où l'on veut la mener, à son insu.

Il ne s'agit de rien moins que de donner à la C. G. T. U. et au P. C. une direction unique par le processus suivant :

Homogénéité de directions.
Unité de direction.
Direction unique.

Or nous sommes au deuxième stade, et déjà tellement « interpénétrés » que les dirigeants de la C. G. T. U. font partie de l'organisme directeur du Parti. C'est leur droit ? Oui, si cela ne comportait pas de très graves inconvénients pour la C. G. T. U. On y ajoute, du reste, le cumul des fonctions, et nos camarades secrétaires de la C. G. T. U., membres du bureau politique du Parti, ou de son Comité Central, pourront être demain députés de ce même parti.

Manque d'éducation syndicale.

A qui la faute ?

On parle toujours de syndicalisme de masses. Et toujours on fait du syndicalisme de militants. J'ai causé avec de nombreux délégués de moyens syndicats (50 à 200 membres). A peu près tous m'ont avoué qu'ils étaient là sans mandat ferme, que les questions à l'ordre du jour n'avaient pas fait dans leur Syndicat l'objet de discussions approfondies, ou même n'avaient pas été discutées du tout, les assemblées générales étant occupées par des questions locales ou des questions de personnes.

Or, l'opinion de ces délégués varie suivant les fluctuations de la discussion, et souvent celui qui a le plus de « gueule » ou qui est le plus éloquent, ou qui parle le dernier leur paraît avoir raison, et ils votent dans le même sens que lui. J'aurais de nombreuses anecdotes à citer pour appuyer cette observation.

J'ai vu à mes côtés des délégués applaudir tour à tour des orateurs défendant des causes contraires, et voter pour le dernier, naturellement. J'ai vu des délégués applaudir de confiance un orateur qu'ils connaissaient, sans avoir entendu ce qu'il avait dit.

J'ai entendu notre camarade Amosoff, secrétaire de la Fédération panrusse des Cheminots, terminer son discours. Avant que la traduction n'en soit faite, un tonnerre d'applaudissements couvrit sa péroraison que personne n'avait comprise, puisqu'il parlait en russe.

Simple marque de sympathie ? Non. Servilité devant ceux qui sont chargés de penser — et quelquefois d'agir — pour tous. Mentalité peu révolutionnaire qui donne à certains hommes un pouvoir dont ils peuvent se servir noblement, mais dont ils peuvent aussi mésuser. Mentalité de paresse qui maintient un Jouhaux à la tête d'une C. G. T. où il a peu de sympathies, et qui pousse à ramener à la C. G. T. U. la rééligibilité, si vilipendée il y a bien peu de temps.

On parle toujours de l'éducation syndicale de la masse. Mais qui fera l'éducation syndicale des militants ?

***

Ma conclusion sur ce Congrès ?

C'est qu'il n'est que temps de se mettre à l'ouvrage pour l'unité, ou bien elle deviendra définitivement irréalisable.

Camarades de la gauche cégétiste, à l'ouvrage aussi !

P. Berlot (Châlons-sur-Marne).

FAIT D'ARMES COMMUNISTE

La manifestation du Comité d'action au Pré-Saint-Gervais (11 juillet) nous a apporté deux nouveautés. Il y avait au Pré une « tribune du front unique et de l'unité ». Il y avait aussi un service d'ordre, en colonnes par quatre, uniforme kaki, béret basque, et galon sur les manches Vaillant-Couturier en portait un « grand comme ça ». Armement semi-pacifique : des cannes.

Une troisième nouveauté n'était pas annoncée au programme : vendeuses et vendeurs de la *Révolution Prolétarienne* criaient à qui mieux mieux le titre de notre revue, d'abord dans le cortège, puis sur la butte.

Syndiqués unitaires, donc participants au Comité d'action, les vendeuses et les vendeurs de la *R. P.* avaient répondu, par leur présence, à l'appel de leurs organisations syndicales, qui, par ailleurs, avaient convié aussi les inorganisés, et, tout comme les vendeurs de l'*Avant-Garde*, de l'*Ouvrière*, du *Militant rouge*, de l'*Anarchie*, nous profitions de l'occasion pour diffuser notre organe.

Les « commissaires », galonnés en avant, ne l'entendirent point d'une même oreille. Le cortège n'était pas arrivé au pied de la butte que déjà deux de nos camarades se voyaient mettre la main au collet !

— Votre mandat ?...

— Je n'en ai pas plus que les vendeurs de l'*Avant-Garde* ou de l'*Anarchie*. Le mandat n'est exigé que des vendeurs d'églantines et des quêteurs...

— M'en fous ! J'ai des ordres... Faut quitter le cortège...

Tout de même, nos zélés commissaires se firent remiser par des amis accourus au bruit de la dispute, et la *R. P.* continua d'être vendue, non sans qu'un commissaire, encore plus zélé, se soit placé aux côtés d'une de nos camarades, pour crier, toutes les deux minutes :

— N'achetez pas ! C'est le journal de Monatte. C'est un organe contre-révolutionnaire !...

Mais le service d'ordre voulait sa revanche. Au moment où les discours finissaient, alors que la foule descendait la butte, un « commissaire » se précipita sur une de nos vendeuses et lui arracha un exemplaire de la *R. P.* Un copain de bondir pour le lui reprendre, et, *sur un coup de sifflet*, voilà tout un détachement de « kakis », la canne levée, qui entoure le petit groupe, peu disposé à se laisser faire.

La bagarre fut évitée grâce à l'attitude énergique de nos amis et à la sagesse tardive de quelques dirigeants.

Tout en haut, la tribune du front unique et de l'unité paraissait contempler la scène...

Sous la houlette du Parti, la C. G. T. U. est tombée si bas dans le syndicalisme de secte, qu'au cours d'une manifestation dont l'organisation syndicale partage la responsabilité, des syndiqués ne peuvent, sans être inquiétés par des fanatiques, propager l'organe où ils expriment un point de vue différent de celui du Parti communiste.

AVANT LA « DIRECTION UNIQUE »

Ce qu'ils disaient... ... à Saint-Etienne

— Oui, nous avons changé, déclarent nos leaders confédéraux unitaires. Seuls les imbéciles ne changent jamais.

— Possible, a répondu notre camarade Berlot de la tribune du Congrès fédéral des Cheminots. Mais vous changez souvent. Sans doute est-ce parce que vous êtes très malins. Eh ! vous êtes trop malins pour nous...

Il faut d'ailleurs observer que les réalisateurs de la « direction unique du mouvement ouvrier » montrent une certain discrétion vis-à-vis des syndiqués. Ils ne nous ont pas encore donné l'ensemble des raisons de leur passage du syndicalisme-communisme de Saint-Etienne et de Bourges, au communisme de parti d'aujourd'hui. La tâche est, bien sûr, difficile, encore, qu'en général, on ne se montre plus guère exigeant.

Tout de même, ne prenons pour l'instant que Saint-Etienne, ils étaient bien nets, bien catégoriques, les Monmousseau, les Semard, les Dudilieux, à l'époque ! Aussi nets, aussi catégoriques qu'aujourd'hui dans leurs affirmations opposées.

Monmousseau déclarait :

« Nous demandons à Moscou de nous laisser libres de toute attache avec le Parti communiste français... »

(*Congrès de Saint-Etienne, compte rendu sténographique, p.* 196.)

Indigné qu'on pût le suspecter, Semard demandait hautement :

« Est-ce que nous voulons, nous, lier le syndicalisme à un parti quelconque ? »

(*Congrès de Saint-Etienne, compte rendu sténographique, p.* 147.)

Et Semard « déplorait » :

« Il y a une liaison avec le Parti communiste ? Je le déplore, je suis contre, je reste contre, nationalement et internationalement. »

(*Congrès de Saint-Etienne, compte rendu sténographique, p.* 155.)

Monmousseau prenait, de son côté, un engagement solennel :

« Partisans de l'autonomie de l'Internationale syndicale vis-à-vis de la IIIe Internationale communiste, nous défendrons cette opinion et nous ferons tout pour la faire triompher au sein des Congrès internationaux. »

(*Congrès de Saint-Etienne, compte rendu sténographique, p.* 30.)

Auparavant, Monmousseau avait préservé sa conception de toute interprétation erronée :

« Nous enregistrons simplement que si le syndicalisme se suffit à lui-même, il ne suffit pas à tout, et il est normal, en conséquence, que les rapports qu'il doit avoir avec les groupements révolutionnaires, qui lui sont extérieurs, soient nettement définis, sans qu'aucune équivoque ne subsiste et sans qu'à aucun moment l'autonomie du mouvement syndical puisse être mise en jeu.

Il est donc bien entendu que cette mise au point ne pourra, en aucune façon, être interprétée comme un glissement du syndicalisme vers le guesdisme. »

(*Congrès de Saint-Etienne, compte rendu sténographique, p.* 29.)

« D'un même élan », déclarait-il ensuite nous repoussons les « prétentions » anarchistes et communistes :

« Le Congrès (communiste) de Marseille s'est déroulé dans des conditions analogues au Congrès anarchiste de Lyon. Ce n'était plus l'âme anarchiste qu'il fallait mettre dans les rangs du syndicalisme, c'était l'âme communiste, du Parti communiste. Nous nous sommes dressés, d'un même élan, contre ces prétentions... »

(*Congrès de Saint-Etienne, compte rendu sténographique, p.* 190.)

Enfin, Dudilieux s'était ému et protestait en ces termes :

« Plus que quiconque, je déplore que ce Congrès ait permis, contrairement à la tradition du syndicalisme, que des communistes, des anarchistes, interviennent dans les débats non pas seulement comme syndiqués, délégués par des organisations ouvrières qui les ont mandatés, mais en introduisant l'esprit de leur parti ou de leur secte philosophique dans ces assises du prolétariat organisé sur le terrain économique. »

(*Congrès de Saint-Etienne, compte rendu sténographique, p.* 353.)

Le changement, on le voit, est radical. Les affirmations de Saint-Etienne — sur la foi desquelles les Syndicats s'étaient prononcés, et en lesquelles nous avions cru — ne sont plus aujourd'hui que de la « roupie de singe ». En quatre ans, nos hommes ont « franchi l'abîme », au prix de maintes et maintes variations de détail, la vérité du jour étant désormais l'erreur du lendemain.

Quand on s'avise de jeter un coup d'œil en arrière, pas très loin en arrière, oui, mon vieux Berlot, on ne peut que constater : « Ils sont trop malins pour nous ! » — M. CHAMBELLAND.

PROTESTATIONS CONTRE UN ABUS DE CONFIANCE

Une déclaration des militants de l'Enseignement de la Seine

Les signataires de la déclaration ci-dessous avaient l'intention de présenter à l'assemblée générale de leur Syndicat. La longueur des débats ne le leur a pas permis, et ils se bornent à la soumettre aux camarades de leur Fédération en indiquant que « la question posée est grave et mérite une étude sérieuse dans tous les syndicats ».

Les membres soussignés du Syndicat de l'Enseignement laïque de la région parisienne, après avoir pris connaissance de l'ordre du jour du Syndicat du Finistère et de la protestation des camarades Cornec au sujet de la « *direction unique* » du Parti communiste et de la C. G. T. U. ainsi que de la réponse du Bureau fédéral sur le même sujet, rappellent que le syndicat, groupement primordial des travailleurs, ne parviendra à agglomérer la masse du prolétariat qu'à la condition qu'aucune tendance du mouvement ouvrier ne se sente sous la domination d'une autre tendance;

Déclarent, en réponse au Bureau fédéral, que, s'il ne saurait être contesté à un militant communiste le droit de gagner par son dévouement et son travail la confiance de ses camarades du syndicat, il ne saurait être admis qu'en cours de mandat des militants,

placés à la tête de la C. G. T. U. sur des engagements précis, détournent une part de leur activité de l'action syndicale pour la consacrer à une action politique que les Congrès n'ont point décidée;

S'élèvent contre l'affirmation du Bureau fédéral selon laquelle « *les dirigeants de la C. G. T. U. ne sont comptables devant leurs mandants que de leur activité corporative* »;

Un secrétaire de la C. G. T. U., du fait qu'il est investi de la confiance d'un Congrès, et pour la durée de son mandat, *ne s'appartient* plus dans son action publique. Il est pour un temps la C. G. T. U. et il ne doit engager politiquement celle-ci que dans les limites mêmes où s'est engagé le Congrès souverain. Or, celui-ci, à Bourges, n'a pas décidé de se placer sous la même direction que le P. C.;

Rappellent également que si, EN THÉORIE, « *les mots d'ordre de ce Parti* (le P. C.) *ne deviennent des mots d'ordre syndicaux qu'après une discussion loyale où sont confrontées les diverses conceptions, après un vote honnête qui a déterminé une majorité* », il n'en est pas toujours ainsi DANS LA PRATIQUE et que le syndicalisme de secte qui s'affirme aujourd'hui a déjà conduit les représentants de la C. G. T. U. à entériner purement et simplement des mots d'ordre malencontreux du P. C. *non acceptés* au préalable par les syndicats et qui ont porté le plus grand tort au mouvement ouvrier;

En conséquence,

Approuvent la protestation des camarades du Finistère et font leur le même ordre du jour.

MARTHE BIGOT, BLUTTE, HAGNAUER, PUSSET, QUÉLAVOINE, NOÉLIE DROUS, FULCONIS, etc.

⁂

Un ordre du jour du Syndicat de l'Enseignement de l'Indre

D'autre part, voici l'ordre du jour adopté par l'assemblée du Syndicat de l'Enseignement de l'Indre, réunie le 22 juillet :

L'A. G. du Syndicat des membres de l'Enseignement laïque de l'Indre,

Considérant que les Syndicats doivent pouvoir grouper, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat et du salariat;

Qu'ils sont capables de trouver en eux-mêmes des directives d'action, sans aucune aide extérieure;

Qu'ils sont les groupements les plus aptes à résister aujourd'hui à l'oppression capitaliste, à en triompher demain et à édifier un régime nouveau sur des bases communistes;

Qu'ils doivent éduquer leurs membres en vue d'en faire non des suiveurs dociles, sans aucune initiative, mais des êtres fiers et libres, pouvant penser et agir par eux-mêmes;

Dénonce comme dangereuse pour l'avenir de la C. G. T. U. et de tout le mouvement syndicaliste français :

1° L'introduction dans les statuts des Unions régionales de la formule « Instauration de la dictature du prolétariat » empruntée au Parti communiste;

2° La liaison permanente de la C. G. T. U. avec le Parti communiste sous la formule du Comité d'action contre la guerre;

3° La réalisation à la tête de la direction unique de la C. G. T. U. et du Parti communiste;

4° La centralisation excessive que comporte la réorganisation récente de la C. G. T. U.

Elle craint que ces manifestations trop certaines de syndicalisme de secte soient un obstacle sérieux à la reconstitution de l'unité et affirme sa volonté de lutter pour l'indépendance absolue du mouvement syndical vis-à-vis des partis politiques, quels qu'ils soient.

LA LIGUE SYNDICALISTE

Règlement intérieur.

La Ligue syndicaliste est administrée par une Commission formée à raison de deux camarades habitant la région parisienne par minorité, groupe ou corporation pour chacune des deux C. G. T.

Les minorités qui pourront se former au sein des organisations autonomes seront représentées par un camarade dans cette Commission.

La Commission désigne le secrétaire, deux secrétaires adjoints et le trésorier de la Ligue, qui rendent compte de leur travail à chaque réunion. La Commission se réunit en séance plénière tous les quinze jours.

Ses membres forment deux groupes, celui de la C. G. T. Lafayette et celui de la C. G. T. U. qui se réunissent aussi souvent qu'il le faut pour l'examen des questions particulières à chacune des C. G. T.

Les membres de la Ligue syndicaliste pour Paris et la région parisienne se réuniront une fois par mois pour entendre une conférence sur un sujet d'actualité, précédée d'un exposé sur le travail de la Ligue. C'est au sein de leurs minorités ou groupes qu'ils discuteront des tâches de la Ligue et participeront à son activité par l'intermédiaire de leurs représentants à la Commission.

Tout membre de la Ligue a le devoir de créer dans sa localité ou dans sa corporation, un groupe d'études ou une minorité.

Une conférence annuelle réunira les groupes ou minorités de la région parisienne avec ceux de la province.

Dès que la situation financière le lui permettra, la Ligue éditera une série de brochures sur les problèmes du mouvement syndical.

(*Adopté à la réunion du 24 juin.*)

Permanence et propagande.

Le lundi et le mercredi, de 17 h. 30 à 19 heures; le samedi, de 14 h. 30 à 19 heures, une permanence de la Ligue syndicaliste est assurée au 96, quai Jemmapes (1er étage).

Les cartes et les timbres de la Ligue y sont tenus à la disposition des camarades, ainsi que des exemplaires tirés sur feuille volante, de notre charte.

Les camarades de province désireux de propager notre point de vue et de constituer un cercle d'études syndicales dans leur localité sont priés de se mettre en rapport avec le camarade Chambelland, 96, quai Jemmapes, Paris-10e.

Noter que la Commission de la Ligue se réunira les jeudi 19 août et 2 septembre.

Notre courrier.

D'un camarade de Saint-Etienne :

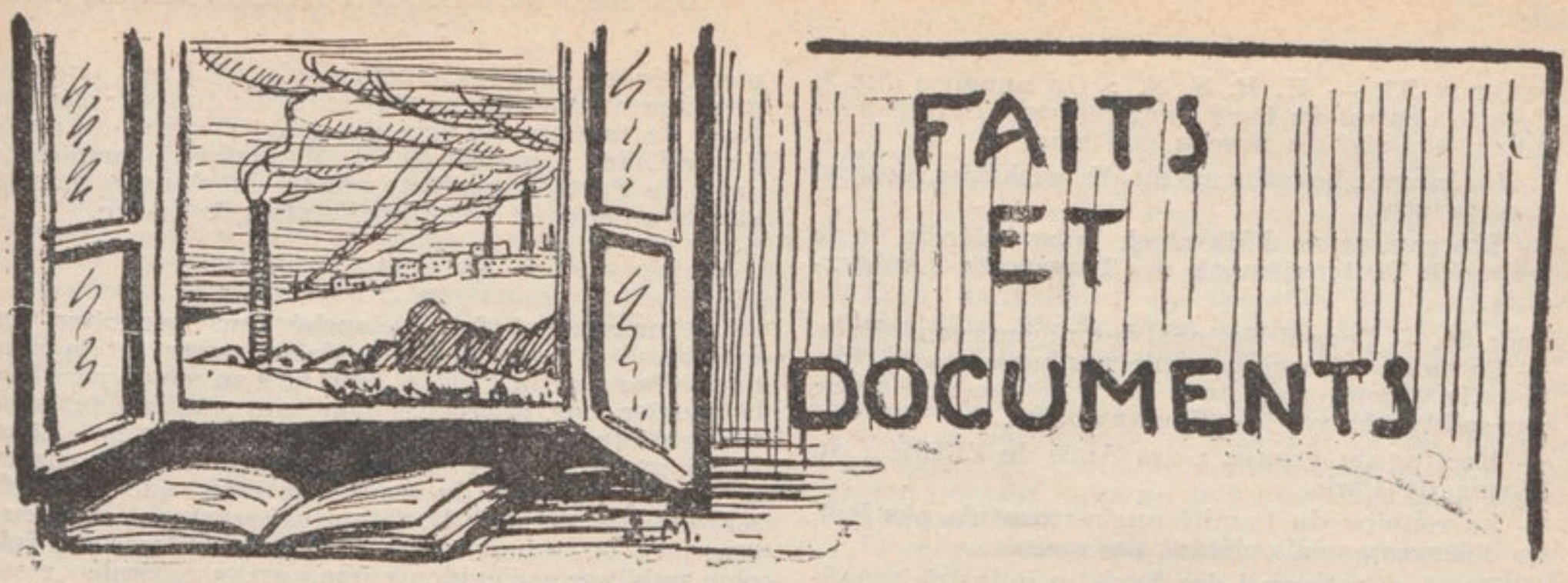
J'ai reçu vos cinq carnets et les cinq cents timbres avec les tracts.

Une vingtaine de cartes sont placées, la presque totalité dans l'enseignement. Certains même ne sont pas du tout militants, mais ils ont pris la carte pour soutenir notre mouvement. Chez les métallurgistes, mineurs..., c'est plus lent. Et puis, 17 francs, c'est un peu élevé et beaucoup hésitent. B... est d'avis de supprimer les timbres. Le recrutement serait beaucoup plus facile. Mais plaçons toujours des cartes.

Je vous envoie 80 francs de l'argent que j'ai reçu. Des camarades en ont à me donner. D'ici quelque temps, nous constituerons un noyau, nous désignerons un trésorier. Quand j'aurai une somme assez forte, je vous l'expédierai.

Pour le moment nous recherchons des sympathisants dans les deux C. G. T. Il est nécessaire d'avoir un petit noyau dans les deux U. D. avant d'organiser le groupement local. Quant aux causeries syndicalistes, elles seront faciles à organiser. Il y a de vieux militants très au courant des questions syndicales. Et puis nous en trouverons à Lyon.

Pour le moment je recueille les adhésions... et l'argent, et, dès que le noyau sera assez important, nous constituerons un groupe.



LES FAITS DU MOIS

JEUDI 1er JUILLET. — A la Grange-aux-Belles, Congrès National de la Fédération Unitaire des Cheminots. — Le Congrès de la Fédération Unitaire des Etablissements militaires décide la fusion avec la Fédération de la Marine-Etat.

VENDREDI 2. — La Chambre prononce l'invalidation de Rothschild.

SAMEDI 3. — A Paris Conseil National de la Fédération Unitaire du Textile.

LUNDI 5. — Publication du « rapport des experts. »

— Arrestation, pour détournements, du président du Tribunal de Commerce de Toulon.

MARDI 6. — Lock-out des usines Hispano-Suiza.

— Débat financier à la Chambre autour du rapport des experts repris par Caillaux.

MERCREDI 7. — Le Conseil de l'Ordre des Avocats raye Sadoul du barreau parisien.

Etats-Unis : Un détenu déclare être l'auteur du meurtre pour lequel Sacco et Vanzetti sont emprisonnés.

JEUDI 8. — *Allemagne :* A Berlin, entrevue des délégués des mineurs russes et anglais.

VENDREDI 9. — *Angleterre :* Le Congrès de l'Union Nationale des Cheminots repousse l'embargo sur le charbon.

Belgique : La grève des dockers d'Anvers se termine par un succès.

DIMANCHE 11. — Manifestation du Comité d'Action au Pré-Saint-Gervais.

— A Ivry, Congrès National de l'A. R. A. C.

LUNDI 12. — Primo de Rivera débarque à la gare d'Orsay sous les sifflets et les huées.

— A Paris Congrès de la Fédération confédérée du bois.

Angleterre : Signature de l'accord Caillaux-Churchill. — Les mineurs refusent de faire l'heure de travail supplémentaire votée par les Communes.

Hongrie : Première audience du procès Rakosi.

MARDI 13. — Signature de l'accord franco-espagnol

— Incidents à l'Hôtel de Ville de Paris, pour la réception du « Sultan » Moulay Youssef.

— A Saint-Denis, arrestation de Legall, secrétaire du Syndicat des terrassiers.

MERCREDI 14. — La revue, à laquelle assiste Primo de Rivera, est sifflée. Bagarres et arrestations.

Turquie : Treize députés sont condamnés à mort pour le complot contre Kemal.

JEUDI 15. — Primo de Rivera est sifflé à Fontainebleau.

— Bagarres à Paris, quai de la Loire, provoquées par des jaunes contre les dockers grévistes de la Compagnie H. P. L. M.

— Echec des lock-outés de chez Hispano-Suiza.

Angleterre : Le Conseil général des Trade-Unions ouvre une souscription pour les mineurs.

VENDREDI 16. — *Belgique :* Vote des « pleins pouvoirs au Roi ».

SAMEDI 17. — Chute du ministère Briand-Caillaux.

— Assemblée des Comités intersyndicaux de la région parisienne.

DIMANCHE 18. — Congrès national du Secours Rouge à Paris.

— Les camelots du roi jouent du revolver à Palaiseau.

Maroc : Soumission de Sidi-Raho.

Angleterre : Baldwin repousse la proposition des évêques pour le règlement du conflit minier.

LUNDI 19. — Formation du ministère Herriot.

— Grève de vingt-quatre heures des mineurs de la concession d'Ostricourt (Pas-de-Calais).

— Grève de vingt-quatre heures des mineurs de fer. de Meurthe-et-Moselle.

MARDI 20. — *U. R. S. S. :* Mort de Dzerjinsky.

MERCREDI 21 — Manifestation des travailleurs municipaux à l'Hôtel de Ville de Paris.

— La Chambre renverse le cabinet Herriot-de Monzie.

— A Paris, réunion du Comité International des mineurs (Amsterdam).

JEUDI 22. — Grève de vingt-quatre heures des dockers de Rouen.

— Election de M. Raoul Péret à la présidence de la Chambre.

VENDREDI 23. — Premier exode des enfants des dockers lock-outés de Dunkerque.

— Lock des dockers de Rouen pour vingt-quatre heures.

— Constitution du cabinet Poincaré, avec Herriot et Painlevé.

SAMEDI 24. — Les dockers de Rouen reprennent le travail à l'heure fixée par eux.

Etats-Unis : Les employés du Métro de New-York décident de reprendre le travail aux anciennes conditions.

DIMANCHE 25. — *U. R. S. S. :* On annonce que le Comité Central du Parti Communiste a décidé d'éliminer Zinovief du bureau politique.

Angleterre : Les mineurs du Warwickshire rentrent dans la lutte .

— L'organisation d'Havelock Wilson décide de se retirer de l'Internationale des Transports d'Amsterdam.

LUNDI 26. — Conseil National des mineurs confédérés — Le bureau élargi des mineurs unitaires décide, pour le 9 août, une grève de vingt-quatre heures, par solidarité avec les mineurs anglais.

— Meeting du groupe « des Amis de l'Unité » au Cirque de Paris.

— La réunion du Comité anglo-russe n'a pas lieu, les délégués anglais n'étant pas arrivés.

— Reprise du travail des fumistes industriels parisiens.

— Fin de la grève des tramways de Lille.

MARDI 27. — Manifestation dans les rues de Paris des fonctionnaires et agents des services publics.

— Le cabinet Poincaré-Herriot obtient 358 voix contre 131.

Etats-Unis : Un supplément d'enquête serait ordonné dans l'affaire Sacco et Vanzetti.

MERCREDI 28. — *Etats-Unis :* Le conflit du métro de New-York se prolonge, en raison des représailles patronales.

JEUDI 29. — A Vierzon : Congrès de la Fédération unitaire du Verre.

— Les ouvriers du Textile de Laroque d'Olmes obtiennent satisfaction après quatre mois de grève.

Angleterre : Le Comité Exécutif des Mineurs décide de retenir le mémorandum des évêques comme base de discussion.

VENDREDI 30. — Réunion, à Paris, du Comité anglo-russe.

— Quatre ambulants des P. T. T. sont tués dans un déraillement à Noisy.

SAMEDI 31. — La Chambre vote les projets financiers de Poincaré.

— Réunion du Comité central du Parti Communiste.

La grève anglaise vue par un réformiste.

*L'*Imprimerie française, *l'organe de la Fédération Confédérée du Livre a publié, dans son numéro du* 16 *juin les deux lettres suivantes adressées par un ancien membre du Comité Central du Livre français, aujourd'hui linotypiste au* Times *Ces lettres permettront de se rendre compte de quelques obstacles rencontrés par la grève générale et expliquant dans une certaine mesure les causes du silence gardé par la Société typographique londonienne devant les demandes de l'organisation parisienne au sujet de l'édition continentale du* Daily Mail.

Londres, le 19 mai 1926.

Mon cher Liochon,

Vous vous êtes peut-être demandé ce qui se passait dans le monde du travail, en Angleterre, et plus particulièrement dans l'imprimerie, pendant la grève générale, et si les journaux français reflétaient bien la situation générale.

Dans son ensemble, la presse française a publié la marche des événements avec exactitude. Aucun fait saillant n'a été défiguré. Vous êtes donc au courant au point de vue « nouvelles ».

Ce qui s'est passé dans notre corporation vous intéressera sans doute, également ; c'est pourquoi je vous envoie ces quelques lignes et aussi pour vous donner de nos nouvelles.

Vous connaissez l'origine des troubles : Mécontentement général chez les mineurs, suivant divers arrangements provisoires qui ne réglaient rien du tout : changement de tactique au sein des grands syndicats de la Trade-Union Congress (C. G. T. anglaise), envahissement du Parti Travailliste par les extrémistes moscovites d'un côté, et par l'*intelligentsia* de l'autre.

***

Le mouvement fut déclanché sans consulter les membres, et la suppression de la presse fut la plus lourde faute de la T. U. C., qui ne s'en releva pas. Dès le premier jour, la grève, malgré son ampleur, fut visiblement un four, et impopulaire chez les grévistes. Aussi, malgré tout ce qui est et sera dit pour ou contre la reprise si rapide du travail, je crois que les chefs responsables de la T. U. C. ont agi sagement et *courageusement* en reconnaissant leur erreur, la force de l'opinion publique et l'évidence que « grève générale » n'est qu'un mot chez un peuple énergique, intelligent, éclairé et gouverné.

Mais revenons au côté typographique de la grève.

Le vendredi 30 avril, l'ordre fut lancé par la T. U. C. à diverses fédérations — y compris la presse — d'avoir à se tenir prêtes à cesser le travail le lundi suivant (3 mai) à minuit L'ordre final devait être envoyé télégraphiquement dans la soirée du lundi.

Le Comité de la Société des Compositeurs de Londres, tenait sa séance hebdomadaire habituelle du vendredi, lorsque son secrétaire général Naylor lui donna connaissance de l'ordre qu'il venait de recevoir d'avoir à se préparer à cesser le travail le lundi suivant à minuit. La discussion s'engagea sur la validité d'un tel ordre, en invoquant les statuts et les contrats de réciprocité avec les patrons exigeant d'abord un referendum pour cesser le travail, ensuite les quinze jours de congé réglementaire que nous devions aux patrons avant de quitter les ateliers.

Le Comité profita de l'heureuse circonstance que le mercredi suivant, 5 mai, il y avait l'assemblée trimestrielle des délégués de la Société, et laissa à cette assemblée le soin de dénouer ce nœud gordien — choisir entre les statuts et les contrats de réciprocité, et un ordre illégal d'appel à la solidarité ouvrière pour aider la cause des mineurs que tout le monde reconnaissait juste.

Vous voyez d'ici la situation peu enviable des malheureux compositeurs : nous devions rester au travail au moins jusqu'au mercredi 5 et agir selon la décision des délégués, alors que la grève devait être déclanchée le lundi 3 mai, à minuit.

Mais, comme toujours, dans ces sortes de mouvements, les esprits s'échauffent de façon inégale (les fusils partent tout seuls, comme on dit en France), et certaines sections de travailleurs étaient si impatientes de ne plus travailler, que le mouvement commença prématurément — il n'aurait peut-être même jamais commencé — dans les circonstances regrettables suivantes : les clicheurs, rotativistes et similaires employés à la production de l'édition de Londres du *Daily Mail* en date du lundi 3 mai, c'est-à-dire dans la nuit du dimanche 2 au lundi 3, s'aperçurent que l'article de fond de ce numéro n'était pas de leur goût, et se réunirent au moment du commencement du tirage, envoyèrent une délégation au rédacteur en chef, lui demandant d'avoir à remanier son article selon leur idée de ce qu'il devrait être. Celui-ci refusa nettement, et, pour essayer de sauver une situation très tendue, demanda à Isaacs, le secrétaire général des similaires, de condamner l'attitude de ces censeurs d'un nouveau genre, de leur ordonner de reprendre le travail immédiatement, et de sauver tout au moins l'édition de lundi. Rien ne prévalut et, à deux heures du matin, toutes les salles furent vidées et les lumières éteintes dans l'immense immeuble de Carmelite House, et voilà pourquoi il n'y eut pas de *Daily Mail* à Londres le lundi 3 mai 1926.

Pendant ces pourparlers, en pleine nuit, avec les machines chargées et tout le personnel des porteurs qui attendait, les compositeurs et correcteurs avaient été approchés par ces révoltés afin de grossir leurs rangs et faire une plus grande pression sur la direction .

Ceux-ci refusèrent, invoquant la liberté de pensée, de parole et d'écrit.

(Ici j'ouvre une parenthèse pour dire que l'article de fond en question, intitulé « For King and Country » — « Pour le Roi, pour la Patrie » — consistait en une demi-colonne d'appel au calme et au bon sens en prévision du mouvement qui devait être déclanché le lendemain, et rappelait aux syndiqués que les meneurs extrémistes ne cachaient pas leurs attaches et leurs sympathies avec certain pays étranger. Il terminait en faisant appel au bon sens et prédisait la faillite d'un tel mouvement qui ne pouvait réussir dans une démocratie organisée et ne pouvait qu'amener un long cortège de misère aux travailleurs eux-mêmes, et aux pauvres en général. Cet article fut lu *in extenso* par Naylor à la réunion des délégués, et laissa l'assemblée absolument froide.)

Cet acte prématuré, irréfléchi et non autorisé d'une partie des travailleurs du *Daily Mail* eut un retentissement énorme dans la Cité, au Parlement et, probablement, dans toute l'Angleterre, et fut probablement la cause du déclanchement général. Toujours est-il que le mardi matin, les chemins de fer, omnibus, tramways et métro étaient arrêtés... mais les typos marchaient toujours (au double sens du mot). Nous étions tous à notre poste le mardi soir, mais nos services ne furent pas utilisés, toutes les autres branches, sauf les correcteurs, étant en grève. Le mercredi soir nous étions encore tous à nos postes et tous les journaux publièrent quatre pages : — comment ils opérèrent dans les clicheries et les rotos, je l'ignore.

Enfin, vers onze heures, mercredi soir, 5 mai, nos délégués revinrent de la réunion annonçant la décision de l'assemblée en faveur de la cessation du travail. Il ne nous restait plus qu'à finir le pauvre petit canard de quatre pages, et rentrer chez soi... à pied.

Quoique les typos aient été les derniers à quitter le travail, ils furent les derniers à le reprendre. La grève générale fut levée le mercredi 12 mai, à midi, et tout était rentré dans l'ordre le vendredi; mais les typos ne purent arriver à un arrangement final, vu l'obstination des porteurs-messagers — l'équivalent des Hachette — que le dimanche soir, 16 mai. Les journaux du soir reparurent le lundi et ceux du matin le mardi 18 mai.

Les nouvelles conditions ou contrats entre propriétaires de journaux et divers groupements furent sévères et nous devons subir dans certaines sections la présence à nos côtés de non syndiqués. Mais ce n'est, j'espère, que provisoire.

Bowerman et Naylor nous ont été de la plus grande utilité.

En général, la rentrée se fit dans de bonnes conditions, peu de typos étant restés sur le carreau. Mais les similaires ont fortement trinqué. La pilule de Holmès fut bien moins grosse à avaler que celle de Isaacs.

Pendant notre absence, tous les journaux ont improvisé des feuilles de fortune. Je vous envoie celle du *Daily Express*, avec le numéro du *Times* de ce matin, le lendemain de la reprise du travail, pour notre musée.

A. Fleuriet.

***

Le 31 mai 1926.

Mon cher Liochon,

Votre réponse du 29 courant m'a fait grand plaisir et j'ai lu avec satisfaction la partie des feuillets s'y référant.

Je me doutais que vous aviez dû suivre avec un vif intérêt les événements de ce côté du détroit, mais je me suis tenu dans les limites « typographiques » locales (sans toucher à la province), en racontant simplement les faits dans leur ordre de marche, tout en me gardant bien d'en tirer une morale.

Cependant votre lettre m'a appris la démarche de Skinner auprès de votre Fédération ce qui me surprend, et le fait que vous désiriez reproduire une partie de ma communication dans l'*Imprimerie*. Je crois donc utile de vous envoyer les quelques détails complémentaires suivants :

Lorsque les Trade Union Council lancèrent leur ordre de grève générale et placèrent l'imprimerie y compris la presse, dans leur première ligne d'attaque, il se produisit les phénomènes connus et inconnus habituels à ces sortes de mouvements. Naturellement, les plus redoutables furent les « X » inconnus qui se manifestèrent de suite : 1° L'opinion publique, hostile à toute tentative d'arrêt général dans les transports, pour les souffrances imposées à une grande partie du public; 2° La suppression de la presse qui fut très impopulaire, même chez les grévistes ; 3° Les progrès réalisés dans toutes les branches de l'activité humaine dans ces dernières années, tant avec la locomotion aérienne que sur route, la télégraphie sans fil, et son application, l'instruction répandue, qui donne à une nation très éclairée des citoyens pouvant s'adapter à tout et comprendre ou maîtriser ce qui paraissait être l'apanage d'un long apprentissage et de connaissances spéciales — en un mot, c'est l'âge de la machine simplifiant tout.

Le gouvernement répondit à la suppression de la presse de la façon suivante : il réquisitionna la British Broadcasting Company (probablement équivalant à votre T. S. T., station Tour Eiffel), et, trois fois par jour matin, midi et soir, il lança à travers le Royaume Uni les nouvelles du jour en sus du programme habituel de T.S.F. Chaque mairie et même chaque quartier affichait ces nouvelles écrites à la main sur un tableau *adhoc* que tout le monde consultait. Ensuite il réquisitionna l'immeuble du *Morning Post*, et avec un personnel de fortune et une petite partie de l'ancien personnel, publia un quotidien de quatre pages, grand format, intitulé le *British Gazette*, qui tira à plus d'un million au bout du troisième jour de grève. Le *Times* paraît à quatre grandes pages avec un personnel de fortune aidé de quelques ouvriers pensionnés ou retraités par la maison. Tous les autres journaux faisaient paraître des feuilles de dimensions variées. La province voyait le personnel rentrer en masse. Le T. U. C. se vit obligé lui-même de faire paraître son organe officiel, le *Daily Herald* devint le *British Worker*, et il était évident que les travailleurs de journaux jouaient un jeu de dupes. Le lundi 3 mai tous les Pères de Chapelle se réunirent et décidèrent d'insister auprès des pouvoirs du T. U. C. pour lever l'embargo qui pesait sur la presse, puisque l'objectif était manqué et que de tous côtés les nouvelles affluaient, voire même de l'étranger, témoin l'édition continentale du *Daily Mail*. Leur démarche aura eu la valeur que lui donnera l'histoire. Vous savez le reste.

Les Correcteurs de la Presse (section de Londres) ont fait comme les typos — ils ne sont partis qu'après décision de leur assemblée de délégués.

Les rédacteurs et secrétaires de rédaction ne sont pas affiliés à nos groupements et n'ont pu être touchés.

La situation dans les journaux de Londres est redevenue normale très rapidement. Nous sommes tous rentrés aux anciennes conditions — ou presque.

Dans le labeur, en province et même à Londres, les choses sont en voie d'arrangement; mais les patrons ne sont pas pressés, vu le marasme général dans les affaires.

Au revoir, mon cher Liochon, bons souhaits et cordiale poignée de main.

A. Fleuriet.

***

La lettre de la Banque de France.

Voici le texte de la lettre du gouverneur de la Banque de France, lue par M. De Monzie, ministre des finances pour quelques jours, à la Chambre, le 21 juillet dernier :

Le gouverneur de la Banque de France à M. le ministre des finances,

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en informer de vive voix dès hier soir, la situation du compte du Trésor à la Banque s'est encore aggravée dans la journée d'hier.

La marge légalement disponible des prélèvements du Trésor se trouve réduite ce matin à 60 millions de francs.

Il est à craindre qu'elle ne soit complètement absorbée dans la journée d'aujourd'hui et que notre situation hebdomadaire, qui sera arrêtée ce soir et publiée demain, ne fasse ressortir un dépassement de la limite légale des avances de la Banque de France à l'Etat, ce qui mettrait la Banque dans l'obligation d'arrêter sur tout le territoire les payements pour compte du Trésor.

Pour fournir à la trésorerie un contingent immédiat de ressources, en attendant l'effet des mesures qu'il se proposait d'adopter, votre prédécesseur avait envisagé de céder à la Banque le reliquat encore disponible des devises de l'emprunt Morgan.

Je lui ai fait connaître, par ma lettre du 19 juillet, que le conseil général consentirait à cette opération dans les conditions fixées par cette lettre, dès que le gouvernement en aurait obtenu l'autorisation du Parlement

Sans préjudice des mesures qu'il appartient au gouvernement de prendre pour assurer dans les journées qui suivront l'alimentation régulière de la trésorerie, et à moins que votre département ne dispose de ressources immédiatement réalisables, que pourrait lui procurer par exemple l'escompte d'une partie de son portefeuille, l'approbation aujourd'hui même par les deux Chambres de la cession de devises envisagée m'apparaît comme le seul moyen d'éviter demain la publication d'une situation débitrice du compte du Trésor à la Banque et la suspension des payements qui en serait la conséquence inévitable.

⁂

Les élections à la Caisse autonome des mineurs.

Des élections pour le renouvellement d'une partie des délégués ouvriers au Conseil d'administration de la Caisse autonome des mineurs viennent d'avoir lieu. La Fédération confédérée et la Fédération unitaire du Sous-Sol présentaient chacune ses candidats.

Dans les trois sections régionales, les candidats de la Fédération confédérée l'ont emporté. Si les résultats pour la 1re section (Nord et Pas-de-Calais) ne sont pas surprenants, il n'en est pas de même pour la 2e (Loire) et la 3e (Gard) où les syndicats unitaires disposent d'une incontestable supériorité de force.

Ont obtenu : *pour la 1re section*, membre titulaire (élection normale : Lanselle (confédéré), 31.869 voix élu; Morival (unitaire) a eu 16.376 voix; membre titulaire (remplacement de Degreaux : Louart (confédéré), 31.427 voix, élu; Duport (unitaire) a eu 16.878 voix; membre suppléant : Rossy (confédéré), 31.863 voix, élu; Wantelet (unitaire) a eu 16.340 voix.

Pour la 2e section ; membre titulaire : Brioude (confédéré), 9.182 voix, élu ; Faure (unitaire) a eu 6.465 voix et Périer 21; membre suppléant: Dumont (confédéré), 9.102 voix, élu; Groussin (unitaire) a eu 6.453 voix.

Pour la 3e section, membre titulaire : Ducros (confédéré), 7.578 voix, élu; Michel (unitaire) a eu 5.924 voix; membre suppléant : Truel (confédéré), 7.551 voix, élu; Tourreil (unitaire) a eu 5.921 voix.

⁂

Les socialistes et la Société des Nations.

Voici un extrait de la résolution votée le 18 juillet par la C. A. P. élargie du Parti Socialiste (S. F. I. O.), à la suite d'une discussion autour du cas particulier de Paul-Boncour :

La C. A. P. . . . . .

. . . . . .

Considère que les problèmes généraux concernant la présence de membres de différents partis socialistes dans les délégations gouvernementales, à Genève, ne peuvent être résolus que dans l'Internationale elle-même ;

Demande, en conséquence, que cet ordre de question soit inscrit à l'ordre du jour d'une réunion de l'exécutif tenue antérieurement à la prochaine session de la Société des Nations ;

Charge le Secrétariat du Parti d'aviser le Secrétariat International que ses délégués à l'Exécutif auront mandat de faire tous les efforts nécessaires pour que les conditions générales dans lesquelles les membres du Parti peuvent accepter des délégations gouvernementales à la Société des Nations soient déterminées ;

Pour que leur action respective soit coordonnée ;

Pour quelle soient mises en accord avec les résolutions de l'Internationale.

Rédigée par Blum — ça se sent — cette résolution fut flanquée d'une adjonction de Bracke, ainsi conçue :

Après avoir pesé les inconvénients et les avantages que présente la présence à la Société des Nations d'un délégué mandaté par un Gouvernement bourgeois, la réunion plénière de la C. A. P. déclare que les délégués du Parti à l'Exécutif auront mandat de se prononcer contre.

Sur ce, le citoyen Renaudel déclara résigner son mandat de délégué du Parti Socialiste à l'Exécutif de l'Internationale.

Le *Peuple*, lui, ne pouvait moins faire que d'ouvrir ses colonnes aux ordres du jour de solidarité avec Paul-Boncour.

Et la C. A. de la C. G. T. (27 juillet) vient d'approuver *sans réserve* le compte rendu de mandat de Jouhaux, délégué officiel au Bureau International du Travail et à la Société des Nations.

⁂

Le nationalisme du "communiste" Colly.

Il y a déjà les nombreux discours de Marcel Cachin. Il y a pire, s'il est possible. D'après le *Combat Social* (organe S. F. I. O.), les paroles suivantes ont été prononcées par le « communiste » Colly, au Conseil général de la Seine, réuni le 30 juin :

Jean Colly. — *Nous avons été attaqués par les brigands du Nord. L'héroïque petite Belgique et nous, nous sommes dressés contre l'envahisseur. Nous avons tenu le coup autant que possible, mais devant l'innombrable armée du kaiser, nous avons dû céder du terrain.*

L'Angleterre, prévoyant le danger que sera pour elle notre écrasement total, est venue rapidement à notre secours et les Britanniques ont vaillamment combattu l'ennemi à nos côtés.

La conclusion vaut son pesant d'or :

M. Jean Colly.—*Messieurs, j'ai terminé, mais je crois qu'il nous faut nous raidir et ne nous laisser intimider par les menaces de personne, car ces menaces, c'est du chantage.* (Très bien ! Très bien !) *On ne respecte pas les gens qui ont peur. Or, il faut démontrer à l'Amérique, et à n'importe qui, que nous n'avons pas peur. Il faut montrer que la France, malgré ses désastres et ses souffrances, n'est pas tombée si bas qu'elle ne puisse relever ses ruines et se faire respecter.*

Si l'oncle Sam nous réclame son argent avec trop d'insistance, nous lui dirons : «Viens le prendre». (Très bien ! Très bien ! sur divers bancs.)

Ces extraits sont puisés par les socialistes dans le *Bulletin Municipal Officiel* du 2 juillet.

ENTRE NOUS

A partir de ce numéro, la *R. P.* est vendue 2 fr. 50 et l'abonnement annuel est porté à 25 francs pour la France et à 30 francs pour l'extérieur. Nous voudrions espérer nous en tenir là, mais l'augmentation incessante du papier et de l'impression nous obligera, sans doute, à une nouvelle augmentation de nos prix d'abonnement et de vente au numéro. Nous verrons cela à la « rentrée ».

Pour la rentrée, justement, les listes de « possibles » dressées comme nous l'indiquions la dernière fois, doivent nous parvenir nombreuses, avec, dans la mesure des disponibilités de chacun, la souscription propagande suivant l'idée lancée par Giauffret.

⁂

L'importance des questions actuelles nous oblige à laisser sur le marbre le début d'une étude d'Edouard Berth : *Proudhon et Marx.* Au mois prochain.

PETITE BIBLIOTHÈQUE
DE
L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

BROCHURES DÉJA PARUES :

I. **Résolutions et statuts adoptés au Premier Congrès des Syndicats révolutionnaires** (Moscou, 3-19 juillet 1921)..... 2 »
II. **Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge** (A. Losovsky)..... 2 50
III. **Les Syndicats russes et la Nouvelle Politique** (A. Losovsky)..... 0 50
IV. **Les Syndicats et la Révolution** (A. Losovsky)..... 0 50
V. **Thèses et Résolutions adoptées au IIe Congrès de l'Internationale rouge** (Moscou, novembre 1922)..... 1 25
VI. **Vers le Front unique international** (Edo Fimmen), introduction de Pierre Monatte)..... 0 50
VII. **Pour le Front unique des Transports** (Pierre Sémard)..... 0 50
VIII. **L'Internationale Syndicale Rouge et l'Unité syndicale** (A. Herclet)..... 0 75
IX. **Rapports entre l'I. S. R. et l'I. C.** (Préface de Dudilieux)..... 1 50
X. **Les Anarchistes et le Mouvement syndical** (Andrès Nin)..... 0 50
XI. **Le Grand Stratège de la Guerre de Classe** (A. Losovsky)..... 1 »
XII. **L'Activité de l'I. S. R.** (Rapport pour le IIIe Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge), préface de A. Losovsky. 7 50
XIII. **L'Anarcho-Syndicalisme en Espagne** (J. Maurin)..... 0 75
XIV. **Résolutions adoptées au IIIe Congrès de l'I. S. R**..... 3 50
XV. **L'Unité du mouvement syndical mondial** (rapports et discours prononcés au VIe Congrès des Syndicats ouvriers de l'U. R. S. S.), préface de A. Losovsky..... 2 50
XVI. **L'organisation et la situation des employés en Russie** (D. Antochkine). . 1 »
XVII. **Les problèmes du mouvement travailliste** (P. Braun), préface de A. J. Cook..... 0 75
XVIII. **Le mouvement national et la classe ouvrière en Chine** (L. Heller)..... 1 »
XIX. **La conférence syndicale anglo-soviétique** (A. Losovsky)..... 2 50
XX. **Le mouvement syndical international avant, pendant et après la guerre** (A. Losovsky)..... 10 »
XXI. **Les syndicats et la situation de la classe ouvrière dans l'U. R. S. S.** (A. Alouf), préface de A. Losovsky..... 3 50

EN VENTE
à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL
96, quai de Jemmapes - PARIS-Xe
Chèque postal : 43-08 — Téléph. : Combat 08-02

ÉDITIONS DE LA JEUNESSE
Brochures mensuelles pour les enfants

Abonnement : un an (10 numéros)..... 6 »
— Extérieur..... 8 »

S'adresser à ***"L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE"***
SAUMUR (M.-&-L.) - Chèq. post. : 81-26 Nantes

Histoire de Pierre Lapin, par B. POTTER. » 85
Contes flamands, traduits par M. VAN DE MOORTEL et illustrés par ses élèves... » 75
Comment le capitaine eut peur, par Claude TILLIER..... » 75
Le village disparu, par GERSTAECKER.... » 75
Tony l'assisté, par Célestin FREINET..... 1 50
Tom le Ramoneur, par Ch. KINGSLEY.... 2 50
Nouvelles d'Italie, par Italo TOSCANI.... 2 50
La jeunesse de Jean-Jacques, récit tiré des *Confessions*, de J.-J. ROUSSEAU..... 3 »
Souvenirs d'enfance des grands écrivains, trois brochures à 0 fr. 75 l'une, les trois ensemble..... 2 »
L'abonnement aux 10 brochures de l'année en cours..... 6 »

En vente à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL
96, quai de Jemmapes - PARIS-Xe
Chèque postal : 43-08 — Téléph. : Combat 08-02

Alfred COSTES, éditeur, 8, rue Monsieur-le-Prince
PARIS (VIe)

Œuvres Complètes de KARL MARX
Traduites par J. MOLITOR
Agrégé de l'Université, Inspecteur d'Académie

VIENT de PARAITRE :

Le Capital
LIVRE II
Tome I. — **LE PROCÈS DE CIRCULATION DU CAPITAL**, 1 *vol. in*-16 de 260 *pages*. 9 fr. -

EN VENTE :

Le Capital
LIVRE I
(Complet)
I. **Le PROCÈS de la PRODUCTION du CAPITAL**, précédé d'une introduction à l'ensemble du marxisme, par KARL KAUTSKY, 4 *vol.* Chaque volume.. 10 fr. -

Histoire des Doctrines Économiques
I. **DEPUIS les ORIGINES de la THÉORIE de la PLUS-VALUE jusqu'à ADAM SMITH**, 2 *vol*..... 10 et 8 fr. -
II. **RICARDO**..... 3 *vol*..... 10, 10 et 8 fr. -
III. — **DE RICARDO A L'ÉCONOMIE VULGAIRE**, 3 *vol.* Chaque volume.. 9 fr. -

L'ÉCONOMIE CAPITALISTE
(PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE)
par Robert LOUZON
Un volume : 6 fr.

Téléphone
COMBAT 08-02
R. C. 251-310

Chèque Postal
Marcel HASFELD
N° 43-08

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10e)

UNE CARTE MURALE

en couleurs

DE L'U. R. S. S.

La *Librairie du Travail* vient d'éditer une grande carte murale en couleurs de la Russie soviétique (U. R. S. S.).

Cette carte, d'un format 100 × 130, comprend, *à une même échelle*, l'ensemble de toutes les Républiques soviétiques d'Europe et d'Asie. L'emploi d'une seule échelle a pour but de corriger les erreurs qu'engendre la fâcheuse habitude de toujours représenter à des échelles différentes l'Europe et l'Asie.

C'est une carte POLITIQUE et une carte ÉCONOMIQUE.

Au point de vue politique, la carte met particulièrement en valeur le *caractère profondément fédératif* de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Une couleur spéciale à chacune des Républiques indépendantes, employée également pour les différentes Républiques autonomes et Territoires autonomes qui en dépendent, permet de saisir facilement, malgré sa complexité, l'organisation de l'Union. Les limites des différentes Républiques et Territoires ont été établies d'après les plus récents documents officiels. Il en a été de même pour la capitale de chacun d'eux. L'indication de ces divisions politiques, dont chacune est motivée par l'existence d'un peuple distinct, permet de présenter en même temps la CARTE ETHNOGRAPHIQUE de cet immense territoire où se côtoient les races les plus diverses.

Au point de vue économique, on s'est attaché à mettre en évidence d'une part les régions naturelles de la Russie, avec pour chacune son *produit agricole caractéristique*, et d'autre part les *bassins industriels* dans lesquels se trouvent concentrées mines et usines.

Le *réseau fluvial* et le *réseau ferré*, réduits volontairement aux voies qui ont une importance économique nationale ou internationale, font apparaître à première vue les grands courants que suit l'échange des marchandises.

Par une innovation qu'on trouvera intéressante, du moins, nous l'espérons, l'ordre de grandeur de la population *des différentes villes* ressort de la lecture même de la carte, la grosseur du caractère dans lequel le nom de la ville est inscrit dépendant uniquement de sa population et non de son rôle administratif. Cette population est celle qui découle des dernières statistiques, de même que tous les noms sont ceux qui ont été donnés *depuis le nouveau régime*.

Un *bref commentaire* en bas de carte fournit les indications complémentaires nécessaires à une pleine compréhension de la Constitution et de l'Economie de l'U. R. S. S.

Tout le travail a été mis au point avec la collaboration de *Pierre Pascal*. Celui-ci, ancien membre de la mission militaire française en Russie durant la guerre, participe depuis les premiers jours de la Révolution à l'édification du régime soviétique. Il est sans aucun doute le Français qui connaît le mieux la Russie nouvelle. Son nom est garant du souci d'exactitude apporté à l'établissement de ce travail.

CONDITIONS DE VENTE

Une carte, prix franco	10 francs.
Six cartes —	50 —
Treize cartes —	100 —

Nous conseillons vivement le groupage des commandes par localité afin d'atténuer les frais de port. Cette économie dans les frais d'expédition, nous permet de réduire le prix à partir de 6 exemplaires et de 13 et assure, en outre, l'envoi des cartes roulées et non pliées.

Pour éviter des frais inutiles et simplifier notre travail, utiliser le Chèque postal n° 43-08 Paris-X°

Le Gérant : V. GODONNÈCHE. Imp. Nouvelle (assoc. ouv.), 11, rue Cadet. — 1417-8-26.